Après le vote unanime du Conseil de sécurité

L'ONU va déployer quatorze mille hommes dans trois régions de Croatie Haut risque

A communauté internatio-nale a sauté le pas . Après avoir regardé, de longs mois durant. Serbes et Croates sa massacrer dans les plaines de Slavonie ou les montagnes de l'arrière-pays dalmate, s'être plus soucié du « patrimoine mon-

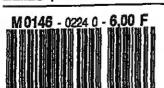
dial » que du sang des hommes; après avoir feit étalage de pro-fondes divisions et d'une coupable impuissance devant une guerre sortie tout droit du passé, l'ONU a décidé, vendredi 21 février, d'envoyer une « force de protection » dans l'ex-fédération yougoslave, non sans faire grise mine devant le coût financier d'une telle opération.

S'il est vrai qu'il n'est jamais trop tard lorsqu'il s'agit de saumême communauté internationale, et l'Europe au premier rang, feralt une arreur dramatique en pensant avoir « évacué » le probième yougoslave par ce soul

CAR le problème de fond demeure. Non seulement demeure. Non seulement la crise est toujours là, intacte, non seulement le quinzième cassez-le-fau n'empêche pas le conflit de réclamer son lot quotidien de victimes, mais les condi-tions mêmes du déploiement des « casques bleus » donnent lieu à des interprétations divergentes de la part de belligérants qui campent sur les mêmes positions qu'il y a six mois. En premier lieu, les risques de « dérapages » inhérents à toute pération de ce genre - les seuls « casques bleus » déployés dans le sud du Liban ont enregistré en guatorze ans 184 morts et 276 blessés dans leurs rangs - sont accrus, en Yougoslavie, par l'irrédentisme de certains combat-

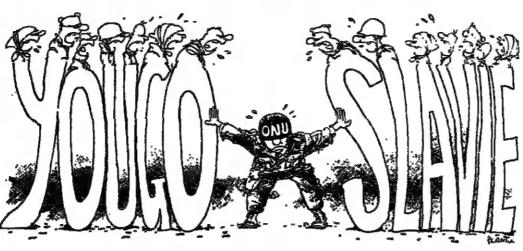
Surtout, Serbes et Croates ne cette e force de protection » intervenir à leur détriment et au bénéfice de la partie adverse. Ainsi, le régime de Zagreb, qui ne peut ignorer le précédent chypriote, accuse-t-il l'ONU de favoriser Belgrade et veut-il se prémunir contre toute consolidation du statu quo, qui signifierait la perte de près du tiers du territolre croate. Le président de Croatie, M. Franjo Tudjman, a dit et répété qu'il ferait tout - avec ou sans les Nations unles - pour rétablir l'autorité de son administration sur les régions à peuple-ment majoritaire ou minoritaire serbe, que l'armée yougoslave a conquises. Du côté serbe, en revanche, on compte sur les « casques bieus » pour geler la situation et soustraire le plus longtemps possible, sinon défini-tivement, ces mêmes zones à la égislation croate.

D'ORES et déjà, une partie du plan de l'ONU paraît irréalisable. Comment peut-on imaginer aujourd'hui faire cohabiter Serbes et Croates là où, hier encore, las deux peuples s'entretuaient sans merci? Commisses des carstaines de milconvaincre des centaines de mil-liers de réfugiés de regagner des maisons qu'ils ont dû fuir sous la mitraille et qui, dans la plupar ies cas, n'existent même plus i S'il est une opération de tous les dangers, c'est bien celle que le Conseil de sécurité vient de décider avec un retard qui, sous couvert de prudence, a permis à la situation de pourrir un peu plus chaque jour et aux haines d'atteindre un point dont on peut craindre qu'il soit de non-retour.



Conseil de sécurité a donné le feu vert, ven- moins 1000 hommes en Croatie.

Près de 14 000 hommes - militaires et dredi 21 février à New-York, à cette vaste civils - participeront à la force de protection opération de maintien de la paix en Yougoslades Nations unies (FORPRONU) qui va être vie pour une durée provisoire d'un an, en espédéployée dans quelques semaines dans trois rant qu'elle facilitera un règlement politique de régions de Croatie : Slavonie occidentale, Sla- la crise. Le coût de l'intervention, estimé à plus vonie orientale et Krajina. C'est finalement à de 3,5 milliards de francs, préoccupe plusieurs l'unanimité de ses quinze membres que le délégations. La France est prête à envoyer au



Le prix d'une « pause »

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Décidément, la paix coûte très cher. L'opération de maintien de la paix en Yougoslavie et l'envoi de 14000 hommes sur place, qui vient d'être approuvée par le Conseil de sécurité coûtera près de 635 millions de dollars par an. Un montant jugé «exorbitant» par plusieurs délégations, en particulier par Washington qui finance déjà plus de 30 % de toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

C'est pour cette raison que, dans un premier temps, le Conseil a décidé de n'envoyer en Croatie qu'une équipe d'environ 500 observateurs pour faire une estimation « réelle » des coûts. Ces observateurs seront également charges d'obtenir une contribution «importante» des Républiques « yougoslaves ». Le Conseil a demandé un rapport financier au secrétaire général dans les deux semaines à venir après quoi, seulement, les forces commenceront à être déployées.

La résolution 743, adoptée à l'unanimité par le Conseil de

CHRONIQUE

DES MARCHES

■ Devises at or ■ Marchés

monétaire et obligataire

■ Matières premières ■ Mar-

ché international des capi-

Le Sind, carrefour des vio-

M, Henri Emmanuelli

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale,

invité de l'émission hebdoma-daire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche à 18 h 30

Le sommaire se trouve page 20

au «Grand Jury

RTL-le Monde »

Loin des capitales

prend la décision politique d'établir une force de maintien de la paix en Yougoslavie. Cette force. baptisée FORPRONU, sera chargée de la protection des enclaves serbes en Croatie, et elle comprendra 11000 militaires et 3000 civils.

Dans un rapport publié la

semaine dernière, le secrétaire général de l'ONU avait recommandé que les forces de paix restent en Yougoslavie « jusqu'à la conclusion d'un règlement négocié du constit ». Et M. Boutros-Ghali concluait : "Je pars de l'hypothèse que les parties yougoslaves sont prêtes à s'attaquer sérieusement à la négociation d'un règle ment d'ensemble au sein de la conférence sur la Yougoslavie présidée par Lord Carrington (...). La hantise que la force [de l'ONU] puisse être retirée précipitamment avant que les problèmes fondamentaux n'aient été réglés pacifi-quement aurait des effets extrêmement perturbateurs dans les zones protégées. »

Au cours des consultations à huis clos, vendredi après-midi, les pays non alignés ont formulé

sécurité vendredi 21 février, des objections très forces à l'encontre de cette décision, craignant que cela ne constitue un précédent. Il a donc été décidé que la force sera déployée pour une période « initiale + de douze mois « à moins que le Conseil n'en décide autrement ».

Les diplomates yougoslaves en poste à l'ONU s'inquiètent. quant à eux, de la fragilité du cessez-le-feu qui, à leurs yeux, ne tient que dans l'attente de l'envoi des « casques bleus ». Pour calmer les inquiétudes de la Croatie concernant un déploiement de durée indéterminée de cette force sur son territoire, une phrase de la résolution rappelle que, conformément au premier paragraphe du plan de paix, la force de l'ONU « devrait être une force provisoire menée pour créer les conditions de paix et de sécurité qu'exige la négociation d'un règle-ment d'ensemble de la crise yougoslave ».

AFSANÉ BASSIR POUR Lire la suite et les articles de FLORENCE HARTMANN et de JACQUES ISNARD

HEURES LOCALES

Provence - Alpes - Côte d'Asur

La mer et le soleil, dans ce Sud extrême, ne suffisent pas à définir une région qui souffre d'être plus célèbre que connue. Des cimes des Alpes à la vallée du Rhône, de Nice à Marseille,

Mais une préoccupation commune commence d'apparaître : comment relayer les activités traditionnelles en déshérence et imposer une image nouvelle à partir de compé-tences déjà bien affirmées, notamment dans les domaines de la recherche ou de l'innovation? Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce néenne mais aussi les réussites de Sophia-Antipolis et les promesses de la « route des hautes technologies ».

Lire pages 10 et 11 l'enquête d'OLIVIER BIFFAUD

et de GUY PORTE

Magistrature et Constitution

Si la gouvernement veut réellement renforcer l'indépendance de la magistrature, il devra proposer une réforme de la Constitution : tel est le sens de la décision du juge suprême relative au nouveau statut de la magistrature, dont plusieurs dispositions ont été censurées.

Lire page 7 l'article de THIERRY BRÉHIER

Le passé noir de l'Argentine

L'ouverture des archives secrètes de Buenos-Aires sur 'accueil et la protection des nazis au cours des années 40 et 50 (et même un peu au-delà) tourne à l'examen de conscience.

JEUX OLYMPIQUES

Chutes de glace

de notre envoyé spécial

Surya Bonaly cinquième et Lactitia Hubert douzième : les jeunes patineuses françaises ont dérapé sur la glace d'Albertville, vendredi 21 février. Plus expéri-mentée, l'Américaine Kristi Yamaguchi a obtenu la médaille d'or, devant la Japonaise Midori Ito et une autre Américaine, Nancy Kerrigan.

ll n'a pas fallu attendre long-temps. Trente secondes, une de piste d'envol, et les patins de Surva Bonaly ont quitté la piste. Pour l'exploit attendu, cette quadruple boucle piquée que nulle patineuse n'avait encore pu ins-crire à son carnet de bal : l'image fut brève. Mais, lorsque les patins touchèrent à nouveau la glace, les mauvaises surprises commencerent. Quatre en tout, comme le nombre de tours

D'abord la prouesse espérée se transforma en compte d'apothicaire. Les spécialistes se mirent à susurrer que la Française n'avait effectué que trois tours et demi

bien camouflés, au mieux trois tours trois quarts dissimulés par derniers championnats du monde, Surya Bonaly s'était contentée d'une belle esquisse. Le vrai quadruple saut, parfait du début à la fin, restait à l'état de vœu pieux.

Le public et Surya, persuadés tous deux de l'exploit, n'en avaient cure. Ce fut la deuxième mauvaise surprise de la soirée. Déconcentrée par sa réussite du plus ardu. Surya se mit à rater le croisées sur un triple sip, une chute franche sur un triple lutz, et la patineuse sortait de la glace l'air boudeur. Une autre surprise désagréable l'attendait. Les juges n'avaient pas voulu tenir compte de son quadruple saut presque accompli et lui assenèrent des notes très sévères. Le bronze convoité, l'argent révé, s'envo-

La patineuse retombait à sa place exacte dans la hiérarchie mondiale, la cinquième,

> JÉROME FENOGLIO Lire la suite page 15

> > er à

che

et des

incé

iens

Svic

ı Jin

inclu

• Le chant du cygne des patineurs de la CEI

 Nos succès étaient prévisibles », nous déclare le président du Comité olym-

• Glisses : la danse des par PHILIPPE BROUSSARD

pique norvégien :

• Ski de fond : les vertus de l'entrainement en alti-

par CLAUDE FRANCILLON • Hors jeu : la station de

Valmorel vainqueur par Bobsleigh : la fête mexi-

Les résultats

A la télévision

JÉRÔME LÉMENT

Un homme en quête de vertu



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 18, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 16 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : I. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : (1) 49-80-30-10 Télex : 261,311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde. Le Monde-Eatreprises. M. Jacques Lesourne, gérant.

PUBLICITE

Jacques Lesoume, président Michel Cros, directeur genéral Philippe Dupuis, directeur 15-17, rose du Colonel-Pierre-Aria 75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télect MONDPUB 634 128 F
Télént : 46-63-9-73 - Société finale le la SARI, le Mondre de Médina et Régies Europe Se

Imprimerie cin « Monde » 12. t. M.-Gunsbourg 94852 IVRV Cedez

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

enseignements sur les microfilms d Index du Monde au (1) 40-66-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composes 35-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

FRANCE

448 F

290 F

1 629 F

TARIF

3 **má**s.

6 mis.

BELGIQUE LUXEMB PAYS-BAS

572 F

1 123 F

20% F

ÉTRANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce balletia

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

on per MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on

provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Venillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Consté de direction : lecques Lesourre : gérant directeur de la publication Bruno Prappet directeur de la rédection Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef

Daniel Vernet

labort Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

3 mois 6 mois 1 au

Nom:

Prénom:

Adresse : .

Code postal :

Localité : _

Pays: _

AUTRES

PAYS wie

CEE

799 F

nmission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

Landru, la fin d'un feuilleton

E 25 février 1922 un procèsverbal affiché au mur de la prison Saint-Pierre à Versailles faisait savoir que ce matin-là, à 6 h 4, avait été exécuté publiquement l'arrêt rendu le 30 novembre 1921 par la cour d'assises de Seine-et-Oise qui condamnait à la peine de mort Henri Désiré Landru. C'était l'épilogue d'une affaire singulière et de la vie non moins singulière d'un petit homme chauve et barbu, à l'œil sombre ou enjôleur, que la justice avait fini par déclarer coupable de l'assassinat de dix femmes et du fils de l'une d'elles.

La France sortait d'une première guerre mondiale gagnée. Elle mesu-rait déjà que la paix était en train de se perdre. Aux accents martiaux des musiques, à l'euphorie des défilés avait succédé la découverte de cruelles réalités pour l'ordre européen et mondial à venir. Henri Désiré Landru arrivait à point pour offrir à un peuple désenchanté et frivole l'oubli momentané que peut procurer un seuilleton bien agencé avec ses épices et ses cynismes.

Georgette, Marie Berthe, Célestine...

L'affaire aurait du être tenue pour tragique. Pouvait-elle l'être par une nation qui en était encore à compter ses morts et ses blessés par millions? Et puis - on n'y pouvait rien - ce Landru, dont se colportaient les répliques, les mots et les insolences, apparaissait à ses contemporaina comme « un assassin rigolo ». Il portait plus à la plaisanterie qu'à la colère. Certains avaient ou crier « à mort ! » sur son passage. C'était davantage par routine que par vrai désir de supplice. Il se trouvait aussi que iamais personne n'avait pu montrer, ni à la presse ni plus tard aux jurés, des images ou des restes de ces cadavres imputés à Landru. Ce n'est pas sans conséquence. De ces victimes, dames ou demoiselles, on savait seulement les noms, les âges et l'état de la fortune dont elles avaient été en tout cas dépouillées. Elles s'appelaient Georgette

Cuchet. Thérèse Laborde-Line, Marie Guillin, Berthe Héon, Anna Collomb, Andrée Babeley, Célestine Buisson, Léopoldine Jaume, Marie Pascal, Thérèse M Ces noms figuraient d'ailleurs parmi plus de deux cents autres dans les innombrables carnets d'un Landru méticuleux mais imprudent. Les unes après les autres, elles avaient un jour disparu, et la dernière personne au bras de laquelle on les avait vues était toujours le petit homme chauve, à grande barbe roussâtre, bien cambré dans ses vêtements, grave et affable à la fois, et dont aucun de ceux qui le connaissaient n'avait iamais dit de mal. La logique pourtant conduisait à penser que le voyage auguel, de 1915 à 1919, chacune avait été conviée, à Vernouillet d'abord, à Gambais ensuite dans une villa bien proprette mais sans grâce particulière, avait été sans retour. Il n'empêche que toujours, à ce dossier criminel, manqua ce hel et bon élément matériel qui comble l'enquêteur et rassure le juge.

Situation « en rapport »

Des aveux alors ? La police com-

prit très vite qu'elle pouvait en faire son deuil. Henri Désiré Landru était suffisamment intelligent pour savoir ce qu'il pouvait ou non lui consentir. Il avait été arrêté le 11 avril 1919 un peu par hasard. A la fin de mars 1918 la sœur de Célestine Buisson, l'une des disparues, avait exprimé au maire de Gambais ses inquiétudes. Elle savait que Célestine était venue s'installer dans le village avec un M. Frémiet, son fiancé. L'origine de cette aventure remontait à une annonce publiée en mai 1915 dans

un journal et ainsi rédigée : « Mon-

sieur, quarante-cinq ans, seul, sans famille, situation 4 000, ayant

intérêts, désire épouser dame d'âge,

situation en rapport, » La situation de Célestine, veuve depuis 1912, était « en rapport » : 12 000 F de revenus. Un fils « au feu », lasse de sa solitude, elle se disait disposée à se refaire « une situation ». M. Fremiet ne se le fit pas répéter. Ils se rencontrèrent. Méfiante ou veuve à principes, Célestine prit son temps. Il dut être

assidu pendiant plus de deux ans. Il lui avait d'ailleurs un peu doré la pilule en sea dépeignant comme un industriel du Nord, chassé par l'Allemand, réfugié à Paris, désemparé, en quête de réconfort.

La vérité était plus médiocre. Né à Paris, Henri Désiré Landru avait plus vivoté que vécu. De situations incertaines en entreprises hasardeuses il atteignait la cinquantaine, et cela lui avait permis d'échapper à la mobilisation. En des temps plus ancieris il s'était montré un élève sage est appliqué à l'école des Frères. Avec piété il servait alors la messe à Saint-Louis-en-l'Île. Un diplôme lui avait été délivré ensuite par l'Ecole des arts et métiera. Marié, le service militaire accompli, lélenri Désiré paraissait satisfait de son sort. Il restait (mais qui pouvait s'en douter à la lecture de ces anmonces racoleuses de jeunes veirves ayant du bien ?) qu'entre 1904 et 1914 il avait été condamné cinq fois pour escroqueries ou ab-us de confiance à des peines de prison.

La déclaration de guerre ne pouvait que lui être favorable. Elle désorganisait pour plus de quatre ans la vie civile, limitait l'action de la police et, partant, de la justice. Elle augmentait le nombre des « jeunes veuves » ou des épouses solitaires. Henri Desire s'installa dans la guerre.

Celle-ci Lerminée, on s'intéressa de nouveau à lui. En 1919 l'inspecteur de la brigade mobile Belin est invité à reprendre le dossier de la disparition de Célestine Buisson, Il entend de nouveau la sœur, Mile Lacoste. Sur le moment elle n'a rien de plus à lui dire, sinon que M. Fremiet était bien un barbu chauve qu'elle serait capable de reconnaûtre. Dans les heures qui suivent, érnoi et coups de théâtre. M™ Lacoste a vu, revu le barbu. Au bras d'une autre personne il est entre dans un magasin parisien et y a passé commande de vaisselle. Par l'employé, Belin retrouve trace de la commaride. Le nom du client y figure avec une adresse. Mais ce n'est plus M. Frémiet. C'est M. Guillet, ingénieur, rue de Rochechowart. Il reste à l'attendre et, pour finir, à l'arrêter. La sœur de Célestine en est sûre : « C'est

La justice n'est pas au bout de ses peines. Il lui faudra deux ans et demi avant que le procès Landru puisse s'ouvrir. L'homme est un maniaque de l'écriture. Il a noirci des dizaines de carnets. On y trouvera les noms en clair, ou sous des appellations faciles à décrypter, de toutes les femmes avec lesquelles il a correspondu. Pour chacune il a établi une: sorte de fiche. Il y a porté des indications du genre : n A un fils, une ou deux sœurs; a épausé un hôtelier. Etait b. à ti faire, sans fonds. A emporté le



Landru attendent dans le sous-sol du palais de justice de Versailles d'être introduit dans la salle d'assises. Novembre 1929.

magot et les meubles au décès du vieux » C'est que, à chacune des rencontres, il se renseignait, soutirait des précisions. Ainsi pouvait-il conclure ses fiches : « Sans fortune», « soupçon de fortune », « sans suite », « rien à faire ».

Un fourneau à Gambais

A côté des carnets, il y a les modèles de lettres à envoyer : « Je voudrais un amour véritable, des sentiments qui puissent assurer un bonheur durable. Je suis assez indépendant pour vous déclarer tout de suite que, de mon côté, les conditions d'avoirs financiers n'entreront en rien dans le choix d'une épouse. » Ou encore : « Partout où j'aurai l'honneur de vous rencontrer, je reconnaltrai entre mille votre silhouette élégante, votre grâce. » Cela n'empêche pas des observations moins galantes dans les carnets : « brune, boulotte, rigide », « vulgaire, voix éraillée » ou « un peu bouffie, peu cau-

Tout cela ne montre après tout qu'un cynisme. Il faut plus. Parmi les pièces à conviction on fera grand cas de billets de chemin de fer Paris-Gambais : chaque fois un alier et retour et un aller simple. L'accusation en déduira que l'aller et retour était pour Landru, la « fiancée » n'avant pas besoin de tetour puisque...

Puisque quoi? Henri Désiré n'en démordra pas : escroc, peu reluisant personnage, tout ce qu'on

voudra mais assassin : jamais! Le jardin de Gambais a été retourné sans résultat probant. On s'est beaucoup intéressé à la cuisinière de la villa, ce vieux fourneau à bois et charbon, que chansonne ront les chansonniers. Dans les cendres - 100 kilos passés au crible, - les experts trouveront 196 grammes d'os humain. Pour dix corps, c'est peu. En soi, c'est

Il reste que, dans sa manie de tenir des comptes, Landru a mentionné toutes sortes d'achats de serpes, de scies à bois, à métaux, par dizaines entre 1916 et 1918. Il reste ce hangar qui recèle, pêlemêle, des meubles, des effets ayant appartenu aux disparues. Il reste que leurs biens ont été le plus souvent vendus. An total, ce fut pour Henri Désiré une somme de 35 642 francs. Il ne s'en montre pas accablé. Colportés par les journaux, vrais ou apocryphes, ses « mots » ravissent le pays. N'a-t-il pas interrompu le juge qui lui disait : « La première semme que vous avez fait disparaître... . pour rétorquer : « Moi? J'ai fait disparaitre quelqu'un? Si vous croyez tout ce que racontent les gazettes... »

year.

~ -

متعاضة وسد

Section 1

18.50

.

Bankle

1

1

40

建

Burney Section

Problem.

-

-

Sugar.

11111

经国际

.....

7 **(**

**

Sous le charme de la voix de baryton

Le goût du «mot», de la réplique insttendue, n'a pas été étranger à la séduction, à la fascination, pour tout dire à la popularité du personnage. Aux législatives de novembre 1919, on sortira des urnes des bulletins au nom de Landru. Il fut séducteur. On le sait par ce qu'ant dit de lui à leurs proches les disparues. Pour une à qui il fit peur, cinq, six, sept autres restaient attendries de ses attentions, comme de « son sommell d'enfant ». Toutes ont été sous le charme de la voix de baryton qui si souvent fit merveille et chantait les grands airs de la Manon de Massenet, quand on sortait bras-dessus, bras-dessous, de l'Opéra-Comique.

Au procès, ouvert le 7 novembre 1921, la foule pourra se régaler. Il y aura chaque jour à Saint-Lezare le train de 10 h 40 surnommé le train Landru. Gens du monde et du spectacle, tous s'y pressent. Aux bancs de la presse, Colette côtoic, le redoutable Henri Bérand, qui un jour écrira : « Rien de plus terre à terre, au bout du compte, que ces idylles banlieusardes où Landru s'efforçait de jouer à l'homme aisé et posé. Les pauvres servantes qu'ils ramenait dans ses filets lui donnaient du « monsieur ».

Il était ce que, dans le milieu de ces pauvres femmes, on appelle « distingué. » C'était une façon comme upe autre de refuser la légende en train de naître, de quitter les zones éthérées du « regard fatal > et des « frissons-fascination » pour redescendre dans la banalité des salles à manger Henri IL II n'empèche : les deux films majeura inspirés par l'affaire ont été des œuvres plus proches de la comédie que du drame. Pour Chaplin avec Monsieur Verdoux (1947), pour le Landre de Chabrol (1962) Henri Désiré reste « un assassin rigolo ».

Au fur et à mesure que le procès approcha de sa fin, la gravité l'emporta sur le pittoresque. Landra avait lassé son monde. Il le sentait. Le moment n'était plus à rire. L'indicible approche de l'inexorable peine de mort faisait le reste.

Ce n'est qu'à l'heure dernière que Landru retrouva ses audaces. Au substitut qui lui demanda s'il avait une dernière déclaration à faire - espoir d'un aveu? - il décocha : « A qui ai-je l'honneur ? Ce monsieur ne m'a pas été présenté, il me semble... » Il refusa aussi, mais autrement, d'assister à cette messe chuchotée que l'on accordait à l'instant du supplice : « Je ne voudrais pas, dit-il, faire attendre ces messieurs. »

Ce sera tout ou presque. Car la chronique rapporte encore ceci : le 15 septembre 1923, Alexandre Millerand, président de la République, qui avait refusé la grâce, en vacances au château de Rambouiliet, se fit conduire en compagnie de ses filles Alice et Marthe à la villa de Gambais, ce « nid d'amour » attenant au cin nière communa!

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

HENRI

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ANIMÉ PAR HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON ET PATRICK JARREAU (LE MONDE) RICHARD ARZT ET DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

TO YOUR

- P

V. 2. 3 i som -

The second

**

Le texte de la résolution

Zagreb exige des garanties pour ne « pas légaliser la présence des forces d'occupation serbes » en Croatie

Le gouvernement croate a autorités croates ont décidé d'imestimé, vendredi 21 février, que les conditions d'application du plan de paix de l'ONU recommandant l'envoi d'une a force de protection a avaient e sensiblement changé » depuis la reconnaissance internationale de la Croatie et souligné que le déploisment des casques bleus » ne pouvait être qu'eune solution provisoire » visant à rétablir la paix et la sécurité dans les zones de crise en Croa-

BELGRADE

de notre correspondante

Accusant le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, de vouloir e légaliser la pré-sence des forces d'occupation serbes sur les territoires conquis», le vicepremier ministre croate, M. Tomac a souligné que la Croa-tie n'avait pas l'intention de faire des concessions qui n'étaient pas prévues dans les accords de paix. « M. Boutros-Ghali, a-t-il ajouté, entend maintenir sous le drapeau de l'ONU les pouvoirs locaux et la police qui ont été mis en place dans les territoires occupés par l'armée yougoslave et les Serbes...»

Bien que le président croate, M. Franjo Tudjman, ait réaffirmé à maintes reprises qu'il acceptait inconditionnellement les modalités du plan de paix de l'ONU, les

poser une série de mesures afin d'empêcher un éventuel remanie-ment du plan au profit de la partie serbe. Craignant que les trois enclaves serbes - la Krajina, la Sla-vonie occidentale et la Slavonie orientale, - où seront déployées les forces de paix des Nations unies, ne soient plus considérées comme partie intégrante de la Croatie, le gouvernement de Zagreb rappelle que la Croatie a été reconnue dans ses frontières établies après la deuxième guerre mondiale et demande à la communauté internationale de les respecter comme celles de tout autre Etat indépen-

Quant à l'application du plan de paix, le gouvernement souhaite la signature d'un accord stipulant précisément les relations entre les autorités croates et les représentants des Nations unies. Allant à l'encontre des garanties accordées par M. Boutros-Ghali à la population des trois enclaves serbes, le gouvernement rétère son intention de faire appliquer la législation croate sur l'ensemble de la Croatie et notamment sur les territoires bénéficiant de la protection des Nations unies. Il impose ensuite que la démilitarisation des territoires contrôlés par l'ONU, prévue dans le plan de paix, soit effectuée « dans un délai de trente jours à compter du jour de l'arrivée des a casques bleus » et insiste sur le retrait de Croatie de toutes les unités de l'armée fédérale et de son personnel, ainsi que la démobilisation des unités de la défense terri- de la population avant le déclentoriale des communes à majorite serbe. En ce qui concerne les farmations paramilitaires et les groupes de volontaires venus de l'extérieur, elles devront, elles aussi, quitter le territoire de la Croatie dans le même délai. Enfin, le retrait de l'armée fédérale et des gouvernement, être supervisé par les policiers « onusiens » et croates.

Le retour des réfugiés

Par ailleurs, le gouvernement croate a annoncé qu'il présenterait prochainement aux représentants de l'ONU « un plan détaillé » pré-voyant le retour de toutes les personnes déplacées dans les zones mises sous le contrôle des Nations unies. Le repeuplement se fera sous celui contrôle des autorités croates et avec l'aide du Haut Commissariat aux réfugiés. Il exige aussi de participer à la délimitation des territoires qui bénéficieront de la pro-tection de l'ONU et à la détermination des zones exactes de deploiement des forces de paix à l'intérieur de ces territoires. Dans ces régions, les troupes de l'ONU seront chargées d'effectuer le contrôle des frontières avec la Bosnie-Herzégovine ainsi que la Serbie et d'assurer le fonctionnement des douanes. En vertu du plan de paix des Nations unies, le gouvernement croate insiste, enfin, pour que les effectifs de la police locale reflètent fidèlement la composition ethnique chement du conflit. Si les effectifs dejà en place ne correspondent pas aux critères requis, ils devront être

Ces nouvelles garanties exigées par les autorites croates risquent d'accroître la confusion. En effet, les revendications de Zagreb vont sans doute se heurter au refus des Serbes, qui s'opposent au rétablis-sement de la législation croate dans les régions où ils sont majoritaires. De plus. l'armée yougoslave pour-rait rejeter « l'ultimatum » de trente jours qui n'est pas stipule dans le plan de l'ONU et revendiquer un delai supérieur pour son retrait complet de la Croatie. FLORENCE HARTMANN

Révocation du « ministre de l'intérieur » de la Krajina. - Le «Par-lement » de la « République serbe de Krajina», autoproclamée en Croatie, a révoqué, vendredi 21 février à Knin, le «ministre de l'intérieur», M. Milan Martic, et le président de l'Assemblée, M. Milan Paspalj. Selon l'agence Tanjug, la décision a été prise par la partie du Parlement qui siège à Knin et qui est fidèle au leader autonomiste. M. Milan Babic. L'autre partie, qui siège à Glina, au nord de la Krajina, avait récemment destitué M. Babie de ses fonctions de « président ». M. Martic, qui avait demandé à la police de coopèrer avec les forces de l'ONU. a été

remplacé par le chef de la milice, M. Slavko Ozegovic, considéré comme l'un des «irréductibles» de la Krajina. - (AFP, Reuter.)

me il convient, au moins une fois tous les six mois, des progrès en vue d'un règlement politique pacifique et de la situation sur le terrain, et à soumettre un premier rapport sur l'établissement de la

du Conseil de sécurité

Voici les principaux extraits de la resolution 743 adoptée, vendredi 21 jévrier, par le Conseil de sécurité de l'ONU autorisant la création d'une force de 14 000 « casques bleus » pour la Yougoslavie.

Le Conseil de sécurité : - Décide d'établir, sous son autorité, une force de protection des Nations unies conformément au rapport [du secrétaire général en date du 15 février] et au plan de maintien de la paix de l'ONU, et demande au secrétaire général de prendre les mesures nécessaires par de l'ONU, et de prendre les mesures nécessaires de l'April 1988 d pour garantir son déploiement le plus tot possible.

- Décide que, pour mettre en œuvre les recommandations de l'alinéa nº 30 du rapport du secrétaire général, la force est créée conformément à l'alinéa nº 4 suivant, pour une période initiale de douze mois, sauf si le Conseil en décide autrement entre-temps.

- Demande au secrétaire général d'envoyer immédiatement les éléments de cette force qui peuvent aider à mettre en œuvre un plan de la force le plus rapidement pos-sible, dans l'optique d'un budget qui porte à son maximum la contribution des parties yougoslaves pour compenser les coûts et réaliser une opération la plus rentable possible sur le terrain et en termes de coût.

- Rappelle que, conformément à l'alinéa i du plan de maintien de la paix des Nations unies, la force devrait être une solution provisoire visant à créer les conditions de la paix et de la sécurité nécessaires pour la négociation et un règlement global de la crise yougoslave.

- Invite en conséquence le secré-taire général à rendre compte

force dans les deux mois consécu-tifs à l'adoption de cette résolution.

- Entreprend, à cet effet, d'exa-miner sans attendre toutes les recommandations que le secrétaire général pourrait faire dans son rapport concernant la force, y compris la durée de sa mission, et d'adopter des décisions appropriées.

- Invite toutes les parties prenantes à respecter strictement les accords de cessez-le-feu signes à Genève le 23 novembre 1991 et à Sarajevo le 2 janvier 1992, et à coopérer pleinement et sans condition à la mise en œuvre du plan de maintien de la paix.

- Exige que loutes les parties en présence prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du personnel envoyé par les Nations unies ainsi que celui de la mission de contrôle de la CEE. - Appelle de nouveau les parties

yougoslaves à coopérer pleinement avec la conférence sur la Yougoslavie à l'objectif qui consiste à par-venir à un reglement politique conforme aux principes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et réaffirme que le plan de maintien de la paix des Nations unies et sa mise en œuvre ne vise en aucune manière à préjuger des conditions d'un réglement politique.

- Décide dans le même cadre quell'embargo imposé par l'alinéa 6 de la résolution 713 du Conseil de sécurité (1991) ne s'appliquera pas aux armes et autres équipements militaires destinés au seul usage de la force de protection de

- Demande à tous les Etats de fournir le soutien adéquat à la force de protection de l'ONU, en particulier pour permettre et facili-ter le transit de son personnel et de son matériel.

- Décide de rester activement saisi de cette question jusqu'à ce qu'une solution pacifique soit trou-

La FORPRONU sera composée de 14 000 hommes

La force dite de maintien de la paix de l'ONU (appelée FOR-PRONU ou « Force de protection des Nations unies») sera composée de près de 14 000 hommes : dix « bataillons » d'infantèrie motorisée - soit l'équivalent anglo-saxon d'un régiment-l'ançais - qui deviont être déployés sur vingt-deux positions différentes en Yougoslavie, avec un PC principal à Banja-Luka, en Bosnie-Herzegovine, aux ordres probablement d'un général indien, et des annexes à Zagreb et à Belgrade. Dans ce cadre, qui réunira quelque 14 000 hommes, la France fournira au moins ! 000 hommes, à partir d'un bataillon équipé de véhicules blindes, et elle est prête à en détacher I 000 autres, si le secrétariat général de l'ONU le demande, et à participer aux unités de soutien

Pour cette opération, qui est la les Nations unies depuis le Congo où, durant les années 60, il y eut environ 20 000 a casques bleus ». l'ONU a calqué son organisation sur le déploiement rapide de « modules » composés d'un millier d'hommes par nationalité. Il s'agit de bataillons de 1 000 hommes chacun, avec leurs impedimenta, à par-tir desquels on peut aligner 900 fan-

Au total, la force A onusienne», outre ses dix bataillons, comprendra 2 900 hommes assurant son soutien, 100 observateurs militaires et 530 contrôleurs civils de police. Elle disposera de quatre avions de transport et de vingt-six hélicoptères.

Les Français en Slavonie orientale

Le contingent international - jusqu'à trente et un pays ont été solli-cités d'y participer à un titre ou à un autre pour un coût global estimé à plus de 3,5 milliards de francs pour un an - sera déployé sur vingt-deux positions différentes en trois « zones protégées » : Slavonie orientale, Slavonie occidentale et Krajina. Ce sont, en aucique sorte, les trois «fronts» le long desquels a eu lieu, ces derniers mois, l'avancée de l'armée fédérale et des miliciens serbes. Les « casques bleus » devront prendre position non pas sur la frontière entre la Serbie et la Creatie, mais dans les zones actuel-

fédéraux et leurs allies plus ou moins réguliers. Chacune des trois zones ainsi

définies devra accueillir deux bataillons d'infanterie, qui seront assistés d'un soutien logistique et qui met-tront en œuvre leurs véhicules blindés. A charge pour les «casques bleus» de chercher à désarmer les milices locales et d'obtenir de l'armée fédérale qu'elle se retire des parties de la Croatie tombées sous son contrôle.

La France a fait savoir à l'ONU (le Monde du 6 février) que les autorités hongroises seraient favorables à un déploiement de son bataillon en Slavonie orientale, c'est-àdire la région frontière avec la Hongrie et avec la Voïvodine, où vit une importante minorité hongroise, Le ministre français de la défense M. Pierre Joxe, se dit, en esset, très magyar, très dispersé dans de nombreux pays. La France a conclu des accords de coopération militaire avec la Hongrie : des officiers honerois sont en stage à Paris et des industriels trançais ont monté des matériels d'observation à bord

lement contrôlées par les soldats d'avions de surveillance hongrois dans le cadre des négociations «ciel ouvert » au-dessus du continent européen.

Ce sont des éléments de la le armée et des détachements de la Force d'action rapide (FAR), notamment à la 9 division d'infanterie de marine stationnée dans l'ouest de la France, qui devraient composer le bataillon français. La majorité des « casques bleus » français seront des engagés.

Mais, d'ores et déjà, des appelés effectuant un service de dix mois ou un volontariat pour un service long (VSL), ont été incités, par une instruction provisoire qui en détermine les modalités, à faire acte de candidature pour une solde mensuelle de l'ordre de 4 500 francs. Le mandat de l'ONU en Yougoslavie ministère français de la défense fait l'avance aux Nations unies qui remhoursent axec retard, comme en témoigne le défraiement du contingent au sud du Liban.

JACQUES ISNARD

Le prix d'une « pause »

Le texte demande instamment à toutes les parties de respecter strictement les accords de cessez-le-feu signés à Genève, puis le 2 janvier, Sarajevo. Il « exige » que toutes les mesures nécessaires soient prises pour assurer la sécurité des personnels de l'ONU.

Selon le plan de l'ONU, l'armée yougoslave doit se retirer de la matic et les milices seront décarmées. Les autorités locales et la police seront supervisées par l'ONU. La FORPRONU compren-(voir l'article de Jacques Isnard). Douze pays, y compris la France et la Russie, participeront à cc contingent et trente et un pays au total fourniront du personnel. Dans son rapport, le secrétaire général qualifie l'opération qui se prépare

en Yougoslavie d'« extrêmement dangereuse » car certains dirigeants serbes et croates émettent toujours de sérieuses réserves sur ce déploiement. Mais il ajoute : « Toutesois, après mûre réflexion, je suis parvenu à la conclusion qu'il vaut mieux risquer de voir une opération échouer par manque de coopération que risquer, en retardant le déploiement, de provoquer une rupture du cessez-le-feu. » Le ministre des affaires êtran-

gères de la Croatie, M. Zvonimir Separovic, qui se trouve à New-York, s'est entretenu avec M. Boi tros-Ghali. Dans une lettre présentée au secrétaire général, le ministre informe les Nations unies que son pays a l'intention de demander son adhésion à l'ONU. Dans une conversation avec des journalistes M. Separovic a admis que cela a ne sera possible que lorsque Washington aura reconnu l'indépendance de la Croatie et, selon nos informations, cela se fera bientôt ». Pour M. Separovic «la Yougoslavie n'existe plus. Il n'y aura même pas une confédération de Républiques autonomes, alors il faut accepter que la Croatie soit un pays à part entière». Enfin, le ministre croate a fait part de son « impatience » de voir les forces de l'ONU déployées dans son pays a mais pas pour une durée indéfinie, comme le souhaitent les autorités serbes ».

AFSANÉ BASSIR POUR

a M. Hans Dietrich Genscher & Zagreb et Ljubljana. - Lc ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, devait se rendre, samedi 22 et dimanche 23 février à Zagreb (Croatie) et Ljubljana (Slovénie) pour des visites de travail. Bonn a annoncé que le chef de la diplomatie serbe. M. Vladislav Jovanovic, était attendu en Allemagne dans les prochaines semaines. - (AFP.)

Désarmement conventionnel. -Les pays de l'OTAN et les anciens membres du pacte de Varsovie concernés, parmi lesquels huit Républiques de la CEI, ont décidé le 21 février de tenir d'ici à la fin mai une « conférence extraordinaire » pour adapter le traité conclu en novembre 1490 sur la réduction des armements conventionnels. Elle devrait permettre l'entrée en vigueur des dispositions du traité avant la mi-juillet. - (AFP.)

La visite du pape au Sénégal

Jean-Paul II demande à l'Afrique de se « prendre en charge »

Jean-Paul II, qui effectue une tournée de huit jours au Sénégal, en Gambie et en Guinée, a exhorté, vendredi 21 février, à Poponguine, ville côtière au sud de Dakar, les pays africains à prendre leur destin en main et à développer, entre eux, une solidarité sans frontière ».

POPONGUINE (Sénégal)

de notre envoyée spéciale

A Poponguine, tout au bout du cap des Biches, Notre-Dame-de-la-Délivrance célèbre, depuis plus de cent ans déjà, l'unité religieuse de trois cultures. Né à Bayeux, en Normandie, ce culte a été implanté à La Martinique par un évêque breton qui en rapporta la tradition, en venant au Sénégal à la fin du siècle dernier. Vendredi 21 février, c'est dans

ce sanctuaire marial, symbole de tolérance, dont l'amphithéatre naturel résonnait de chants latins accompagnés de musique ouolof. délivrer une homélie, dédiée au « dialogue et à la compréhension », pas engagé à adhérer au MTCR. mais aussi, en quelque sorte à «l'action». Et les quelques reli-gieux musulmans, mèlés aux sœurs des «Filles du cœur de Marie», qui étaient venus écouter ce que le

pape, après sept autres voyages sur ce continent, avait encore à dire à l'Afrique, ont découvert, sous l'homme de paix, un pasteur déterminė: « Cet Evangile que vous avez accueilli, il vous faut maintenant

Et, pour la première fois depuis

son arrivée, Jean-Paul II a évoqué la préparation de l'Assemblée spéciale du synode des évêques africains, dont la réalisation, des plus délicates, avec des Folises divisées. dont certaines, trop pauvres ou trop clairsemées, n'ont pas encore atteint leur maturité, achoppe sur le choix même du lieu qui serait désigné, celui de Rome irritant p priori trop de susceptibilités. « Je sais, a-t-il dit, que vous vous êtes beaucoup intéressés à ce travail (..). La tenue de ces grandes assises est un signe éloquent de la vitalité de

« Coopérations régionales »

Plus tard, au cours de sa rencon-tre avec les évêques de la Conférence épiscopale, parmi lesquels se trouvaient ceux de Mauritanie, du Cap-Vert et aussi de Guinée-Bisattente du clergé, a développé tous les thèmes qui seront ceux de ce difficile synode africain, « le grand défi de l'inculturation », à la veille du troisième millénaire; a l'utilisa-tion méthodique des moyens de communication 4: la « coopération entre Eglises » et la poursuite de a l'evangelisation ».

Quant au « dialogue avec l'islam », dont il a déjà été beaucoup question en deux jours, son orientation semble se confirmer: moins qu'un échange doctrinal, une coopération et une rencontre au service d'œuvres communes. En rendant hommage aux écoles

de missionnaires, « qui ont contricoup d'Africains ». Jean-Paul II. reprenant à son compte les paroles de Paul VI (" l'ous, Africains, vous êtes désormais vos propres mission-naires »), a insisté fortement : le développement de l'Eglise est à présent « une mission intérieure à accomplir par l'Afrique, pour l'Afrique v. Une mission qui passe égale-ment par « l'autosuffisance financière», un des problèmes embarrassants de certaines Eglises africaines, encore trop dépendantes de Rome, voire des pays qui les ont aidées à s'implanter.

Que l'Afrique se prenne ellemême en main : ce message, Jean-Paul II devait le reformuler, dans une version plus « politique », en s'adressant, de retour à Dakar, au corps diplomatique, Evoquant les droits de l'homme, encore trop souvent basoues dans une Afrique

démocratie mais souffre d'affrontements meurtriers, comme au Libéria. le pape a lancé un appel à la solidarité - solidarité internationale, mais surtout africaine, entre « Etats voisins qui doivent accueillir des réfugiés, contrôler l'évolution de groupes armés, etc. " .

Prenant l'exemple du Bureau international du travail (BIT) qui va. dans quelques jours, tenir un séminaire à Dakar sur l'abolition du travail des enfants et, plus encore. l'exemple des efforts poursuivis en Europe par la Conférence pour la sécurité et la coopération (CSCE), Jean-Paul II a émis le souhait de voir les grandes nations parrainer la naissance de « coopérations régionales » ou nom d'une e solidarité sans frontières ». Douze ans après son fameux

appel de Ouagadougou en faveur du Sahel, et à la veille de se rendre en Guinée, pays laissé exsangue par l'ancien dictateur Sékou Touré et qui a bien du mal à remonter la pente, le pape a-t-il voulu poser symboliquement, à Dakar-la-démocratique, le premier jalon d'une bien improbable « CSCE africaine »?

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Concernant des technologies sensibles Levée de sanctions américaines

> contre la Chine Confirmant une amélioration générale de leurs relations avec

Pékin, les Etats-Unis ont annoncé vendredi 21 février la levée de leur embargo sur des technologies sensibles (pièces de satellites et ordinateurs à grande vitesse) en direction des usines d'armement chinoises. La sanction avait été décidée en juin 1991, lorou'il était apparu que deux entreprises chinoises

exportaient des données « sensi-

bles» relatives à la technologie des

missiles (la Syrie, l'Iran et le Pakis-

tan ont été cités). Le changement d'attitude de Washington suit une promesse de la Chine (formulée par écrit par le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen) de se conformer désormais aux règles du MTCR (Missile Technology Control Regime) - ce aclub a de dix-huit pays, créé en 1987, qui s'engage à limiter les exportations de missiles capables de transporter des charges de plus de 500 kilos à plus de 300 kilomètres, ou les technologies affèrentes. Pékin, cependant, ne s'est

Cette solution avait été mise au point lors du voyage en Chine. en novembre, du secrétaire d'Etat James Baker. - (AFP. AP.)

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a rendu public, jeudi 20 février, son rapport relatif au processus de paix au Cambodge. Ce plan est inspiré par l'accord de Paris du 23 octobre 1991. Sur le terrain, cependant, le prince Norodom Sihanouk et le gouvernement de Phnom-Penh s'efforcent de « tenir » au mieux. en attendant l'arrivée des « gros contingents» de l'ONU.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Ils ont tout essaye, violations du cessez-le-feu, manifestations, attentats, manguvres politiques. Mais, chaque fois, quelque chose a empêche la mayonnaise de prendre. Resumant ainsi les quatre mois qui se sont écoulés depuis la signature de l'accord de Paris, un bon connaisseur du Cambodge tempère cependant son « pruden optimisme " en rappelant que, pour l'ONU, dans ce petit pays dévaste par plus de vingt ans de guerres et de massacres, le seul objectif réaliste reste d'y calmer le seu et non d'en faire « le cas exemplaire d'une opération de paix... Il y a toujours eu des bandits dans la forêt et il y en aura encore pendant un bon bout de temps ».

Les effectifs de l'ONU au Cambadge, qui tournent autour de trois cents hommes, seront renforcés. fin sevrier, par une quarantaine d'experts français en déminage.

> Deux milliards de dollars...

> > **NEW-YORK**

de notre correspondant

De l'avis de M. Yasushi Akashi, représentant spécial du secrétaire général, le plan des Nations unles pour le Cambodge constitue une opération « très ambitieuse et très coûteuse v. Dès que le Conseil de sécurité aura approuvé ce texte. l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (APRO-NUC), pourra prendre le relais de la MIPRENUC (Mission préparatoire). Chargée du contrôle du retrait des forces étrangères, du cessez-le-feu, de la démilitarisation de 70 % des forces en présence, et du déminage, la composante militaire de l'APRONUC comprendra 15 900 hommes, fournis par plus de vingt pays.

Par ailleurs, en vue de tenir des élections « libres et équitables », vers la fin d'avril 1993. l'inscription des électeurs démarera dès octobre. Au chapitre de l'administration civile, l'ONU dépêchera 150 fonctionnaires internationaux auxquels s'ajouteront 3 600 contrôleurs civils. La gestion des forces de police continuera en revanche de relever des Cambodgiens, L'APRO-NUC devra aussi veiller à ce que tous les réfugiés et personnes déplacées puissent retourner chez aux et y vivre e en sécurité ».

Première étape sur quatorze mois

M. Akashi a chiffré à pres de 2 milliards de dollars le coût de cette opération, la plus importante dans l'histoire de l'ONU depuis celle du Congo (1960-1964). Sa première étape, prévue sur quatorze mois, devrait démarrer en juin prochain.

Par ailleurs, le général francais Michel Loridon, responsa-ble des troupes de la MIPRE-NUC, a exprimé jeudi sa «colère» face au refus des Khmers rouges de coopérer au plan de paix de l'ONU. Seuls parmi les quatre factions cambodgiennes, ils refusent l'accès du personnel militaire de l'ONU dans leurs zones, bloquent les tentatives de localisation de leurs champs de mines, et interdisent le survol des zones litigieuses, « Je leur ai donné neuf jours (pour se mettre en règle], a-t-il ajouté. S'ils ne le font pas, je rapporterai [l'incident] à New-

SERGE MARTI

sera chargé, du côté cambodgien de la frontière entre les deux pays, de déminer l'axe routier par lequel seront rapatries, plus tard, une bonne partie des 370 000 réfugiés encore regroupés en Thaïlande. Un bataillon du génie thaïlandais a déjà entrepris, dans le cadre d'une aide bilatérale, de réparer les 48 premiers kilomètres de cette route reliant le poste-frontalier de Poipet à Sisophon.

Pour l'instant, l'ONU prépare le terrain de l'intervention, beaucoup plus importante, de l'APRONUC. La MIPRENUC, en place depuis la mi-novembre, a déjà établi des liaisons avec les quartiers généraux des factions khmères. Avec des effectifs très réduits, elle fait de son mieux pour calmer le jeu. Un petit groupe d'observateurs a été détaché dans la province de Kom-pong-Thom, où se sont produites, début janvier, les plus graves viola-tions du cessez-le-feu.

L'optimisme n'est plus de mise

Depuis janvier, l'ONU contribue aussi à organiser des déplacements du prince Sihanouk, président du Conseil national suprême (CNS) et chef de l'Etat. Fin février, les hélicoptères français de l'ONU doivent le transporter dans les zones tenues sur la frontière thaïlandaise par les trois factions qui ont lutté contre le régime de Phnom-Penh, sihanoukistes, FNLPK de M. Son Sann et, plus delicat, Khmers rouges,

Certes. l'optimisme qui avait prévalu lors du retour, à la mi-novembre, du prince n'est plus de mise. Les deux principaux mouvements ont prouvé - ce qui ne constitue guère une surprise qu'ils ne se feraient aucun cadeau. Les Khmers rouges n'ont pas tion de Phnom-Penh dans les campagnes et, dans certains endroits, ils y réussissent. Ils ne peuvent en outre que se frotter les mains quand le gouvernement doit faire face, comme ce fut le cas en décembre, à des manifestations contre une corruption officielle encouragée par l'afflux de dollars et la spéculation foncière. De son côté, le régime de Phnom-Penh fait de son mieux pour continuer de tenir en main le pays utile. Et, pour l'essentiel, il y parvient.

Le prince Sihanouk a choisi, surtout depuis la manifestation antikhmers rouges du 27 novembre dernier, d'utiliser sa modeste marge de manœuvre pour tenter d'éviter tout dérapage trop grave jusqu'à l'installation de l'APRO-NUC. Il ménage ses critiques et, tout en embrassant tout le monde. prend quelques distances supplémentaires à l'égard des factions en place. Il a reporté à avril le voyage qu'il devait faire en Chine. Et quand l'APRONUC aura pris le relais, le Cambodge sera officielle-ment place sous l'u autorité provi-soire u de l'ONU. Les factions seront presque contraintes à res-pecter les règles fixées par l'accord

Avant de rendre public son vaste plan, le patron de l'APRONUC, le Japonais Akashi, avait propose un échéancier. Que deux à trois mille « casques bleus » soient dépêchés au Cambodge avant les pluies pour amorcer la démobilisation de 70 % des forces en présence et le regrou-pement des 30 % restants. Cette opération devrait être terminee fin septembre, soit peu avant la fin des pluies, époque a laquelle les effectifs de l'ONU seront les plus importants. Entre-temps, le rapatriement des réfugiés aura com-mencé et, dès la fin de cette année.

a M. Roland Dumas se rendra au Maroc les 26 et 27 fevrier. - Le ministre français des affaires étrangeres M. Roland Dumas, se rendra au Maroc, mereredi 26 février. pour une visite officielle de deux jours, durant laquelle il aura notamment des entretiens avec Hassan II. a annoncé, vendredi 21 février, à Paris, un porte-parole du Quai d'Orsay.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENTS Le Monde L'ÉCONOMIE

En mars, un bataillon thailandais les effectifs des « casques bleus » auront été réduits. Des élections pourront avoir lieu en avril-mai 1993 et, si tel est le cas, les effectifs militaires seront d'environ trois mille hommes deux mois après le

Ce plan - dont le financement est loin d'être totalement assuré se doublera d'un effort du Japon pour coordonner une aide à la reconstruction. Tokyo compte être l'hôte, fin juin, d'une conférence internationale à laquelle seront invités les donateurs potentiels, organismes internationaux de crédits compris. Même s'ils n'envoient pas de « casques bleus », faute d'un vote de la Diète, les Japonais veulent prouver qu'ils peuvent contrihuer, de manière décisive, à une entreprise de stabilisation régionale. « Le Japon, dont l'objectif est politique, est devenu la principale locomotive de l'opération Cambodge », résume un diplomate occi-

Il est vrai que les autres puissances n'ont pas les moyens, ou la volonté, de financer une opération très coûteuse et dont la priorité n'est pas évidente pour tous. M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, se rendra néan-moins fin mars à Washington pour tenter d'amadouer un Congrès américain qui n'imagine pas de budget pour le Cambodge... mais s'inquiète d'un éventuel retour des Khmers rouges au pouvoir.

JEAN-CLAUDE POMONTI

EUROPE

Vive l'armée (soviétique?)

MOSCOU

de notre correspondent

« Vous n'auriez pas quelque chose d'un peu fort pour la fête de dimanche?». Le plombier qui réclame une bouteille, aussitôt après avoir présenté une impres-sionnante facture, a l'air tout étonné qu'on lui demande quelle fête il s'apprête ainsi à dignement célébrer : «Mais enfin, le jour de l'armée soviétique » ... En principe, la fête de dimanche 23 février a été rebaptisée « Jour des forces armées , mais on n'efface pas si facilement des décennies de bonnes habitudes. Génération après génération, les enfants des classes maternelles n'ont-ils pas apporté ce jour-là à leur père un tank ou un canon en papier, découpé pour la circonstance sous la surveillance de la

Tradition toujours, le soirée de gala a eu lieu dès le vendredi soir au Kremlin, pour ne pas troubler les réjouissances du week-end. Et elle a réuni – pour la première fois depuis la fin de l'histoire de l'URSS – MM, Gorbatchev et Eltsine, présents l'un et l'autre dans l'assemblée avec leur épouse. L'ex-président soviétique qui inaugurait ce jour un nouveau rôle de commentateur pour la Stamps et le New York Times (1) n's bien entendu pas pris la parole, pes plus que l'actuel président russe. Mais on a entendu la maire de Moscou, M. Gavril Popov - qui, pour la circonstance, avait excepionnellement renoncé à son éternel pull à col rond et mis une cravate - déclarer que l'avenir de

étaient «indissociables». On a aussi entendu le maréchal Chapochnikov donner le meilleur éclairage possible au récent sommet de la CEI à Minsk et souligner qu'après tout, huit Etats de la Communauté sur onze s'étaient mis d'accord pour maintenir des

forces amées communes. Peu importe que le même maréchal Chapochnikov ait reconnu quelques jours plus tôt que d'ici deux ans tout cela serait fini et que chacune des ex-Républiques aurait sa propre armée. Ce jour-là il s'agissait de caresser les militaires dans le sens du poil et checun sait que le haut commande-ment vit dans la nostalgie d'une armés qui obéissait au doigt et à l'œil d'un bout à l'autre de l'empire et à laquelle la pouvoir politique ne savait pas refuser grand-chose. La veille, M. Boris Eltsine avait signé un décret améliorant la protection sociale des officiers et sugmentant leur solde, tandis que le maire de Moscou confirmait l'attribution gratuite de terrains aux officiers désireux d'y construire un logement.

Entre mythe et réalité

L'occasion aurait aussi été belle pour marquer clairement que le passé était le passé et qu'il fallait songer à autre chose, à savoir la création en bonne et due forme d'une armée russe. Le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, vient de déclarer que ce serait eplus honnêtes, son homologue biélorusse M. Chouchkevitch trou-

verait cela «logique» (le Monde du 22 février), mais le pas n'a tou-jours pas été franchi et cette armée soviétique «légendaire. invincible et indestructibles selon la formule consecrée depuis des décannies - continue son étrange existence, à mi-chemin entre la mythe d'hier et la réalité d'aujourd'hui. Les dirigeants russas la flattent comme un cheval rétif et l'opposition néobolchévique se rallie à son panache rouge: plusieurs groupes s'apprétaient à manifester dimanche 23 février dans les rues de Mascau pour dénoncer ces apoliticiens aveugles qui ont partagé le pays en quinze morceaux et cherchent maintenant à pertager l'armée». Mais le centre de la ville - la piace Rouge et la place du Manage où l'opposition conservatrice s'était déjà rassemblée il y a quinze jours - sera réservé aux hommages officiels, et donc hermétiquement bouclé. Pour éviter les incidents, les divers groupes de manifestants ont été fermement invités à se réunir sur d'autres sites, assaz éloignés les uns des autres.

JAN KRAUZE

(1) Le représentant du New York Times à Moscou a annoncé que M. Gorbatchev alfait publier une chronique mensuelle dans le journal améri-cain, mars le contrat a en fait été passé avec la Stampa, le journal turinois pré-voyant ensuite de sevendre les articles de l'ex-président à certains journaus européens. L'exploitation de ces textes de mille mots dans le reste du monde est confiée au New York Times synd-

LOIN DES CAPITALES

Le Sind, carrefour des violences pakistanaises

KARACHI

de notre envoyé spécial

ACOIT», ce mot répand la terreur dans les campagnes du Sind, la moyenne et basse vallée de l'Indus, dont la capitale est Karachi. Ce terme désigne une réalité ancienne en ces parages : le bandit. Il a retrouvé ces derniers mois toute son antitude à terroriser : des bandes de dacoits mettent en coupe réglée villages et petites villes. rendant incertaines les grandes routes ellesmêmes Traditionnellement, les dacoits ont partie liée avec les propriétaires féodaux - les zamindars - à qui ils servent parfois de milice. Leur recrutement est aisé dans cette région à la démographie galopante, où les terres irriguées disponibles deviennent rares.

Tenu pour « une terre de poètes, de musiciens et de soufis », chanté comme « un pays de paix, d'amitté et d'hospitalité », la province méridionale du Pakistan est en proie au chaos. La guerre d'Afghanistan et les revenus de la droque aidant, beaucoup d'hommes y sont désormais armés jusqu'aux dents. L'usage du lance-roquette est devenu banal, pour attaquer des trains ou en cas de rencontre avec les « rangers ». Parmi les opérations classiques figure l'arret forcé des autobus : on fait descendre les passagers et un emmène les hommes vers des lieux secrets. Qu'espèrent tirer les brigands de ces pauvres hères? Nombre de ces bandes sont en fait, elles-mêmes

composées de gagne-petit. La police, souvent moins bien armée que les brigands, semble absente. If n'est pas rare non nlus qu'elle fasse irruption dans les villages agrès le départ d'une bande et mène une nouvelle razzia, invoquant la complicité des gens du cru avec les dacoits. Les morts rapportés par la presse approchent la douzaine par jour. Le viol est une pratique fréquente, de même que la torture pour extorquer des aveux sur les caches d'argent. Les routes sont désertes dès le crépuscule et chacun se terre chez soi. Les étrangers ont été priés d'éviter

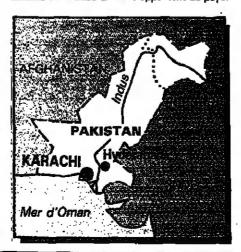
les campagnes. Les observateurs peinent à comprendre un tel phénomène. Certains estiment même que le phénomène serait grossi, afin d'éloigner les indiscrets de certaines opérations policières : l'équation souvent faite par le ministre en chef du Sind, M. Jam Sadiq Ali, selon qui a dacoit égale terrorisme et terrorisme égale PPP» (la Parti du peuple de l'ancien premier ministre

Benazir Shutto), incite à la réflexion. On peut aussi se demander si le contrôle du PPP sur les régions rurales du Sind et les connexions de ses dirigeants avec les grandes familles féodales sont tels qu'une pareille explosion des dacoits puisse être téléguidée.

Ce n'est certes pes d'hier que le province est réputée ingouvernable. Un fait a contribué à cette instabilité, aussi ancienne que le Pakistan : l'évolution anarchique de Karachi. La capitale du Sind comptait 600 000 habitants en 1947; elle en aurait aujourd'hui douze millions. Et elle est devenue le bouillon de culture des ethnies présentes au « Pays des purs ».

Tout a commencé en 1947 lorsque, de la partie indienne du sous-continent, ont afflué vers le tout nouveau Pakistan et plus précisé-ment vers Karachi, pôle de toutes les espérances, trois millions de musulmans venus principalement de Bombay. Il s'agissait, pour l'essentiel, de citadins de la classe moyenne avec, aussi, quelques riches familles. Caractéristique de ces «mohajirs» (immigrés) : presque tous avaient un niveau de formation supérieur aux Sindis - fort marqués par la société rurale féodale.

La majorité de ces nouveaux venus, en outre, parlent l'ourdou, langue que la fondateur du pays, Jinnah, lui-même mohajir, a dédaré langue nationale. Les «immigrés» ont donc, tout naturellement, « trusté » les positions dans la fonction publique. Leurs plus riches représentants ont fourni nombre de ces evingt-deux familles » à la base du développement du pays.



Les Sindis d'origine, en majorité ruraux, ont vite détesté cette emprise. En 1971, Zulficar Ali Bhutto, grand propriétaire terrien de la région, a lancé, en arrivant au pouvoir, une politique d'autonomie où le Sind a trouvé son compte, mais pas les mohajirs. Sa chute, en 1977, parut aux Sindis de souche un mauvais coup. Le dictateur Zia, quant à lui, entreprit de stimular les «immigrés» dans le bastion même de l'ennemi abattu afin de tenir en respect ses troupes orphelines.

Un étudiant en pharmacie, Altat Hussein, a ainsi commencé, en 1979, d'organiser ses camarades mohaiirs sur le campus de Karachi. En 1984, il crésit le MQM, parti qui détonne au Pakistan : quoique se référant officiellement à l'islam, son objectif affiché est la défense corporatiste des «immigrés». Le MOM est d'inspiration fascisante, avec ses réunions d'information sur les volontés du « Qaid-e-Tehrika, «le chefa, et sas séances de perfectionnement au tir à la mitraillette.

Dans les années 80, Karachi est ainsi devenue une poudrière. L'étincelle survint un jour de 1985, quand un chauffeur pashtoun renversa une fillette mohajir. Les émeutes qui suivirent causèrent des dizaines de morts. Le retour à un régime parlementaire en 1988 a confirmé la représentativité du MQM à Karachi et Hyderabad. Comme le PPP avait les cempagnes pour bastion, une entente centre Sin-dis a fut tentée pour les élections de 1988, qui virent la victoire de M. Bhutto.

Mais l'alliance n'a pas duré. Le chef du PPP ne pouvait guère, il est vrai, mécontentar ses partisans au profit des mohajirs. En février 1990, une sanglante bataille entre étudiants consommait la rupture. Le 26 mai suivant, les forces de sécurité tuaient quarante-cinq mohajirs à Hyderabad. Ce bain de sang a contribué à la destitution de Mr Bhutto. Le MQM, dès lors, s'est associé, contre le PPP, avec l'Alliance démocratique islamique (IJI) de

M. Nawaz Sherif, devenu premier ministre. On an est là. Le MQM « tient » la capitale méridionale et Hyderabad, avec ses troupes payées sur des fonds extorqués à des industriels, commerçants ou artisans. Et l'Ul s'applique à déraciner le PPP des campagnes. Revers, pourtant, de cette situation : le patriotisme sindi, longtemps investi sur la famille Bhutto, resurgit d'autres façons.

JEAN-PIERRE CLERC

n TIBET: precautions chinoises. Pékin avait déjà accusé certains étranavant le Nouvel An. - Aux approches gers, journalistes notamment, d'avoir du Nouvel An tibétain (5 mars), les joué un grand rôle dans le déclencheautorites de Pékin ont interdit, du ment des graves incidents anti-chinois 25 février au 15 mars, la présence du 5 mars 1989, qui avaient fait offidans la «region autonome» d'etran- ciellement 16 morts (60 seion des gers voyageant de façon individuelle, sources tibétaines) et 100 blessés.

 SRI-LANKA: les «Tigres» l'armée sri-laukaise le vendredi tamouls tendent une embuscade à 21 février près de Trincomalce, l'armée. - Plusieurs dizaines de dans le nord-est de l'île. Selon un «Tigres» du Front de libération de porte-parole officiel, 19 soldats ont l'Eelam tamoul (LTTE) ont tendu été tués, ainsi qu'un nombre une embuscade à une patrouille de important de rebelles séparatistes.

ont fait une victime civile Près d'une semaine après l'opération menée dimanche 16 février par l'armée israélienne au sud du Liban pour tuer le chef des intégristes du Hezboliah, et quelques heures après

le retrait des soldats de Tsahal dans leur « zone de sécurité » aux confins sud du pays, les tirs de roquettes des combattants pro-iraniens ont repris, vendredi matin 21 février, sur le nordouest de la Galilée, provoquant la mort d'une petite fille de cinq

JÉRUSALEM

de natre correspondant

Première victime civile israéremiere victime civite israe-tienne d'un bombardement de roquettes Katioucha depuis plus de dix ans, la petite fille a été tuée dans le jardin de sa maison à Gra-not Hagalil, une petite localité de dévelonnement agricole. Le père de développement agricole. Le père de l'enfant et deux autres membres de la famille ont été légèrement bles-sés par l'explosion du même pro-jectile. Les forces armées, basées dans leur « zone de sécurité», une hande de terricole liberties. bande de territoire libanais de 5 à 15 kilomètres de large qui court tout le long de la frontière avec israci, ont immédiatement riposté par de nouveaux tirs d'artillerie sur les localités qu'elles avaient été chargées de « nettoyer » quelques heures plus tôt.

Officiellement, il n'était pas question, samedi matin, d'aller plus loin dans la voie des représailles et de renvoyer les soldats au nord de la «zone» qu'ils occupent depuis dix ans. a Lex forces armées israèliennes, a cependant déclaré le directeur du bureau du premier ministre, M. Yossi Ahimeir, continueront leurs efforts pour mettre un terme aux activités de terreur et à la capacité des terroristes de tirer des roquettes sur Israël.»

Des raids punitifs de l'aviation sur les camps et les bases palestiniennes du sud-Liban - réaction israélienne après chaque attaque n'étaient pas à exclure, « St les ter-roristes n'ont pas compris le message de noire récente opération, ajoutait vendredi soir un officier de l'état-major, si le Hezbollah ne met pus un terme à ses actions, nous les attaquerons, encore et

> Une femme poignardée

Dans le centre du pays, à Kfar-Saba, un jeune Palestinien d'une vingtaine d'années s'en est pris à vingtaine d'années s'en est pris à coups de couteau à quatre passants juifs, récemment immigrés de l'ex-URSS. Une femme, poignardée dans le cou, est morte à l'hôpital, tandis que ses trois compagnons étaient légèrement blessés. L'assaillant, originaire de Qalqilya, dans les territoires occupés de Cisjordanie, a été abattu à coups de pistolet par un passant alors qu'il tentait de s'échapper, et il serait dans état grave.

Peu après l'incident, des tracts. signés du lihad islamique en Poles-tine, un groupuscule d'activistes intégristes, interdit par les autorités d'occupation et lie au Hezbollah libanais, revendiquaient l'attaque. « Cette héroique opération, disait le tract, est notre reponse initiale à l'assassinat du mondjanid Abbas

Nul ne peut dire avec certitude si cette revendication est ou non crédible, mais une chose est sure : le coup de poignard fatal de ven-dredi porte à 79 le nombre de civils israéliens tues par des Palestiniens depuis le déclenchement, en décembre 1987, de l'Intifada. Dans le même temps, près de I 300 Palestiniens ont été tués. dont 438 ont été assassinés pour eause de collaboration présumee avec les autorités israéliennes, et 855, au moins, sont tombés sous les balles de l'armée ou des colons juifs dans les territoires occupés.

PATRICE CLAUDE

Le «Tribunal international de l'eau»

Le « Tribunal international de l'eau», dont les travaux se sont terminės vendredi 21 fevrier a Amsterdam, a demandé jeudi à Israel de raccorder au réseau national de distribution d'eau potable les villages arabes « non reconnus » auxqueis l'État hébreu refuse cet morale est croissante, par deux comités sanitaires arabes.

Ces organisations avaient accusé l'Etat hébreu de priver d'eau pota-ble 70-villages-dans-le-centre et le nord du pays (principalement en Galilée) pour pousser leurs habiniennes du sud-Liban - réaction tants à partir et installer à leur presque traditionnelle de l'armée place de nouveaux colons juifs.

Dans son «jugement», le «Tribunal » estime qu'il n'existe aucune raison valable pour maintenir une telle situation, justifiée par les autorités israéliennes devant le tribunal en invoquant «l'intérêt public o et en s'appuyant sur une loi de planification et d'aménagement du territoire datant de 1965 . Estimant que cette loi «a provoqué un processus de déplacement de populations et de ruptures de leurs cultures », et a également eu un « effet négatif » sur la santé des populations locales, le « Tribunal » sc_dit « incapable d'approuver une politique gouvernementale qui uti-lise la privation d'eau v pour impo-

cherchent à calmer le jeu

des combattants intégristes du Hezbollah pro-iranien et les tirs de joie qui ont succédé au repli de l'armée israélienne derrière les limites de la «zone de sécurité » qu'elle occupe, les autorités cherchent à calmer le jeu pour éviter à tout prix un nouvel embrasement du sud qui ferait éclater la fragile paix libanaise.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Dans ce contexte, le tir. quelques heures après le retrait sissaélien, d'une salve de roquette katioucha, qui a fait un mort et trois blesses en Israël, a ravivé l'in-quiétude. S'agit-il du dernier défi de combattants excités par leur « victoire » - selon une source indépendante, cette salve aurait eté tirce du village de Yater au centre de l'incursion israelienne de jeudi - ou de la volonté délibérée d'une partie hostile à tout apaisement?

Il est trop tôt pour conclure, même s'il semble qu'à l'échelon officiel Damas, Téheran et Bey-routh soient d'accord pour routh soient d'accord pour controler fermement la situation. Le président libanais Elias Hraoui s'est entretenu de la situation par téléphone avec le président syrien Halez El Assad, qui a reçu, pour sa part, un appel du président iranien. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani.

Dès vendredi, des mesures ont été prises pour tenter d'enrayer un plus large deploiement des miliciens dans la zone des combats de jeudi. L'armée libanaise a pris position autour des camps palesti-niens du sud pour empêcher les combattants de rejoindre les mili-ciens du Hezbollah en majorité toujours déployés, et de son côté l'armée syrienne, dans la plaine orientale de la Bekaa, qu'elle controle, s'oppose au passage des voitures de miliciens intégristes qui veulent rejoindre le sud.

« Venger Abbas Moussaoui»

Une réunion regroupant des officiers libanais, syriens et des res-ponsables militaires du Hezbollah et du mouvement chiite Amal s'est tenue d'autre part à Saïda, chef-lieu du Liban du Sud. Le guide spirituel du Hezbollah, cheikh Mohamed Hussein Fadlallah a, pour sa part, dans son preche du l'arrêt des tirs de katioucha, soulignant que ceux-ci n'avaient lieu (qui avaient tué, dimanche, le chef du Hezbollah Abbas Moussagui),

Depuis le retour des combattants intégristes du Liban du Sud, il y a un an environ, dans la foulée de l'armée libanaise, et la dissolution de la milice prosyrienne Amal, aueun tir de katioucha n'avait eu lieu et ce n'est qu'au lendemain de l'assassinat par Israel de son chef que le Hezbollah avait repris cette

Dès lundi dernier, des interventions avaient eu lieu auprès des autorités syriennes et sans doute iraniennes pour faire cesser cette vague, ce qui fut décidé mercredi,

Passés les cris de « victoire » le temps pour les militants integristes de « venger et pleurer Abbas Moussaoui ». L'incursion israé-lienne de jeudi, comme l'a affirmé M. Nabih Berri, chef d'Amal et ministre d'Etat libanais, a remis en cause cet accord que le gouvernement voudrait voir de nouveau

Eriter des représailles

 Maintenant que les Israéliens se sont retires et que nous avens vainen, il faut respecter l'accord qui interdit les bombardements des zones occupées pour éviter des représaulles contre les civils «, a poursuivi M. Berri, avant d'ajouter: « Il faut revenir aux méthodes utilisées, qui font mal à Israël sans que la population des villages dans le sud n'ait à en payer le prix.»

Réuni vendredi soir sous la pré-sidence du chef de l'Etat, M. Elias Hraoui, le Conseil supérieur de défense libanais a critiqué le tir de katioucha sur le nord d'Israël. Tout en légitimant la résistance, le Conseil, dans un communiqué lu par le premier ministre M. Omar Karamé, a souligné : « l.a résistance est celle qui opère au sein même des territoires occupés. Les tirs de roquettes, quel qu'en soit le point de départ, ne sont en aucune Jaçon considérés comme un acte de résistance et nous les rejetons. «

Plus important pour l'avenir, le Conseil a toutefois insisté sur le fait que « l'armée libanaise ne pouvait empécher les tirs de katiouchas puisque leur zone de départ ne se trouvait pas sous son contrôle, » Jusqu'à maintenant, en effet, les tirs sont partis des zones sous la responsabilité de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies pour

Le déploiement de l'armée liba-naise aux côtés de la FINUL, pour-tant prévu par la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU, avait été remis en cause à la fin de l'an dernier sous l'argument avancé par l'ONU que deux armées sous commandements différents ne pouvaient opérer sur le même territoire. Le gouvernement libanais souhaitait déployer l'armée et cette demande sera sans doute au centre des discussions que va avoir à Bey-routh l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU.

Plus politique que militaire, le déploiement de l'armée libanaise ne pourra toutefois se faire qu'après accord des acteurs régionaux, et à condition que celle-ci reçoive une aide significative qui ne la laisse pas totalement impuissante, ne serait-ce que face aux miliciens.

Vu de Beyrouth, il ne fait pas de doute que, dans les circonstances actuelles, nul ne souhaite un affrontement trop sévère avec Israel, mais la crainte demeure que l'Etat hébreu, en pleine campagne électorale, ne se livre à quelque, surenchère. Comme l'assirme un haut responsable militaire. . la période qui sa courir de la fin de cette série de négociations de Washington jusqu'aux élections israéliennes de juin sera celle de tous les dangers, »

FRANÇOISE CHIPAUX (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

AUSTRALIE

M. Bob Hawke abandonne

la vie politique

M. Bob Hawke, premier ministre australien de 1983 à décembre 1991, a annoncé le jeudi 20 février qu'il abandonnait la vie politique. Chef du gouvernement travailliste pendant quatre législatures, M. Hawke, soixante-deux ans, avait été contraint, à la fin de l'année dernière, de céder la place à son rival au sein de son parti, M. Paul Keating. En abandonnant son mandat de député. M. Hawke met le gouvernement travailliste dans une situation embarrassante. Il le contraint à organiser dans les trois mois une élection partielle dans sa circonscription de Wills, à Melbourne, à un moment où le Labour est en forte perte de vitesse. M. Hawke a l'intention d'écrire ses Mémoires de faire de la télévision (le milliardaire australien Kerry Packer, dont il est l'ami. lui a proposé de realiser des entrevues avec des célébrités)

COTE-D'IVOIRE

d'Abdijan

Le chef de l'opposition a été transféré à la maison d'arrêt

Le dirigeant du Front populaire Ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo, interpellé mardi 18 février, a été inculpé, vendredi, et transféré à la maison d'arrêt d'Abidjan, a-t-on appris de source bien informée au Palais de justice. On ne connaît pas les termes officiels de son inculpation. De même source, on indique que le procès d'un des leaders étudients, M. Martial Ahipeaud, aurait lieu, lundi, à Abidjan.

Le premier ministre, M. Alassane Ouattera, a déclaré, vendredi soir, que les mesures répressives prises par son gouvernement visaient à « calmer les esprits ». Evoquant le cas de M. Gbagbo, M. Quattara a estimé que « si, d'ici une semaine, la justice décide de le relacher», ce sera « très bien». « Nous n'avons pas à promouvoir Gbagbo, ni à le punir», a précisé le premier ministre. - (AFP, Reuter)

TCHAD

Treize morts lors de l'attaque d'un commissariat

lors de l'attaque d'un commissariat de police par un groupe d'hommes armés, vētus d'uniformes millitaires, a annoncé la radio nationale, vendredi après-midi. Selon ta radio, six civils, un gendarme et six des assaillants figurent parmi les victimes. Dans la soirée, le secrétaire d'État à la défense. M. Mustapha Alifei, a indiqué qu'une vingtaine d'arrestations avaient été opérées à la suite pe cette attaque. Selon lui, les auteurs de ce « coup de force » sont des « militaires réguliers » de l'armée tchadienne, dont l'action avait été « préméditée de longue date ». Le gouvernement « contrôle la situation», a-t-il précisé. –

condamne l'Etat hébreu

approvisionnement. L'affaire avait été portée mardi devant ce « Tribu-nal », organisme indépendant sans statut légal mais dont l'autorité

ser une politique d'aménagement du territoire. - (AFP.)

Une rencontre à Taormina (Sicile) entre ambassadeurs français et italiens

L'Europe veut jouer un rôle plus politique dans le processus de paix

Tenue à l'écart des laborieuses négociations bilatérales israélo-arabes – qui devaient reprendre lundi 24 février à Washington, - l'Europe réclame voix au chapitre, avec une assurance accrue, dans le processus de paix au Proche-Orient. Tel est le principal enseignement du séminaire qui s'est réuni jeudi 20 et vendredi 21 février à Taormina (Sicile) sous la présidence de MM. Roland Dumas et Gianni De Michelis, ministres français et italien des affaires étrangères, et auquel participaient les ambassadeurs des deux pays en poste dans cinq Etats du Proche-Orient (Egypte, Israēl, Jordanie, Liban, Syrie) et leurs deux consuls généraux à

TAORMINA

de notre envoyé spécial

Une première rencontre de ce type, permettant de confronter expériences et les jugements des diplomates de terrain, avait réuni à Weimar en mai 1991 les ambassa deurs français et allemands dans les pays d'Europe centrale et orientale. Au printemps, Français et Espagnols devraient en consacrer une autre aux problèmes du Maghreb. Ainsi se poursuit à petits pas la recherche d'une politique étrangère commune aux Douze.

Au Proche-Orient, cette quête semble moins hasardeuse qu'ailleurs. Dans une déclaration adop-tée à Lisbonne le 17 février, les Douze s'étaient dit « déterminés à jouer un rôle important » dans le processus de paix, en particulier dans les négociations multilatérales, ouvertes sin janvier à Moscou. A Taormina, la France et l'Italie sont allées plus loin.

Dans leur communiqué conjoint, elles « entendent que l'Europe joue (...) un rôle renouvelé et dynamique

qui tienne compte de sa dimension politique, telle qu'elle a été consa-crée à Maastricht, et de sa volonté de contribuer à la stabilité et à la sécurité de la région».

L'Europe constate que les pays du Proche-Orient et les coparrains américains et russes du processus de paix attendent surtout qu'elle se montre financièrement généreuse envers une région importante pour elle à maints égards. Ainsi l'a-t-on laisser coprésider trois des cinq groupes de travail créés à Moscou (développement économique, eau, environnement).

Des bailleurs de fonds

Mais Paris et Rome ne veulent pas se contenter, dans cette affaire, d'être des bailleurs de fonds, des pourvoyeurs de crédits ou d'exper-tise. Ils souhaitent que les Douze assument un rôle plus politique. «La proximité de l'Europe avec le Proche-Orient et les compétences de ses Etats membres en matière de sécurité et de désarmement, souligne le communiqué franco-italien. sans restriction aux négociations dans ce domaine ».

Comme l'observait M. Dumas dans les coulisses de ce séminaire, quelque 3 000 kilomètres séparent l'Europe des Douze du Proche-Orient, soit « la distance moyenne d'un missile moyen». C'est au nom de cette réalité géographique que la Communauté demande aussi à coprésider, dans le cadre des discussions multilatérales, le groupe de travail consacré à la sécurité et

Dans sa réhabilitation de l'Europe, le chef de la diplomatie française avance un autre argument. La mort de l'URSS, fait-il valoir, a rompu l'équilibre qui présidait au coparrainage du processus de paix. Le déséquilibre ainsi créé au bénéfice des Etats-Unis « gêne la bonne marche » des négociations et, à terme, les compromet. Aux yeux de M. Dumas, une solution s'impose : «L'Europe doit prendre le relais »

(sous-entendu, pour faire contrepoids à l'hégémonie de Washington dans cette entreprise).

La méfiance d'Israël

Ce rôle aceru de l'Europe, affirment Français et Italiens, est dans l'« intérêt bien compris de toutes les parties » (en particulier d'Israel). Les Douze ne seraient-ils pas les mieux placés pour amener, si nécessaire, leurs partenaires arabes à plus de souplesse envers l'Etat juil? Pourtant une chose est sûre l'Europe aura beaucoup de mai à désarmer la méfiance d'Israël, qui la tient globalement pour hostile à

La France et l'Italie ont réaffirmé deux autres souhaits déjà exprimés à Lisbonne. Elles demandent que les Nations unies « se voient reconnaître », dans cette leurs responsabilités dans le monde ». A Moscou, le strapontin réservé aux Nations unies était resté vide, le nouveau secrétaire général, M. Boutros-Ghali, ayant refusé que l'organisation ne soit représentée – comme à Madrid – que par un observateur muet, Israël continue de s'opposer à une association de l'ONU au processus.

Paris et Rome jugent en outre «indispensable» la participation aux négociations multilatérales des «parties directement intéressées ». autrement dit des Palestiniens. Ceux-ci avaient préféré bouder la conférence de Moscou, faute de pouvoir inclure dans leur délégation des représentants de Jérusalem-Est et de la diaspora. Depuis, Washington a proposé un compromis qui permettrait à des Palesti-niens de la diaspora de participer à

certains groupes de travail. Satisfaits de leur rendez-vous de Taormina, au cours duquel a en outre été créé un «groupe de tra-vail » sur Jérusaiem. MM. Dumas et De Michelis ont promis de renouveler l'exercice, l'an prochain, quelque part en France.

JEAN-PIERRE LANGELLIER



POLITIQUE

La préparation des élections régionales

M. Tapie a bouclé sa liste dans les Bouches-du-Rhône

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A trois jours de la date limite du dépôt des candidatures pour les élections régionales, M. Bernard Tapie, chef de file de la majorité présidentielle en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a achevé, vendredi 21 février, la constitution de la liste Energie-Sud qu'il conduira dans les Bouches-du-Rhône. Aux quinze premières places figurent, dans l'ordre, derrière le député non inscrit des Bouches-du-Rhone. MM. Maurice Genoyer, un industriel marseillais. François Bernardini, premier secrétaire du PS des Bouches-du-Rhone, conseiller régional sortant, conseiller général et premier adjoint au maire d'Istres. Lucien Weygand, conseiller régional sortant, président du conseil général, Francis Allouch, adjoint (PS) au maire de Marseille. Jean-Noël Guérini, conseiller géneral (PS) et conseiller municipal de Marseille, Charles-Emile Loo. conseiller régional sortant (PS) et maire du cinquième secteur de Marseille, François Moschati, secrétaire du syndicat FO des agents municipaux de Marseille,

Mit Sylvie Andrieu (PS), ainsi que MM. Alexandre Bizaillon (PS). Serge Andréoni, maire (PS) de Berre-l'Etang. Vincent Burroni. adjoint (PS) au maire de Châteauneuf-les-Martigues, Alexandre Medvedowsky, adjoint (PS) au maire d'Aix-en-Provence, Lucien Martelet (PS) et M. André Gauthier, professeur de médecine.

Le courant fabiusien, majoritaire dans le département, à sept représentants ou sympathisants, le courant jospiniste, deux et le courant rocardien un seul. Les dernières discussions ont été marquées par le retrait de M. Frédéric Rosmini. député européen (PS). Selon une décision prise, à l'unanimité, par le bureau exécutif national du PS, ce proche de M. Pierre Mauroy aurait dù occuper la douzième place alors qu'il a été. l'inalement, rétrogradé à la quatorzième. « J'avais accepté un compromis, nous a-t-il déclaré, que le premier secrétaire, Laurent Fubius s'était engagé à Jaire respecter. Comme on a passé outre, j'ai estimé plus digne de quitter la

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Haroun Tazieff, explorateur de la Nouvelle Gauche

L'ancien secrétaire d'Etat à la prévention des risques majeurs dans le gouvernement Fabius travaille désormais avec Alain Carignon, avant de le faire sans doute, demain, avec Charles Millon

Faut-il vraiment le présenter? Avec l'abbé Pierre et le comman-dant Cousteau, c'est l'un des trois « papys » préférés des Français. Son nom seul, venu de l'ancienne Russie des tsars, sutfit à annonces l'aventure. Bref, c'est un monsieur qui fait de l'audience, comme on dit dans les milieux de l'audiovisuel.

M. François Mitterrand l'avait compris le premier lorsque, à l'occasion de l'une des grandes manifestations de la gauche d'avant 1981, sur le traditionnel parcours parisien Nation-Bastille-République, il avait sollicité le célèbre vulcanologue pour être son conseiller dans le domaine des énergies. Haroun Taziess avait accepté, par souci de l'alternance. Quelques mois auparavant, dans son village d'adoption, à Mir-mande, dans la Drôme, il avait consenti parcillement à figurer sur une liste pour mieux lutter tter la contre des « gougnafiers du béton ». C'était en 1977. « Deux mois plus tard, de retour d'une mission dans l'Antarctique, on m'a demandé d'être maire, explique-t-il. J'ai accepté mais à une condition, celle de n'avoir pas à serrer les mains, faire des discours ou célébrer des mariages. »

> Un homme de libre parole

Aujourd'hui, c'est à quelques clus, orphelins du Parti socialiste ou du Parti communiste, qu'il prête sa popularité, au sein d'un groupe hétéroclite, la Nouvelle Gauche, rallié à la majorité départementale conduite dans l'Isère par M. Alain Carignon, qui souhaite prolonger son expérience à l'échelon de la région Rhône-Alpes. « Je n'ai pas la moindre ambition politique, dit-il. Je ne suis pas un gestionnaire. Non seulement je suis nul en administration, mais j'y suis allergique. Sim-plement, j'ai un certain sens de mes obligations en tant que

citoyen. Je suis effrayé par la dégringolade du sens civique.»

« En 1981, Giscard, j'en avais jusque-là, ajoute-t-il en se passant la main à hauteur des sourcils. Il fallait l'alternance. Il la faut encore aujourd'hui. Sans alter-nance, la démocratie est condamnée par la corruption, c'est inévi-table. Si la gauche reste encore au pouvoir, vous verrez qu'on aura, nous aussi, un jour, quelques cadavres sur les bras. »

Coups de cœur et coups de gueule : à soixante-dix-huit ans, gueule: à soixante-dix-huit ans, Haroun Tazieff parait être, plus que jamais, un homme de libre paroie, un type, en somme, pas très sûr pour les milieux politiques, imprévisible imprécateur. En 1981, il a donc signé pour M. Mitterrand – «car il est fort, le mec ». En 1982, il a déjà « perdu toute estime pour le Parti socialiste». Les cabinets ministériels lui sont apparus « odieux ». riels lui sont apparus « odieux », et lorsqu'il quitte le gouverne-ment, en 1986, après avoir été, auprès de M. Fabius, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques majeurs, il est heureux d'abandonner, enfin, le rôle du « ministre-gadget » qui ne peut « rien faire d'autre que faire sem-blant ».

Quand M. Alain Carignon, le nouveau préposé à l'environnement dans le gouvernement de cohabitation, lui propose de pour-suivre sa tâche, il refuse tout d'abord. « Je ne le connaissais pas, dit-il. Je savais surtout qu'il avait fait tomber Hubert Dubedout à la mairie de Grenoble, en 1983. » Mais séduit par cette initiative, rare en politique qui initiative, rare en politique. consiste pour un ministre à faire appel aux compétences de son predécesseur, Haroun Tazieff pro-pose d'animer une opération-piote dans l'Isère pour la prévention des risques majeurs. A la fois médiatique et concrète, l'opération conforte l'image d'ouverture du maire de Grenoble et débouche en même temps sur une campagne d'information et de sensibilisation de la population, sur des recommandations en matière de transports de produits toxiques et sur la mise en place d'un système de détection des séismes et des glissements de ter-

La relation entre M. Carignon et Haroun Tazieff ne s'arrêtera pas là. En 1988, le premier demande au second de l'aider à conserver la majorité du conseil général en proposant au maire de Mirmande de se présenter dans un canton de Grenoble contre le candidat de la gauche, le docteur Pierre Fugain, le père du chan-teur. Le spécialiste de l'Etna et du Niragongo fait ainsi son entrée au conseil général de l'Isère, dans un groupe autonome, la Nouvelle Gauche, constitué pen auparavant par un ancien élu du PC, M. Alain Arvin-Bérod, et un

a La mairie de Strasbourg refuse une salle au Front national. -Me Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, a refusé la mise à disposition d'une salle du pare des expositions de la ville, pour une réunion du Front natio-nal prévue le 10 mars avec M. Jean-Marie Le Pen. « Strasbourg sait ce que signisse la mémoire de l'Histoire (...) et ne saurait être une tribune pour ceux qui ont tout oublié et rien appris », a précisé M= Trautmann.

D Manifestation anti-Le Pen à Clermont-Ferrand. - Plusicurs containes de personnes ont manifesté. sans incident, vendredi 21 février, pour protester contre la venue de M. Jean-Marie Le Pen, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

o M. Balladur : l'urgence des primaires. - M. Edouard Balladur a déclaré, vendredi 21 février à Strasbourg, où il était venu apporter son soutien à la liste UPF conduite par M. Daniel Hoeffel (UDF), qu'il « est urgent d'organiser des primaires au sein de l'opposition » en consultant les quelque cinquante mille « grands électeurs » RPR et UDF. L'ancien ministre d'Etat a affirmé qu'il faut régler cette question rapidement au cas où il y aurait « une consultation précipitée ». « Actuellement, l'opposition donne l'impression qu'elle est affaiblie car elle est désunie ». a estimé le député RPR de Paris.

□ M. Rocard : « Il faut se battre. » - Venu donner le coup d'envoi de la campagne électorale des socialistes en Bretagne, vendredi soir

ancien apparenté socialiste. M. Maurice Puissat.

ि हिं।

grafficht in

en sure : ...

1527

27.1

(graph

UVRES POLI

NA COLUMN

THE STATE OF STATE

" Depuis, indique-t-il, nous sommes sept. aussi forts que le groupe communiste, mais sans aucun appareillage : chacun vote selon sa conscience. Nous arons été rejoints par des gars écœurés par Louis Merman. Cofondaleur en 1990, avec M. Brice Lalonde, de Génération Écologie, mouvement avec lequel il a pris quelques distances, Haroun Tazieff n'est pas moins sévère à l'égard des Verts de M. Antoine Wat-chter. « J'adore la nature, mais pas au point de l'idolâtrer comme le faisaient les nazis, affirmo-t-it. Un parti écologiste fait du corpo-ratisme, et le corporatisme, c'est le pled à l'étrier du parafascisme. » Sur M. Alain Carignon, en revanche, dont il est devenu, après les élections municipales de 1989, conseiller délégué chargé de la sécurité collective, Harona Tazieff ne tarit pas d'éloges : « Il ne m'a jamais menti, ce qui est déjà une qualité énorme pour un politicien professionnel.»

Une déception colossale

De sympathie en sympathie, if pourrait bien aller jusqu'à voter pour M. Charles Millon, lors du prochain renouvellement de l'exécutif du conseil régional Rhône-Alpes: « Je ne vais pas voter pour le Front national, ni pour le Parti communiste, ni pour un mermazien quelconque. Alors, que reste-

Lui rappelle t-on que, passé les élections, on ne le voit plus guère, ni au conseil général de l'ésère ni au conseil municipal de Grenoble? Il confirme : « Je me retirerai le plus tôt possible. » Dans le Rhône, la Loire, la Drôme, des dissidents de toute espèce ont voulu faire allégeance, ces derniers mois, en venant toquer à la porte de la Nouvelle Gauche iséroise. « C'est comme cela que le me retrouve à la tête d'un microparti en voie de formation », dit-il. Haroun Tazieff n'est pas hostile à ces démarches, mais il demeure méfiant. Cet homme-là a perdu la foi pendant la Résistance quand, chargé de récupérer les évadés soviétiques des camps de travaux forces, il a compris que les informations de la presse occidentale sur la vie en URSS étaient beaucoup plus proches de la réalité qu'il ne l'avait d'abord cru. J'avais têté le communisme avec le lait maternel. Ce fut une décep-tion colossale.» Depuis ce temps, Haroun Taziess ne croit plus qu'aux hommes qu'il connaît.

JEAN-LOUIS SAUX

21 février, à Brest (Finistère), où la liste regionale est conduite par Louis Le Pensee, ministre DOM-TOM, suivi de M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, M. Michel Rocard a observé que le PS est « en période de basses eaux, à marée de mortes-eaux », et que « c'est quand ca va mal qu'il faut se battre». Evoquant les rapports politique-justice, l'ancien premier ministre a déclaré : « La colère du monde judiciaire donne à nos concitoyens l'impression que toute la vie politique est malsaine», mais elle a s'explique par la semi séculaire indifférence de la République à son endroit (...) et est en train de démontrer que la classe politique française était l'une des plus honnêtes de la planète», quatro clus sculement, a-t-il indique, ayant fait l'objet d'une inculpation pour enrichissement personnel.

O Bas-Rhin: M. Zeller (CDS) se maintient. - M. Adrien Zeller (UDF-CDS), député, a présenté, vendredi 21 février, à Strasbourg. la liste regionale qu'il conduit. Le maire de Saverne, qui dénonçait notamment le manque de renouvellement sur la liste UPF, conduite désormais par M. Daniel Hoeffel, président du conseil général du Bas-Rhin et président du groupe centriste du Sénat, a pour deuxième de liste M. François Loos, directeur de société, suivi de M. Xavier Muller, maire de Marlenheim. Figure également sur cette liste Mª Nadia Amiri, vice-présidente de France-Plus.

Les déboires judiciaires du député UDF-PR des Pyrénées-Orientales

M. Farran est inculpé de complicité de vols, recel et faux en écritures

PERPIGNAN

de notre correspondant

M. Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénces-Orientales, a été inculpé, vendredi 21 février, de « complicité de vois pour instigation, recel de vols par faux en écridans le cadre d'une enquête sur la disparition, depuis plusieurs années, d'une partie des recettes du parking de l'aéroport de Perpignan.

La chambre de commerce et d'industrie, présidée par M. Farran de 1970 à décembre 1991, avait fait l'objet de vérifications par l'inspection générale des finances. qui avait conclu, en septembre 1991, à l'existence de graves irrégularités dans la gestion

saltes, dont la chambre consulaire gère la concession. Quatre inculpations avaient été prononcées. en décembre, contre MM. Augustin Guitard, ancien trésorier de la chambre, Jean Carrasco, ancien directeur de l'aeroport, Jean-Edmond Mitjaville, gendre de M. Farran et directeur de l'aéroport, poursuivi pour vois, complicité, recel et usage de faux, et M. Jacques Salvat, secrétaire général des services de la chambre de commerce, poursuivi pour complicité et recel de vols. MM. Mitjaville et Salvat avaient l'ait l'objet d'une incarcération provisoire.

La qualification des faits reprochés à M. Farran n'a pas justifié la

de l'aéroport de Perpignan-Rive- levée de l'immunité parlementaire du député des Pyrénées-Orientales, selon les conclusions de la commission ad hoc de l'Assemblée nationale qui a eu à se prononcer, en janvier, sur une requête déposée nar le doven des tion, appuvée par le procureur général de Montpellier (le Monde daté 12-13 janvier). Désigné comme unique instigateur et seul bénéficiaire des sommes occultées de la comptabilité de la chambre de commerce (l'IGF a conclu à des détournements de 110 000 F à 140 000 F par an entre 1986 et 1990), M. Farran encourt devant le tribunal correctionnel une peine maximum de cinq ans d'emprison-

nement. Il doit être entendu à nou-

veau par le juge d'instruction avant le 2 avril prochain, date de rentrée de la session parlementaire.

Accompagné de son avocat, Mª Gérard Deplanque, M. Farran a déclaré, vendredi, après l'audition : «Je vous le répète, moi le ne suis pas ministre. Je ne fais pas suppor-ter à mes collaborateurs mes bêtises. J'étais président de la CCI pour le bon et le moins bon. Enfin, maintenant j'ai accès au dossier.»

M. Farran est déjà inculpé, depuis le mois d'octobre. d'« ingérence » et « abus de confiance » dans le cadre d'une autre information judiciaire sur d'autres activités de la chambre de

JEAN-CLAUDE MARRE

«Roi Soleil» ou «parrain»?

Au moment même où il arrivait chez le doyen des juges d'instruction de Perpignan pour s'entendre notifier sa deuxième inculpation, vendredi après-midi 21 février, M. Jacques Farran poursuivait en diffamation. devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris. par l'intermédiaire de Mª Jean-Marc Varaut. l'Evénement du jeudi, qui l'avait traité de « parrain n dans une enquête parue en

L'auteur de cet article, M. Jacques Molénat, correspondant de l'hebdomadaire en Languedoc-Roussillon, expliqua qu'il avait voulu, à la suite des enquêtes ouvertes par l'administration et la ce sur les activités du député UDF-PR qui présidait alors la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales, qui repose sur un seul hamme cumulant l'influence de l'argent, de la politique, de la presse et qui s'apparente donc, en quelque sorte, au système de la Mafia »

Le successeur de M. Farran à la présidence de la chambre consulaire catalane, M. Guy Fourcade, vint témoigner en faveur du journaliste pour affirmer que le sombre tableau brossé par celui-ci ne faisait « que refléter la réalité de ce qui se passe a en Roussillon : « Je crois que le président Farran confondait toutes ses casquettes, expliqua cet entrepreneur en maçonnerie, il se comportait comme le Roi Soleil...» M. Fourcade précisa au tribunal qu'il avait pu, personnellement, mesurer l'emprise de son prédécesseur sur la vie départementale quand il avait commencé, il y a deux ans, à envisager de s'opposer à lui aux élections consulaires et qu'il avait constaté alors que certains des amis contactés pour former une fiste subissaient de la part de M. Farran «des pressions» assorties de menaces de repré-

sailles professionnelles : « lls refusaient de s'engager en me disant, après avoir été convoqués chez M. Farran : «Si je continue, j'aurai des problèmes dans mon affaire, a Il souligna aussi que les conclusions des investigations menées par l'inspection générale des finances sur les comptes de la chambre de commerce à l'époque de M. Far-ran lui avaient révélé, lors de son installation, en décembre, sun état lamentable » : «Le montant des dégâts, depuis 1986, s'élève à 1 milhard de centimes. Nous allons être obligés de vendre une partie de notre patrimoine... »

Il indiqua, au passage, que M. Farran, après avoir été battu aux elections consulaires du 18 novembre, avait « emporte tous les dossiers relatifs au château de Corbère », une opéra tion dans laquelle la trésorerie générale des Pyrenées-Onentales avait relevé, à l'encontre du député, avant sa première inculpation, «une confusion entre les intérêts privés et les intérêts publics » (le Monde daté 6-7 octobre 1991).

Négociant en vins a Perpignan, colistier de M. Fourcade, M. Jean-Paul Henriques, nouveau vice-president de la chambre de commerce, estima que l'Evénement du jeudi, dans son enquête. était « resté en dessous de la vérité», car « il était impossible de faire quoi que ce soit, à Perpignan, dans les milieux professionnels, sans passer par M. Farran. Le système Farran était clair. dit-il, ou l'on s'arrangeait avec lui, ou on se laissait acheter ou on élait menacé d'être « cassé »...

Le propre suppléant de M. Farran à l'Assemblée nationale. Michel Berdaguer, conseiller gènéral, conseiller municipal de Perpignan, militant républicain indépendant de la première heure, aujourd hui animateur local du CNI, vint enfoncer le clou en racontant comment M. Farran,

présidence de la fédération du Parti républicain », avait affecté une partie du personnel et du merce des Pyrénées-Orientales au service militant de cette formation : « La secrétaire permanente du PR etait payée par la chambre de commerce, les tracts et toutes les affiches étaient fabriqués et payés par la chambre de commerce, le nombre des militants du PR avait été doublé parce que M. Farran recommandait fortement au personnel de la chambre d'adhérer au PR et c'est ainsi que presque tous les bagagistes de l'aéroport étaient devenus les colleurs d'affiches du

« Une sorte de pudeur»

Il n'y eut que le doven de l'assemblée consulaire, M. Roger Padrixe, associé à M. Farran dans opération du château de Corbère, pour témoigner en faveur du député et plaider sa bonne foi. estima, au demeurant, qu'il conviendrait de « démystifier cette affaire de château » en disant que la restauration de cette forteresse moyenâgeuse (opérée avec lesfonds provenant des cotisations patronales destinées en principe au logement social) avait fourni au département un instrument de promotion et en précisant que la jouissance privée des lieux octroyée à certains des associés demeurait limitée « à quatre jours par an ». Il admit l'existence de « faiblesses » propos de la gestion du parc de stationnement de l'aéroport de Perpignan, mais évoqua a une sorte de pudeur », « Dans notre for intérieur, confia-t-il, on n'osait pas tellement poser clairement les problèmes, c'est vrai. Mais nous étions persuadés qu'il n'y avait pas d'enrichissement personnel de notre orésident.»

Après avoir indiqué que l'absence de M. Farran devant le tribunal s'expliquait moins par sa convocation au palais de justice de Perpignan que par son état de santé, « qui inspire à ses proches une immense inquiétude Me Varaut abonda en ce sens « Y a-t-il eu ingérence ? Oui, peutâtre, mais ingérence totalemen désintéressée. Jacques Farran s'est cru peut-être tout-puissant, mais jamais pour lui-même, jamais par intérêt! » Il évoqua « le surprenant micro-climat psychopathologique de Perpignan s, parla de « lynchage médiatique. et ramena l'a affaire » à e des jalousies suspicieuses» visant run homme devenu trop impor-

«Le Roi Soleil était-il devenu un parrain? Se posant la question, le procureur, Me Edith Dubreuil, fit observer que, chez un homme public, le fait d'être « puissant » n'implique pas forcément sla malhonnéteté ». Elle considéra que la diffamation était «acquise» dès lors que l'Evéne ment du jeudi avait dépeint « un comportement malieux a. Mais elle invita la tribunal à faire run tri » afin de juger du degré de bonne foi du journaliste, certaines des informations publiées apparaissant cabsolument exactes a alors que d'autres souffrent d'a erreurs flagrantes a. Elle fit observer, toutefois, qu'il appartient à la presse « de respecter la présomption d'innocence », d'autant qu'elle la revendique volontiers à son profit, et de ne pas se départir, à cet égard, « d'une attitude de principe irréprochable».

L'avocat du journaliste, Me Jean-Yves Dupeux, lui répondit qu'il appartient à la presse de contribuer à la défense « de l'Etat de droit » lorsque celui-ci apparaît menacé de « perversion » comme cela fut le cas, seton lui, sous le règne consulaire de M. Farran. Jugement le 20 mars.

ALAIN ROLLAT

Le Conseil constitutionnel a que le Conseil supérieur de la respect s'impose à la lei organidonné, vendredi 21 février, son aval à deux lois organiques adoptées en janvier au cours de la session extraordinaire du Parlement. Il n'a rien trouvé à redire au plafonnement, à une fois et demie l'indemnité parlementaire, des sommes que peuvent recevoir les députés et les sénateurs qui sont aussi des élus locaux. Il ne s'agissait là, en effet, que de la traduction organique du statut de l'élu (le Monde daté 26-27 janvier), qui ne lui a pas été soumis. En revanche, le Conseil constitutionnel a rappelé à l'ordre le gouvernement à propos du nouveau statut de la magistrature.

la Nouvelle Gauche

Les gardiens de la Constitution n'acceptent pas que le renforcement de l'indépendance de la magistrature puisse se faire en vio-lant la loi fondamentale. Ils vien-nent de le faire savoir sévèrement en estimant, vendredi 21 février, que telle était l'intention transparente du gouvernement dans le texte de la loi organique modifiant le statut de la magistrature. Distendre les liens qui relient les magistrats au ministre de la justice et au président de la République passe, en fait, par une extension des pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature, done par une modification de la Constitution, puisque c'est elle qui fixe les prérogatives de cet organisme

Devant la complexité de la tache, tous les gouvernements y ont renoncé, préférant agir à la marge. C'est ce qu'a fait M. Honri Nallet, alors même que M. François Mitterrand avait annoncé, à plusieurs reprises, son intention d'engager, à l'automne 1992, une réforme constitutionnelle incluant notamment une extension de la protection de l'indépendance des magistrats: on torong las.

Dans son projet modifiant l'ordonnance organique de décembre 1958 portant statut de la magistrature, le garde des secaux avait prévu que les décrets portant promotion ou nomination de magistrats du siège autres que les membres de la Cour de cassation ou les premiers présidents de cour d'appel scraient pris « par le prési-dent de la République sur proposition du ministre de la justice après avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature». Cela aurait mis le droit en conformité avec la pratique puisque M. Mitterrand assirme qu'il a toujours suivi l'avis | régionales sont déposées. La cam-

LIVRES POLITIQUES

magistrature lui donne, conformé-ment à l'article 65 de la Constitution. Le Conseil d'Etat avait fortement hésité devant ce changement puisque la doctrine juridique fait une forte différence entre un simple avis (l'autorité qui prend la décision n'est pas contrainte de le suivre) et un avis conforme, qui lui fait obligation.

Le gouvernement avait fait valoir que le Conseil constitutionnel avait validé la loi organique du 17 juillet 1970, qui avait prévu un avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature à la nomination de magistrats du siège recrutés à titre temporaire.

> Les décorations question sensible

Les gardiens de la Constitution de 1992 se sont montrés beaucoup plus rigoureux que leurs prédéces-seurs de 1970. Ils ont fait remarquer que l'article 13 de la Constitution accorde au président de la République le droit de nommer aux emplois civils et militaires de l'Etat et que son article 65, en disringuant entre le pouvoir de proposition du Conseil supérieur de la magistrature pour les nominations de certains emplois et un simple avis pour les autres, avait posé « une règle de compétence dont le

Constatant que le débat sur une

éventuelle modification du mode

de scrutin pour les élections législa-

tives eest ouvert au PS a

M= Edith Cresson estime qu'all

faut trouver le moyen de faire

entrer de nouvelles sensibilités poli-

Dans un entretien accordé au

Point daté du 22 février, le premier

ministre rappelle qu'elle avait été

hostile au recours à l'article 49-3

de la Constitution pour faire adop-

ter une éventuelle réforme du

mode de scrutin régional et elle

ajoute: «Ce n'est pas, en effet, la

meilleure chose qu'un gouverne-

article de la Constitution]. Je n'en

abuse d'ailleurs pas. Mais je le

répète : je ne pense pas aux législa-

tives. Aujourd'hui, les listes pour les

tiques à l'Assemblée nationale».

que ». Il a donc annulé le mot conforme + dans les dispositions votées par le Parlement. Cela revient à signifier que toute extension sensible des pouvoirs de ce Conseil supérieur de la magistrature passe par une réforme de la Constitution.

Les autres aspects essentiels de la réforme voulue par M. Nailet ont été avalisés par le Conseil constitutionnel. Celui-ci a en effet estimé, contrairement au souhait de M. Pierre Mazcaud, député RPR de Haute-Savoie, que puisque la loi organique lui était obligatoirement soumise, il n'était pas possible à soixante députés ou à soixante sénateurs de lui déférer un texte organique.

Ensuite, il a estimé qu'il était possible d'intégrer temporairement dans la magistrature des personnes ne relevant pas du statut des magistrats, alors que cette disposition avait été fort contestec, la droite et plusieurs organisations professionnelles y voyant unc atteinte à l'indépendance des juges. Le Conseil a remarque que « les fonctions de magistrat de l'ordre judiciaire doivent, en principe, être exercées par des personnes qui entendent consucrer leur vie professionnelle à la carrière judiciaire; que la Constitution ne fait cepen-dant pas obstacle à ce que, pour

pagne commence. Je veux donner

aux Français des arguments pour

qu'ils aillent voter. J'ai

conscience (...) que la crise morale à l'origine de la désaffection du

politique n'est pas liée aux élections

locales. Mais l'abstention est un des

ennemis les plus pervers de la

Interrogée sur sa principale pré-

occupation dans la campagne élec-

torale, Mr Cresson répond : « La

mobilisation des démocrates, qui est

pour moi le corollaire à la margina-

lisation du Front national. Tous les

électeurs doivent comprendre que ne

voix à Le Pen. Je le dis avec d'au-

tant plus de force que je sais la

tentation de s'abstenir très grande

dans le camp des femmes et des

une part lunitée, des fonctions normalement réservées à des magistrais de carrière puissent être exercées, à titre temporaire, par des personnes qui n'entendent pas pour autant embrasser la carrière judiciaire, à condition que, dans cette hypothèse, des garanties appropriées permettent de satisfaire au principe d'indépendance qui est indissociable de l'exercice de fonction judiciaire: qu'il importe à cette fin que les intéressés soient soumis aux droits et aux obligations applicables à l'ensemble des magistrats sous la seule réserve des dispositions spécifiques qu'impose l'exercice, à titre temporaire, de leur fonction ».

Examinant en détail les dispositions du projet, le Conseil a constaté qu'étaient, dans chaque égalité devant la loi. Il a simplement estimé que ce dernier principe n'était pas respecté pour le calcul de la rémunération des personnes qui exerceraient temporairement les fonctions de conseillers et d'avocats généraux à la Cour de cassation; il a donc annulé ce détail du projet.

Enfin, le Conseil constitutionnel a abordé un sujet sensible chez les magistrats : les décorations. Nombreux sont ceux qui pensent que, par la nomination, ou par la promotion, dans l'ordre de la Légion d'honneur ou dans celui du Mérite, le gouvernement a les moyens de rendre les juges à l'écoute de ses desiderata. Aussi, les parlementaires, pour accroître l'indépendance des membres élus de la commission d'avancement des magistrats du siège et de ceux de la commission consultative du parquet, avaient décidé que ceux-ci ne pourraient pendant la durée de leur mandat « bénéficier ni d'un avancement de grade, ni d'une promotion à une fonction hors hièrarchie », ni être « nommés ou promus » dans la Légion d'honneur ou dans l'ordre du Mérite.

De fait, le Conseil a constaté que, si une loi organique impose bien la première restriction aux membres du Conseil supérieur de la magistrature, rien n'interdit une amélioration de la décoration de leur boutonnière. Il y avait donc là rupture du principe d'égalité, que le Conseil a sanctionnée. Là encore, l'accroissement de l'indépendance de la magistrature page par une réforme plus vaste. Celle dont parle M. Mitterrand depuis 1981...

THIERRY BRÊHIER

ANDRÉ LAURENS

IDÈLE à un rendez-vous annuel, dont le premier remonte à 1984, la SOFRES propose une relecture et une mise en perspective de ses principaux sondages politiques de l'année écoulée. En présentant l'Etat de l'opinion 1992, Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré prennent note d'une échéance singulière : r 1981-1991, une décennie franchie avec un président socialiste, et persistant à se dire tel au pouvoir. Le France, observent-ils,

Pendant ces dix années, l'image et le contenu du socialisme ont bien changé. Aujourd'hui, on peut tout autant sourire de ses valléités ou des ses fois espoirs des débuts que de la panique qu'ils avaient suscitée parmi ceux qui se croyaient menacés, sinon déjà dépossédés. Ainsi vont la vie, qui n'est pas forcément cohérente, et l'opinion, qui n'est pas nécessairement raisonnable. C'est justement par là que l'une et l'autre peuvent toujours surprendre. Or il n'est pas de société qui ne. cherche à prévenir les surprises qui la guettent. Les sondages sont, désormais, l'un des instruments de cette quête et de ce besoin permanant de discemement. Si insatisfaisants qu'ils puissent paraître, à l'occasion, il faut compter avec eux, dès lors que, correctement utilisés, ils permettent d'appréhender et de quantifier des attitudes collectives. Accompagnés de commentaires compétents, de comparaisons recevables, comme c'est la cas i

n'aveit jameis connu cela. »

Le paysage français

La préparation des élections législatives

M™ Cresson plaide pour une modification

du mode de scrutin

dans l'ouvrage en question, ils ; et des magistrets sur la pauvreté participent indéniablement à une maillaure connaissance de ce málange d'artefacts, d'apparences et de réalités que constitue l'environnement politique,

Parmi les études particulières et les commentaires qu'offre le bilan annuel de la SOFRES, on retiendre deux exemples des réflexions que peuvent inspirer à des praticiens confirmés l'analyse de sondages dans des domaines qui leur sont familiers. On aurait pu en prendre d'autres dans le même volume, mais ces deux-là ont pour originalité de solliciter la collaboration d'auteurs qui ne se livrent pas fréquemment à ce genre d'exercice.

Jean-Denis Bredin, avocat connu, écrivain, membre de l'Académie française, examine des enquêtes sur l'image de la justice, faites auprès de justiciables et de magistrats. Les premiers en ont, une vision très négative et les seconds, s'ils sont naturellement moins sévères pour leur institution, n'en estiment pas moins, à une forte majorité, qu'elle est l'une des premières à réformer.

Jean-Denis Bredin observe que «l'opinion publique s'exagère la soumission de la justice au pouvoir politique s, mais il retient que « l'indépendance de la justice est ainsi, en apparence, le grand problème posés. Il note aussi qu'il y a convergence des justiciables | tantes. « On doit se demander.

de la justice, ce qui lui permet de conclure : « Apparemment, les Français, plus raisonnables que ceux qui les dirigent, voudraient qu'il en soit autrement. Et le discrédit dont souffre la justice dans l'opinion publique est sans doute à la mesure de ce qu'ils en attendent. »

Raymond Soubie, qui fut le conseiller pour les affaires sociales de Raymond Barre, lorsque celui-ci était premier ministre. se penche sur la crise des syndicats, dont le déclin s'inscrit dans différentes données quantitatives. Il en distingue quatre causes : l'effondrement des idéologies, alors que ele syndicalisme français s'était construit autour, pour ou contre » elles ; l'échec des remèdes économiques et sociaux préconisés par les syndicats : la disparition du système de relations sociales fondé sur la complicité de l'Etat, du patronat et des syndicats: l'institutionnalisation de ces demiers.

Comme il ne lui paraît pas que les manifestations spontanées de syndicalisme soient de nature à réguler durablement et rationnellement la vie sociale, Raymond Soubie souhaite la renaissance d'un mouvement structuré, ce qui suppose un renouvellement concurrentiel des organisations exisécrit-il, si l'abolition du monopole syndical au premier tour des élections aux comités d'entreprise ne serait pas une des premières conditions de cette concurrance et, paradoxalement, du sursaut das centrales existentes, y

Dès que l'on avance dans la connaissance de l'environnement politico-social, on est tenté d'aller plus loin encore. Un petit guide le permet, en l'occurrence, en proposant une approche plus sociologique e pour comprendre la société française actuelle ». Son objet est de donner des informations, des références, des repères, dans tous les domaines de la vie sociale (famille, travail, mœurs, faits de société, éducation, religion, culture, médias, clivages politiques, questions économiques et sociales). Le parcours s'effectue à travers de brèves et denses synthèses, nourries de statistiques et de notations qui prolongent les chiffres, sans leur faire dire plus qu'ils ne peuvent signifier, L'auteur, Alain Kimmel, cite ses sources et propose une bibliographie permettant d'approfondir les thèmes traités, mais. d'ores et déjà, grâce à son traveil de repérage et de balisage, on a une idée certaine de la France, car elle s'appuie sur des informations

SOFRES, l'état de l'opinion 1992, présenté par Ólivier Duhamel et Jérôme Jaffré. Sauil, 259 pages, 165 F.

Vous avez dit France?, par Alain Kimmel. Hachette-CIEP, 191 pages, 106 F.

MOTS CROISES

PROBLEME Nº 5721 HORIZONTALEMENT

1 Chocs violents des avants et des arrières. Tout compte fait, il doit être acquitté. - Il. Sombre, dans la misère. Se couvrent d'une certaine essence. III. Finit par être empoisonnant. Est souvent sous la parte de sa victime.

- IV. Plante ou par-fum. Négation. Prefixe. Ennemi de tout faire la bombe. -V. Entourent parfois

vieillard. N'est jamais nue dans sa n baignoire ». - X. Ni ses vâtements ni sa voiture ne sont neufs. Est pris Dat une personne qui va faire le saut. - XI. Pense aux pécheurs. cas, respectées l'indépendance de | Source possible de lumières. - ces magistrats temporaires et leur | XII Construction dans laquelle il y a des serres. Est toujours prêt à desservir. Unité militaire. - XIII. Il y a parmi elles une queuse. Pronom Pieu qui donnait le sommeil éternel. - XIV. Ses plumes sont assez rares. Son cœur est très bon. Se déplace lentement. Un beau brun qu'une fille peut ramener de ses vacances. - XV. S'étend longuement entre deux consultations. A

VERTICALEMENT

1. Elle tient parfois un petit bar sur un bateau (plusieurs mots). Est à moitié rond pour le petit déjeuner. -2. Ses « boucles » gracieuses la font remarquer. Notable. - 3. Rejoint souvent le peloton. On peut la condamner, elle ne sera jamais exé-cutée. - 4. Peu sérieuses. Exercice d'assouplissement. - 5. Fit entrer. émoignage de fidélité. Coupée. -6. Généralement avantageux quand il est beau. Offre un moyen très simple pour avoir des ronds. S'effondre quand il est remué profondément. - 7. Son invention est appelée à s'en aller en fumée. Soutient la

chair et les os. Un bruit court. -8. Son homme la défend. Symbole Parties fines pour personnes tranquilles. - 9. Accueillent des gens qui voudraient bien ne pas payer. Une pipe qui se roule. - 10. Comprennent divers jargons. Est plus petite que le bourdon. Date récente (épelé). - 11. Durée, Une colonne à la hune. Ebranié. - 12. Abréviation. Vriffe. - 13. if voit et entend mal. Ce que peut gagner un naufragé. Plutôt noir que gris. - 14. Temps vanable selon la latitude, Pétard qui retentit. - 15. Le bleu en est exempt au début du service. Où des investissements peuvent être payants (pluriel).

Solution du problème nº 5720 Horizontalement

J. Hochet, S.M. - II. Aria, Esau. -III. Lénifie. - IV. Lien. Gant. - V. II. Ennui. - VI. Elu. Us. Né. -VII. Repos. Bal. - VIII. Sac. Rase. - IX. Séoul. - X. Io. As. Ane. -

Verticalement

1. Haltier. Bis. - 2. Oreilles, Oc. -3. Ciné. Upas. - 4. Haine, Océan. -. Nus. Osa. – 6. Teigne. Ru. – . Seau. Balai. ~ 8. Sa. Ninas. No. ~

GUY BROUTY

LE CLUB PRESSE

C'est tous les lundis à 19 heures

Le 24 février, invité: Michel Charasse



V. Entourent parfois

des « rigolos ». Places

IV

aux dames! (ndice de v

malaise. - VI. Elles se vi
jettent à l'eau après
avoir été tirées de la VII
boue. Unités de VIII
forces. - VII. Lettre. IX
Note personnelle. Partie intérieure du v

stalon ». - XI

VIII. Signes de VIII

VIII. Signes de VIII

VIII. Signes de VIII

des vignes de VIII

VIII. Signes de VIII

VIII. Signes de VIII

VIII. Signes de VIII

VIII. Signes de VIII

des vignes de VIII

vignes de VIII

des vignes de VIII

vignes d viation - IX. Paut XIV précèder un enfant, XV

Le procès de l'administration policière

Thierry Delahaye, agé de trente et un ans, a été condamné, jeudi 20 février, à quatre ans d'emprisonnement dont trois avec sursis par la cour d'assises du Val-de-Marne. Le 25 novembre 1987. à Saint-Mandé, alors gardien de la paix stagiaire, il avait tué d'une balle dans le dos Mohamed Khier qui tentait de s'enfuir durant une garde à vue. Reconnu coupable de « coups et blessures volontaires ayant entrainé la mort sans intention de la donner», Thierry Delahaye, libre depuis le 13 juillet 1988 après avoir été détenu six mois, est retourné en prison purger le solde de sa

a J'ai de la peine à vous voir ainsi, seul, dans votre box, abandonné par vos proches et par votre hiérarchie. Vous êtes un pauvre type, Thierry Delahaye ! ". Celui qui parle ainsi n'est pas son défenseur. mais Mr Pierre Haik, conseil de la compagne de Mohamed Khier, tué un matin de novembre dans une rue de Saint-Mandé. S'il plaint Delahave, c'est qu'à ses yeux, le vrar coupable est ailleurs. Et celui qui devrait être son adversaire, l'avocat de la défense. Me Alexandre Martin-Comnene, prononce des mots semblables : «Si l'administration était personnifiable, elle devrait être dans ce box. u

l'avocat géneral Norbert Gurtner,

M. Paul Gatrill, ancien salariè

britannique de British Petroleum

(BP) à Londres, qui avait été mem-

bre de la commission d'appel d'ot-

fres mise en place par BP pour choisir l'acquereur de la tour BP

de la Défense en 1988, a été

inculpé, vendredi 21 février, de

corruption passive par M. Jean-Luc

Delahaye, juge d'instruction au tri-bunal de Paris, chargé de ce dos-

sier. M. Gatrill est soupconné d'avoir renseigné M. Christian

Schwartz, l'associé de M. Christian

Pellerin dans le mehat de la tour.

sur les offres des autres candidats

au rachat et d'avoir en retour recu

une commission d'un million de

La tour BP à Courbevoie avait

été vendue pour 530 millions de francs à la SNC «10, quai Paul-

Daumer », qui regroupe les sociétés PII, dirigée par M. Schwartz, et

Lucia, filiale du groupe Pellerin

dirigée par M. Alain Aubert. C'est

MELUN

de notre correspondant

Deux militants d'extrême droite.

animateurs de la radio intégriste

Radio-Renaissance basée à Gretz-sur-

Loing (Seine-et-Marne) ont été

condamnés, jeudi 20 février, par le

tribunal de grande instance de Fon-

tainebleau, à une peine d'amende de

10000 F chacun et au franc symboli-

que de dommages et intérêts. Le 18 décembre 1989, le journal la

République de Seine-et-Marne, à

Melun avait revelé que Radio-Renais-

sance mettait en vente, après diffu-

sion sur ses ondes, les enregistre-

francs (le Monde du 24 janvier).

Soupçonné de corruption passive

Un Britannique est inculpé

dans l'affaire de la tour BP

avait lui-même fustigé « les carences administratives extrêmement graves» qui limitaient la responsabilité réelle de Thierry Delahave. Trois réquisitoires contre l'administration. Trois voix pour dénoncer un enchaînement de faits stupides qui font dire à Mº Halk : « On nourrait en cire de tous ces ratages, de tous ces égarements. Mais on ne peut pas : il y a un

« Recherche des causes de la mort»

Ce 25 novembre 1987, Moha-

med Khier, trente et un ans, est en garde à vue depuis la veille au commissariat de Montreuil. Il ressemble à quelqu'un qui a été vu en train de voler dans une voiture, mais il n'a pas sur lui d'objets volés. Cependant, sa carte d'identité au nom de Pineau paraît suspecte. Aussi, un inspecteur décide qu'il sera présenté aux services de l'identité judiciaire, quai de l'Horloge, à Paris, pour des vérifications, La mission est confiée à un gardien de la paix, faisant fonction de brigadier, selon un usage qui n'étonne plus personne. Par manque d'effec-tifs, il n'obtient qu'un gardien de la paix stagiaire pour surveiller le suspect. Quant au véhicule, c'est un vieux car de police-secours, un stortillarda, selon l'avocat général, dont la serrure arrière ne ferme pas depuis un accident. Certes, il y a bien une voiture légère en meilleur état, mais il n'est pas question de l'utiliser car elle doit servir «à aller Quelques instants auparavant, chercher le commandant de corps

le cabinet immobilier Féau-Hamp-

ton qui avait expertisé la tour et

présenté à BP la SNC « 10, quai

Paul-Doumer». L'acquéreur a alors

verse une commission de 12 mil-

lions de francs : 7 millions à Féau-

Hampton et 5 millions à Eurocen,

la société dirigée en fait par le bri-gadier-chef de police Daniel Voiry.

dont le rôle dans cette transaction

n'est pas encore élucidé. La tour a

été revendue en 1989 pour le dou-

M. Gatrill est le septième incuipé de l'affaire. M. Schwartz,

directeur général de PII, a été

inculpé le 2 octobre 1991 et es

toujours en détention. M. Alain

Aubert, directeur général de Lucia,

a été inculpé le 10 janvier, incar-céré puis libére. M. Pellerin a été

inculpé le 17 janvier, ainsi que

M. Yves Rohou, président de PII, M. Clive Llewellyn, président de

Féau-Hampton et son collaborateur

avec Robert Faurisson, l'universitaire

«revisionniste» contestant l'existence

des chambres à gaz. Pendant deux

mois, le journaliste signataire de l'ar-

ticle fera l'objet d'appels téléphoni-

ques nocturnes et anonymes, assortis

de menaces de mort. Après qu'il eut porte plainte contre X, la police judi-

ciaire de Melun identifiera la prove-

nance d'une quarantaine d'appels.

M. Philippe Costa et Mac Sophie

Delachaux Idevenue depuis

Mose Costa) reconnaissaient les faits et

etaient inculpés de « violence et voies

de fatt avec préméditation ».

M. Benoit Michalon.

Au tribunal de Fontainebleau

Violence et voies de fait téléphoniques

ble de son prix d'achat.

dans le car, surveillé par le seul policier stagiaire et «le chef de bord a monte à l'avant. Le suspect n'est pas entravé pour une raison très simple : il y a crois paires de menottes au commissariat, mais il y a bien longtemps qu'on a perdu les clés. A l'aller, tout se passe normalement. Mais au retour, le car est pris dans un embouteillage, sur le boulevard périphérique. Profitant d'un ralentissement, Mohamed Khier ouvre la porte et s'enfuit dans les rues de Saint-Mandé.

Delahaye le poursuit : « J'ai franchi le parapet. Je suis tombé. Mon arme est sortie de l'étui. En courant, je l'ai ramenée par la dragonne. J'ai paniqué. J'ai tiré sans viser. Je ne pensais pas l'avoir tou-ché. Quand j'ai vu ce que j'avais fait... » L'arme était un revolver 357 magnum que Delahaye avait utilisé una seule fois à l'entraînement avec une note de tir très médiocre. Cetta fois, il a fait mouche à trente-cing mètres avec une arme présentant un défaut axial de vingt-cinq centimètres à cette distance.

Un expert psychiatre parle de conduite instinctivo-réflexe favorisée par le manque d'expérience». Mais le professeur Jean-Paul Raymond ne comprend pas ce langage. Pour ce somaticien, endocrinologue à l'hôpital Bichat, Delahaye est un homme ven situation d'imprégnation chronique alcoolo-tabagique ». Et le spécialiste ajoute sèchement : « Ce passé aurait dù compter quand il a été admis dans la police. » Quand le président Yves Jacob veut se faire confirmer si

qu'il avait choisi», le professeur lui répond que c'est «médicalement évidents. Le magistrat admét d'ailleurs que Delahaye «n'est pas sorti dans les premiers » de son stage de policier puisqu'il a été reçu

all n'est pas un exemple, murmure M. Haïk, il est un symptôme...» Mais l'avocat a d'autres choses sur le cœur et c'est maintenant l'administration judiciaire qui essule sa colère. Après les faits, le parquet a en effet ouvert une information pour... « recherche des causes de la mort». Une procédure étrange pour une mort évidente et qui a obligé la compagne de Mohamed Khier à déposer une plainte pour homicide volontaire enregistrée seulement après le versement d'una caution de 5 000 F. Une brimade pour la famille et les proches de la victime que l'avocat ne comprend pas : « On frise la complicité bienveil lante. C'est une volonté de différer. En différant, on banalise. En agissant ainsi, on favorise la réitération

Il fallut attendre le 4 janvier 1988 pour que Delahaye soit inculpé et écroué. Ce délai, c'était lui rendre un mauvais service avant que l'administration policière l'abandonne à son sort. «On a laissé croire à ces jeunes que l'on pouvait tout faire. lis sont persuadés, convaincus, qu'ils font leur devoir», soupire M. Hatk, avant de désigner Delahave pour ajouter sur un ton las : « Aujourd'hui, il est le seul à

MAURICE PEYROT

POLICE

Inculpé dans un trafic d'armes libanaises

Le brigadier-chef Labourdette est révoqué

Ancien chef d'escorte de l'ambassade de France à Beyrouth et organisateur présumé d'un trafic d'armes entre le Liban et la France, le brigadier-chef Jean-Claude Labourdette a été révoqué de la police nationale, le 10 février, par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, Le ministre a ainsi suivi la proposition du conseil de discipline de la police, devant lequel Jean-Claude Labour-

dette avait comparu le 6 juin 1991. Le 21 juillet 1990, le policier avait été inculpé d'infraction à la législation sur les armes par M. Patrick Ardid, magistrat instructeur à Marseille. Vingt-quatre personnes -dont treize policiers et deux gendarmes - ont été inculpées dans ce dossier pour infraction à la législation sur les armes et, s'agissant de certaines d'entre elles, pour association de malfaiteurs

MEDECINE

L'indemnisation de transfusés contaminés par le virus du sida

Le CRTS de Toulouse devra verser près de 3 millions de francs pour « prix de la vie abrégée »

La première chambre civile du tribunal de grande instance de Tou-louse a condamné, jeudi 20 février, le Centre régional de transfusion san-guine (CRTS) à verser, pour « prix de la vie abrégée ». 1.920 million de francs à une personne contaminée par le sida lors d'une intervention chirurgicale, et 1 million à la famille d'une autre, décèdée après avoir contracté la maladie dans des cir-constances similaires. Ceste dernière, décèdée en 1990, avait subi plusieurs interventions chirurgicales entre 1982 et 1984. Elle avait été déclarée séropositive en 1989. La contamination de la première, opérée en octobre 1984, avait été découverte en 1987,

Rappelant qu'il n'avait en 1982 aucun moyen de « connaître avec précision les risques exacts et aucun moyen fiable pour détecter et éliminer les dons contamines», le CRTS, selon les attendus du jugement, affirme qu'il n'était « qu'un intermédiaire technique entre le donneur et le receveur et qu'il n'était assujetti qu'à une obligation de moyens, la fourniture du

 Quatre médecins inculpés après la mort d'un bébé. - Quatre médecins et une sage-femme ont été inculpés, vendredt 21 février a Toulon, d'homicide involontaire, à la suite du décès d'un nourrisson quelques heures après sa naissance en janvier 1991. Selon les rapports d'expertise. l'accouchement aurait nécessité une césarienne, qui n'a pas été pratiquée. l'emploi des forceps avant entraîné une hémorragie méningée. L'un des médecins inculpés, le docteur Jean-Claude Dausset, a été place sous contrôle judiciaire

produit sanguin n'étant qu'un acte médicul lie aux données du moment de la science ». Tout en estimant que les demandeurs devaient être débou tés, le procureur de la République note cependant qu'il existe, pour les centres de transfusion sanguine, « une véritable obligation de sécurité». En novembre dernier, le même tribunal avait condamné solidairement la FNTS (Fondation nationale de transfusion sanguine) et le CRTS à dédommager trois jeunes hémophiles, contaminés en 1985 par le virus du sida à la suite de transfusions sanguines (le Monde du 30 novembre

secrétaire général de l'Association des polytransfusés. - Christian Garvanoss, trente-neuf ans, secrétaire général de l'Association des polytransfusés, est décédé, mercredi (9 février à l'hopital Saint-Antoine (Paris). Contaminé par le virus du sida lors d'une transfusion sanguine, Christian Garvanoff avait été, avec son frère Jean, à l'origine des premières plaintes déposées devant le tribunal correctionnel (le Monde du 26 avril 1989). L'Association des polytransfuses souhaite, apres le vote de la loi d'indemnisation, que les victimes versent une partie des sommes à venir a pour aider les autres malades touches par le virus du sida », certains d'entre eux devant faire face aujourd'hui à des situations a de détresse financière insurmontable».

► Association des polytransfusér BP 268, 75963 Paris, cedex 20,

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télèvision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche lundi.

Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-tèlévision » ; p Film à éviter : = On peut voir : == Ne pes manquer ; ses Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 22 février

TF 1 20.50 Variétés : Sébastien c'est fou l 22.35 Série : Les Douze Salopards. 0.10 Magazine : Formula sport. 1.35 Journal et Météo.

20.45 Soirée spéciale : La 17 Nuit des Césars 1992. 23.30 1. 2. 3. Théâtre. 23.35 Série : Les Brigades du Tigre. 0.35 Journal et Météo. FR 3 De 20.00 à 2.05 La Sept -

CANAL PLUS 20.00 Sport : Athlétisme. 22.55 Flash d'informations. 23.01 Le Journal du cinéma.

23.05 Cinéma:

M 6 20.40 Táléfilm: Les Voyageurs de l'infini, 23.45 Musique : Flashback. 0.15 Six minutes d'informa-LA SEPT

Le Feu de l'au-delà. c

0.40 Cinèma : La Brasier.

LA 5

20.45 Série : Kojak.

23.10 Série : Deux ffics à Miami.

0.05 Journal de la nuit.

0.50 Série : Les Trouble-fêts.

1.05 Série : Voisin, voisine.

0.15 Intégral (rediff.).

21.00 ➤ Documentaire : Alaska, le syndrome « Exxon-Valdez ». 22.40 Le Courrier des téléspec-22.45 Soir 3. 23.15 Téléfilm : Sturzflug. 1.05 Magazine : Mégamix.

Dimanche 23 février

TF 1 13.25 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter 15.15 Série : Columbo.
15.15 Série : Columbo.
16.35 Sport : Football.
Coupe de France (32- de finale) : Olympique de Marseille-Grondins de Bordesux, 18.40 Loto sportif. 18.45 Sport : J.O. Cérémonie de clôture. 0.30 Cinéma : Gun Men. 20.00 Journal Résumé des J.O. LA 5 et Tapis vert. 20.50 Cinéma : L'Ours. = = 22.30 Magazine ; Ciné dimanche. des bêtes. 22.35 Cinéma : On aura tout vu. 0.20 Magazine: Club J.O. 1.00 Journal, Météo

et Trafic infos. 13.20 Dimanche Martin. 14.50 Séria : Mac Gyver. 15.45 Dimanche Martin (suite), 17,20 1. 2. 3. Théâtre (et à 0.35). 17.30 Sport : Rétrospective des J.O. 18.40 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 19.59 Journal, Journal du trot et Météo. 20,45 Série : Les Cinq Demières Minutes. Le Baptême du feu. Magazine : Bouillon de culture. 22.20

23.40 Soirée spéciale : Chefs-d'œuvre en péril. 0.40 Journal et Météo. FR 3 13.45 Sport : J.O. 17.15 C'est Luio I 18.15 Magazine : A vos amours. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.05 Desain animé :

20.05 Desam anime :

De nouveaux habits pour les contes défaits.

20.10 Série : Benny Hill.

20.45 Spectacles :

Le Cirque de Mongolie, le 15- Festival mondial du sirgue de desamin du cirque de demain. 22.05 Magazine : Le Divan. Invité : Jean Carmet (1-22.30 Journal et Météo. 22.50 Journal des J.O. 23.05 Cinéma : Décès de Christian Garvanoff.

La Dame de pique. En Musique : Mélomanuit

CANAL PLUS 13.30 Magazine : Rapido. 14.00 Téléfilm : L'assassin est dans la rue.

16.25 Documentaire : Les Anges de l'hiver. 16.45 Dessin animé : Les Simpson. 17.10 Documentaire : Les Plus Grandes Cascades du monde.

15.25 Magazine : 24 heures.

17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma : Brisby et le secret de NIMH.

--- En clair jusqu'à 20.30 -19.15 Flash d'informations. 19.25 Ça cartoon. 20.20 Dis Jérôme...? 20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. 20.30 Cinéma : Rêves. EFE 22.25 Flash d'informations. 22.30 L'Equipe du dimanche.

13.20 Série : Tant qu'il y aura

14.15 C'est pour rire. 14.25 Série : L'Homme de l'Atlantide. 15.15 Série : Commissaire Schimanski. 16.30 Série : Soko.

brigade des stups. 17.25 Série : Lou Grant. 18.15 Série : La loi est la loi. 19.05 Série : L'Enfer du devoir. 20.00 Journal et Météo. 20.50 Cinéma :

Les Ponts de Toko-Ri. 22.45 Magazine : Reporters. 23.40 Magazine : Top chrono. 0.30 Journal de la nuit.

M 6 13.50 Série : L'Incroyable Hulk. 14.45 Variétés : Multitop. 16,15 Jeu : Hit hit hit hourra! 16.20 Série : Clair de lune. 17.15 Série : Le Saint. 18.05 Série :

Tonnerre mécanique. 19,00 Série : Les Routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informa-tions, Météo, Spécial J.O. et M & Finances.

20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Cinéma : Biggles. #
22.15 Magazine : Culture pub.
22.45 Cinéma : Le Journal de Cynthia. 0.00 Six minutes d'informa-

0.05 Magazine : Sport 6.

LA SEPT 14.20 Téléfilm : Appel de personne à parsonn

15.35 Paul-Emile Victor un rêveur dans le siècle (2). 16.25 Flash d'informations 16.30 Téléfilm : The Steamie. 18.00 Lignes de vie (4). 19.00 Peter and Pierre. 19.35 Jean Nouvel, portreit volé

d'un voveur. 20.00 Jean Painlavé au fil de ses films. 20.30 Le Courrier des téléspectateurs.

20.35 Cinéma : L'Enigme de Kaspar Hauser, 🖛 🖛 22.25 Le Dessous des cartes. 22.30 Cinéma : Once More (Encore). =

23.55 Court métrage : Regard sur la folie.

THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PERSON OF TH

Claude SEIGNOLLE

MAISONNEUVE ET LAROSE

EN BREF

phoniques. - M. Jean-Louis Faure. directeur de la sécurité de la société Yves Saint Laurent, a été inculpé, le 13 fevrier, de a complicité d'atteinte à ha vie privien, par M. Ricard, le juge d'instruction pansien chargé du dossier concernant l'installation d'une série d'écoutes télephoniques par un détective prive. M. Mourlean the Monde du 18 décembre 1991). Le magistrat a jegalement inculpé M. Pierre Moyon, ex-directeur du cabinet parisien d'agents de recherches Baron, auquel au centre hospitalier régional.

D Une inculpation pour écoutes télé- M. Faure se serait adressé pour enquêter sur un contrefacteur

d Explosion d'un colis piègé à la pré fecture de police de Lille, - Un colis sion serait due à une bombe de labrication artisanale. Légèrement blessées ou abasourdies, six personnes - un gardien de la paix, trois employés et deux etrangers - ont du être conduites

ROLAND PUIG

prega a explosé, jeudi aprés-midi 20 fevrier, dans un couloir du service des etrangers, au premier étage de la préfecture de police de Lille. L'exploA l'instar des grandes villes européennes, la capitale alsacienne ne permet plus aux automobilistes de traverser son centre. Une opération délicate qui vient relancer la querelle provoquée par le choix du tramway

STRASBOURG

de notre correspondant régional

E siège du Parlement européen ne se contente pas de mettre en valeur ses quartiers anciens, sa cathédrale et les pittoresques quais de la Petite France. Comme d'autres grandes villes, telles Berne. Comme d'autres grandes villes, telles Berne. Vienne, Hambourg, Goeteborg ou La Haye, Strasbourg ne permet plus, à compter du lundi 24 février, aux automobiles de traverser le centre de la cité. Une expérience assez originale en France, mais qui ne va pas sans soulever de nombreuses difficultés pour les riverains et les commercants. les riverains et les commerçants.

Des difficultés qui viennent s'ajouter à la Des difficultés qui viennent s'ajouter à la querelle politique autour de la construction du tramway. A la veille des élections régionales, une partie de l'opposition à la municipalité socialiste, dirigée par la rocardienne Catherine Trautmann, tente de faire monter la pression pour ternir encore un peu plus l'image du PS.

" Nons souhaitons que tous les Strasbourgeois prennent conscience de l'incohérence du nouveau plan de circulation, dont les cousé-quences sur la vie quotidienne et économique s'annoncent catastrophiques. s Tel est le ton que souhaite donner à la campagne d'information sur le nouveau plan de circulation M. Harry Lapp (UDF), conseiller municipal et président de l'Association des commerciants des commerciants de l'Association des commerciants de l'Association des commerciants de l'Association des commerciants de l'Association des commerciants de la lape de l'Association des commerciants de la lape de cants, dans une publicité sous forme d'entre-tien parue dans le quotidien les Dernières Nouvelles d'Alsace du 14 février. Pour lui, la réalisation du projet de tramway, un des enjeux majeurs des élections municipales de mars 1989 (la liste UDF-RPR militait pour le VAI) qui est la pièce mostresse du pour le VAL), qui est la pièce maîtresse du plan Strass, « entraînera pour le centre-ville un déficit de fréquentation de 8 000 à 10 000 personnes par jour, soit 10 % de la population qui s'y rend quotidiennement».

CONTRACTOR

- . -

ं चार क्_{र्य} - देशिय

al the hardware

12 Z.C.

2.5

production of

Doubler les espaces piétons

Du côté des responsables de la ville, la sérénité est de rigueur, même si ces derniers ont conscience qu'immanquablement les risques de contestation sont nombreux. C'est pour cette raison que l'ouverture du nouveau dispositif s'effectue un lundi, jour où la plupart des magasins du centre sont fermés, et pendant la quinzaine des vacances scolaires de cette zone. Il est certain que les Strasbourgeois devront singulièrement changer leurs habitudes. Ils seront soumis à quelques embarras supplémentaires qui vont s'ajouter à ceux occasionnés par le chantier du tram. Désormais, les automobilistes ne pourront plus traverser la cité du nord au sud. Le trafic de transit, quelque 50 000 véhicules passent quotidiennement sur la place Kieber, doit être détourné sur les quais, les boulevards et le contournement autoroutier.

L'application du plan devrait être facilitée



La place Kléber, au cœur de l'« île » strasbourgeoise.

située au sud de Strasbourg. Ce passage souterrain permet le détournement de la circulation, notamment celle des voitures mais également des camions, se dirigeant vers le port et l'Allemagne, Les automobilistes qui-voudront accéder à l'ellipse insulaire devront emprunter l'une des boucles mises en service aux quatre points cardinaux et sortiront obli gatoirement du centre par le chemin d'où ils sont venus. Pour favoriser l'acceptation de la formule selon laquelle « on ne vient dans le centre que pour en profiter», il est prévu d'ajouter 2 940 places de parking aux 8 600

Il n'empêche : la municipalité socialiste sait qu'elle joue une partie décisive d'ici à 1994, année prévue pour l'achèvement de la première ligne du projet Tram et du plan Strass. Ce n'est pas pour rien que M= Trautmann, malgré les sollicitations de ses amis par l'ouverture, qui a cu lieu au mois de jan-vier, d'un tunnel sous la place de l'Étoile, accorde la priorité au succès de son plan dans un délai de deux ans.

dans la perspective d'aborder dans de bonnes conditions les municipales de 1995. Dans son entourage, on ne manque pas de rappeler que les études du programme appliqué aujourd'hui datent de 1976 mais qu'aucun maire avant elle n'avait osé le mettre en œuvre, c-

Au-delà des querelles et des calculs politiques, il reste que le centre de la capitale alsacienne est classé « patrimoine mondial » par l'UNESCO et que l'impératif de le préserver nécessite de mettre sin au règne sans partage de la voiture. Outre l'amélioration des transports publics, le plan Strass prévoit le doublement des espaces réservés aux piétons et le déplacement à vélo dans l'ellipse insulaire dans une relative sécurité, ce qui relevait jusou'à présent de la témérité. Il comporte également la « récupération de l'espace de vie » politiques, a renoncé à conduire les socia- que constitue la place Kléber, singulièrement listes bas-rhinois à la bataille des régionales. enlaidie dans les années 70 et qui va être Manisestement, le maire de Strasbourg entièrement redessinée et rendue aux piétons

En une décennie, le nombre de véhicules entrant tous les jours dans la ville est passé de 200 000 à 240 000, soit une augmentation de 20 %. Parallèlement, le réseau de transports collectifs n'a pas connu le développement de ceux des grandes villes françaises ou étrangères. La part de ce mode de déplacement par rapport à l'ensemble du trafic mécanisé est très faible : 11 % contre 72 % pour la voiture particulière et 15 % pour les deux-roues. Cette évolution fait qu'aujourd'hui les gaz d'échappement des voitures représentent plus de 60 % du monoxyde de carbone en suspension dans l'air strasbour-geois. De même que 70 % à 90 % des salissures déposées sur les façades sont génerées par la circulation automobile. Compte tenu des conditions climatiques (peu de vent, beaucoup de brouillard), dans la plaine d'Al-sace. la pollution atmosphérique à Strasbourg dépasse les normes européennes pendant quarante jours en moyenne par an.

Concertation avec les commerçants

Pour les responsables de la cité, cette situation n'est plus acceptable : laisser les choses en l'état, c'est favoriser « la dévalorisation du cœur historique de Strasbourg, le dépérissement de son activité économique, déjà concurrencée par le développement des zones com-merciales de la périphèrie et la fuite des habitants ». Ils precisent que, s'il ne s'agit pas de « chasser l'automobile », il convient d'améliorer l'« accessibilité » au centre-ville au moyen des autres modes de transport, Selon eux, le plan Strass a fait l'obiet d'une large concertation avec les associations de riverains et de commerçants pour « organiser an mieux » la desserte interne des quartiers et les accès spécifiques aux nouvelles rues piétonnes.

L'Association des commerçants dénonce la procédure qui a été suivic : « Comment peut-on qualifier de concertation des réunions où tout était décidé d'avance?» Reste à savoir si le RPR et l'UDF vont se servir de ce levier pour mener campagne contre les socialistes. Les chefs de file de la droite et du centre droit sont, semble-t-il, divisés sur l'opportunité de jouer cette carte-là. S'engouffrer dans cette voie signifierait revenir en arrière. notamment en ressuscitant le débat déjà ancien autour du tram et du VAL

Toujours est-il que M. Daniel Hoeffel (UDF), « fédérateur incontestable » de la majorité alsacienne» et tête de liste de l'Union pour la France aux régionales, n'entend visiblement pas rouvrir le dossier. De toute saçon, pour Ma Trautmann, il n'est chantiers ni de retarder les échéances de réuli-

Spécificité territoriale

Q UATRE mois après avoir annoncé le lancement d'une mission sur la fonction publique territoriale, M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a pu enfin procéder à son installation, mardi 18 février.

Tout en défendant le principe de la parité des fonctions publiques, M. Sueur a donc su faire valoir, au sein du gouvernement, l'existence d'une spécificité territoriale. C'est un magistrat de la Cour des comptes, M. Jacques Rigaudiat, ancien conseiller social de M. Michel Rocard, qui doit se pencher, pendant six mois, sur les problèmes liés au recrutement, à la formation, aux seuils ou aux quotas dans les collectivités locales.

Renouer le dialogue

La désignation d'un « missionnaire » apaisera-t-elle le mécontentement des employeurs et des représentants du personnel qui, depuis quelques semaines, tentent de renouer le dialogue?

Le jour même où intervensit la nomination de M. Rigaudiat. quarante personnes se sont réunies dans les locaux de l'Association des maires de France : associations d'élus (maires des grandes villes, des villes movennes, des banlieues, présidents de conseils généraux) et syndicats (CFDT, CGC, CFTC, autonomes, FO et

Certains de des partenaires avaient tenté de signer un protocole d'accord sur les régimes indemnitaires pendant l'été, mais ils l'avaient abandonné lorsque le gouvernement avait publié un décret (le Monde daté 1ª-2 septembre 1991).

Sous la houlette de M. Bernard Bosson, vice-président (CDS) de l'Association des maires de France, ils veulent aviourd'hui engager une réflexion sur la fonction publique territoriale, en essayant, cette fois, de faire valoir une position commune, par-delà leurs intérêts particuliers,

«Faciliter l'accès au centre, c'est intégrer la périphérie à la cité»

nous déclare Catherine Trautmann

S'expliquent sur le nouveau plan justifient un délai court. Tout teront sur place parce qu'ils ne de circulation de Strasbourg, M™ Catherine Trautmann, maire socialiste de la cité alsacienne, estime que sa ville atteindra l'∉asphyxie > dans deux ou trois ans si rien n'est fait dès à présent. Tout en reconnaissant que l'application de son programme va fatalement conduire la population à vivre une « période difficile », elle revendique un « certain courage politique » que ses prédécesseurs n'ont pas eu.

« Les réactions à l'application du plan Strass sont-elles sus-ceptibles de modifier de manière sensible votre projet?

- Je tiens à être claire à ce sujet : il n'est pas question de tou-cher à l'économie générale du nou-veau plan de circulation. Il est certain que nous tiendrons compte des préoccupations des uns et des autres parce qu'il est vrai que sa réalisation fera passer aux Stras-bourgeois une période difficile mais il me será impossible d'aller

» Les mesures prévues ne sont décesseurs n'a osé les mettre en œuvre. Aujourd'hui, il est temps de faire preuve d'un certain courage

- Pourquoi programmer une réalisation aussi limitée dans le

- Il y a plusicurs raisons qui

d'abord, la dégradation de la circu-lation est telle que l'ellipse insulaire sera touchée par l'asphyxie d'ici deux ou trois ans. Ensuite, il faut réduire au maximum la période pendant laquelle les travaux occasionneront des embarras à la population. En outre, l'achèvement de la ligne de tramway, traversant la ville du nord au sud, est prévu pour septembre 1994. Et pour tout dire, je souhaite que tout soit terminé avant la fin de mon mandat actuel.

all s'agit d'un problème national.

- Mais ne craignez-vous pas une « révolte » des Strasbourgeois comme le souhaitent certains de vos opposants?

- Mes adversaires avancent de mauvais arguments qui n'ont pas eu beaucoup d'échos jusqu'à présent. Selon une enquête récente que nous avons menée, 80 % de la population concernée est favorable à l'extension de la zone pictonnière, car les Strasbourgeois, comme l'ensemble des Alsaciens, sont attachés à la qualité de vic et à un meilleur fonctionnement du

» Répondre à cette double exigence signific que les habitants resseront pas mis dans l'obligation de s'exiler à cause des nuisances.

- Au-delà de l'intérêt des riverains, quels avantages voyezyous pour les autres Strasbourgeois et l'ensemble de la population de la communauté urbaine?

- Qu'on ne s'y trompe pas. Il s'agit d'une question commune à toutes les villes de France, d'un problème national. Michel Noir, qui est confronté à des difficultés comparables, est venu, en décembre dernier, s'enquérir du plan strasbourgeois. L'objectif, pour lui comme pour moi, est de préserver la beauté de nos villes et de partager notre patrimoine avec tout le monde. Aussi est-il nécessaire que les villes françaises soient des cités ouvertes, donc accessibles, singulièrement aux habitants des quartiers,

» Autrement dit, faciliter l'accès au centre-ville, c'est intégrer la périphérie à la cité. A Strasbourg, la décision d'équiper le réseau du tramway de rames panoramiques à « plancher bas intégral » permettra à tout le monde, y compris aux jeunes enfants, aux personnes âgées et handicapées, d'admirer et de profiter de notre belle ville. Pour une Strasbourgeoise comme moi. c'est une priorité.»

MARCEL SCOTTO | An Here a du aller demander des

La Bretagne et ses livres

Le premier dictionnaire en langue bretonne doit bientôt paraître. grâce aux concours de la région, des départements et des collectivités

BREST

de notre correspondant

N 1993, les amoureux de la langue bretonne vont être comblés. Le premier dictionnaire tout en breton sonira alors des presses. L'immen-sité du champ d'investigation, pour une langue réputée pour sa richesse mais aussi son caractère protéi-forme, a freiné maints linguistes. Ils ont préféré travailler dans le domaine de la traduction, si bien que les dictionnaires ne manquent pas sur la matière bretonne, mais il s'agit avant tout de manuels bilingues, ce qui témoigne de l'état de dépendance dans lequel est tombée cette langue.

Une petite maison d'édition en breton, An Here (Les Semailles), a relevé le flambeau. Son ouvrage, entièrement illustré, sera mille pages et dix mille mots. Modeste, si on le compare avec les soixante mille mots du Larousse, cet ouvrage a néanmoins nécessité trois ans de travail pour construire une méthode lexicographique de manière à mettre à plat les nom-breux problèmes linguistiques. D'où des arbitrages difficiles à rendre, à commencer par l'intitulé même de l'ouvrage, Geriardur bre-zhoneg, pour lequel it a fallu trancher sur la façon d'écrire brezhoneg avec un g ou un k.

. On s'est lancé dans un pari un peu fou », souligne Yvon Raoul, directeur de la maison d'édition.

subventions du côté des commu- la littérature bretonne nour la jeunautés européennes, du Centre nesse. En 1984, à l'ouverture des national des lettres et surtout de la région et des départements du Finistère et des Côtes-d'Armor pour boucler un budget qui doit

s'élever à 4 millions de francs. Sans l'appui des collectivités, il n'aurait pas été possible de mettre en chantier ce dictionnaire. La décentralisation a donné un peu d'oxygène à l'édition en langue bretonne. Sur un fonds de 13 millions de francs destiné à la culture régionale, le département du Finistère consacre 1 million à l'édition. Le conseil régional verse 3,5 millions de francs par an à l'Institut culturel breton, installé à Rennes, qui aide l'édition sous la forme d'une subvention de 25 % du montant de l'impression et d'une avance remboursable de 25 % sur quatre ans sans intéréts. Chaque année, quatre-vingt-dix livres nouveaux sont subventionnés, pour un concours qui s'est élevé à 4,8 millions de francs entre 1983 et 1990.

Traducteurs bénévoles

Le statut de ces éditeurs facilite l'octroi des aides. Ils fonctionnent tous sous le régime d'association culturelle, ayant leur siège dans le nord Finistère, comme Al Liamm (Le Lien), fondé en 1984, ou Hou-ladurioù Hor Yezh (L'Edition de notre langue). Brud Nevez (Nouvelle Renommée), Keit Vimp Beo (Tant que nous serons vivants) et le plus important, An Here, qui, outre le dictionnaire, s'est spécialisé dans

premières classes primaires en breton, par l'association Diwan, la littérature enfantine était réduite à quelques livres, dont les Centes de Grimm, traduits par Al Liamm.

An Here a été fondé pour combler ce vide. C'est devenu une petite entreprise qui emploie une dizaine de personnes avec des traducteurs, la plupart du temps des bénévoles amoureux de la langue. · Quand les premiers livres sont sortis, les enfants se sont jetés dessus ». se rappelle son fondateur. Martial Menard. Aujourd'hui, les écoliers peuvent ranger dans leur bibliothèque une centaine de titres en bre-

L'ambition d'An Here est maintenant d'éditer des romans, et il nourrit l'espoir de voir quelques bretonnants écrire pour les enfants. Mais l'étroitesse du marché est un handicap. Certes, les écoles en lanque bretonne et les écoles bilingues de l'enseignement public et privé sont en augmentation, mais elles ne regroupent qu'un peu plus de mille élèves. A cela s'ajoute le fait que la plupart des locuteurs en breton n'ont pas appris leur langue.

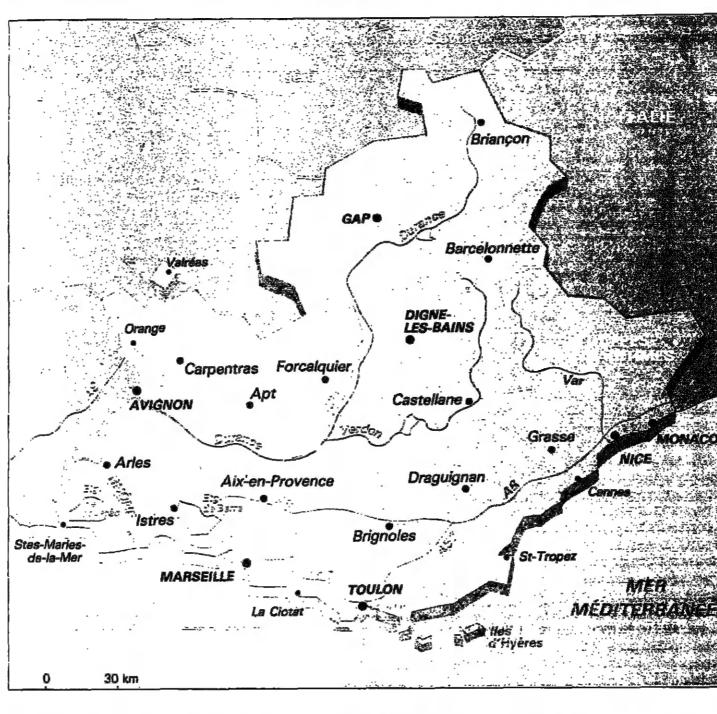
Si bien que ces éditeurs, pour continuer, doivent compter sur les collectivités locales. An Here a ainsi adressé des propositions de souscription pour son dictionnaire à toutes les communes de la région.

GABRIEL SIMON



PROVENCE-ALPES-COTE

Préfecture : Marseille Départements : Alpes-de-Haute-Provence (préfecture : Digne) Hautes-Alpes (préfecture : Gap) Alpes-Maritimes (préfecture : Nice) (préfecture : Toulon) Vaucluse (préfecture : Avignon) Superficie: 31 436 km² Population: 4 257 907 habitants **Principales** agglomérations: Marseille (1 230 871 habitants) Nice (517 291 habitants) Toulon (437 825 habitants) Grasse (335 789 habitants) Avignon (181 274 habitants)



Les Alpes au nord, la mer Méditerranée au sud ne suffisent pas à donner une unité à une région dont les frontières ont beaucoup varié au cours des siècles passés. L'hétérogénéité, les disparités et les inégalités demeurent les traits dominants d'une terre qui aime cultiver les paradoxes. En première ligne des statistiques nationales pour l'impôt sur la fortune, elle figure à la même place lorsqu'il s'agit de recenser les allocataires du RMI. Provence-Alpes-Côte d'Azur est véritablement la région des extrêmes

Trois hommes pour un fauteuil

Candidat à sa propre succession, M. Jean-Claude Gaudin est soumis au tir croisé de MM. Jean-Marie Le Pen et Bernard Tapie

T comment faut-il les appeler, les habitants de cette région? Des Paciens! Des Pacistes! Des Pacais! La région Pro-vence-Alpes-Côte d'Azur est la seule de France à être affublée d'un sigle au même titre qu'une société de chemins de fer ou qu'une régie d'autobus. Pour ne froisser aucune susceptibilité départementale, le législateur a fait plaisir à tout le monde pour créer une région de toutes pièces. Il n'est pas certain que chacun des six départements qui la composent ait vraiment le sentiment de se retrouver dans la «PACA». Le sigle est surtout utilisé

azuréenne. A cette construction artifi-cielle s'ajoute une situation politique régionale très particulière. Car beaucoup plus que les autres entités administratives, la «PACA» va être le théâtre d'un affrontement unique, qui dépasse de très loin le simple enjeu du renouvellement du conseil régional. Dans un mois, ses habitants seront peut-être catalogués comme gaudi-

nistes, lepénistes ou tapistes. Depuis 1986, c'est M. Jean-Claude Gaudin, sénateur des Bouches-du-Rhône, qui assure la présidence de l'assemblée régionale. Mais deux challengers affirment, avec la même conviction ou le même bagout, qu'ils par l'administration... et par commo-dité. Il a gommé la poésie provençale, les escarpements alpins et la douceur de «patron» à sa place. Il s'agit de

M. Jean-Marie Le Pen, tête de liste du Front national dans les Alpes-Maritimes, et de M. Bernard Tapie, chef de file de la liste Energie Sud dans les Bouches-du-Rhône. Jusqu'à plus ample informé, cette liste se situe dans les programmes de la projectife présiden. la mouvance de la majorité présidentielle, même si le candidat qui figure en deuxième position est M. Maurice Genoyer qui conduisait, en 1986, une liste... divers droite.

sabeth Guigou, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes, et M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'in-tégration – respectivement tête des listes de M. Tapie dans le Vaucluse et dans les Alpes-de-Haute-Provence, c'est autour de MM. Gaudin, Le Pen et Tapie dans les Bouches-du-Rhône et dans les Alpes-Maritimes que la partie de poler menteur est en train de se de poker menteur est en train de se er. La belotte, le cœur fen Marcel Pagnol n'ont pas grand-chose à y voir. C'est plutôt une empoignade de trois hommes pour un fauteuil. Les deux départements enverront sièger soixante-dix-sept des cent vingt-trois conseillers régionaux (1). Pour avoir une chance raisonnable de diriger la région, chacun des trois prétendants devra, d'abord, avoir fait la preuve de sa supériorité dans son propre départe-

Malgré la présence de deux repré-

ntants du gouvernement - Mme Eli-

Ses preuves, M. Gaudin, le sortant et le favori contre lequel les deux outsiders concentrent leurs coups à la suite de l'inculpation de son directeur de cabinet, les présentent sous forme de bilan. Celui de ses six années à la tête de la région : une direction obtenue avec la bienveillance des élus d'extrême droite. S'il a bénéficié des voix du Front national pour être élu president, il affirme n'avoir pas passé d'accord avec ses representants et ne leur avoir jamais nen cede. "Je n'ai pas banalisè le Front national, ie l'ai réduit de vingt-cinq à quinze conseil-lers », se défend M. Gaudin, en ajoutant : «On a gouverné sur mes options, mes projets et mes actions. S'il m'avait demandé de prendre des décisions à

de l'antisémitisme ». Les dénégations du président Gaudin font sourire dans le camp de M. Tapie où l'on assure qu'en 1986

e le Front national a obtenu près de quatre-vingt-dix délégations » du conseil régional. Les amis de M. Le Pen, pour leur part, font dans la simplicité: « Nous avons permis à excepté son refus de la préférence natio-nale. » Et ils attribuent à leur pression, sans donner de précision, le passage de la PACA de la septième à la vingtdeuxième place pour la pression fiscale. Il est vrai que, dans les recettes régionales, la part de l'emprunt atteint 28,9 % en 1991 (30,6 % en 1990), ce qui place la Provence en tête du pal-marès régional français sur ce poste.

> Convulsions nicoises

L'emprunt, M. Gaudin y a fait appel massivement en 1989 au profit de l'enseignement public qui a vu la construction de vingt lycées et la réno-vation de quatre-vingt-dix autres en six ans. « C'est mon œuvre », dit le président avec beaucoup de fierté. «Ici, ce sont de grands batisseurs », rectifie, à sa manière, M. Tapie, en affirmant que « le premier problème à régler est celui des enseignants, car on les prend aujourd'hui pour des femmes de nage ». Certes, mais cette question n'est pas véritablement du ressort de la région. « Faux semblant », s'exclame M. Guy Hermier, contestataire au sein du bureau politique du PCF mais tête de liste communiste dans les Bouchesdu-Rhône: » M. Gaudin a pris à sa charge un emprunt d'un milliard et demi; maintenant il va rembourser pendant dix ans en absorbant, pour partie, les crédits d'investissement qui

sont dégagés aujourd'hui,» Inlassablement, le président de l'assemblée régionale détaille son bilan pour conclure, comme preuve de sa gestion consensuelle : 485 % de mes connotations raciales, xénophobes ou rapports ont été volés à l'unanimité. «
d'exclusion, je ne l'aurais pas fait. Dix mille rapports ont été radigés, pas un Front national dans le département.

n'est marqué du sceau du racisme ou n'en a cure car « le bilan ne compte pas dans une élection très politisée». Le numéro deux du parti d'extrême droite estime qu'en la circonstance M. Gaudin one peut compter que sur son honorabilité en dehors des feux de l'actualité ». La remarque se veut sans doute empoisonnée. Autant que celle de M. Tapie, selon lequel le bilan de M. Gaudin est frappé par une «insuffisance de compétence et de maitrise». tandis que sa gestion aurait deux caractéristiques : « Pas de cohérence,

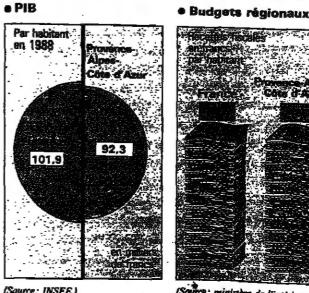
pas de projet». En bomme d'affaires avisé, le député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône ajoute que si la région détient le record des créations d'entreprises, elle possède également le record du nombre de faillites. Pour n'oublier personne dans ce jeu de massacre, M. Tapie assure que tout cela a lieu dans «une ville malade, une ville sans maire, et Nice n'est pas mieux». A l'autre bout de la région, c'est là

geants et des observateurs. Le comté de Nice rattaché à la France depuis seulement cent trente-deux ans et dominé par la famille Médecin, père et fils, pendant soixante-trois ans est en proie à des convulsions politiques désordonnées. Me Martine Daugreilla et M. Christian Estrosi, députés (RPR) des Alpes-Maritimes, s'y disputent aprement les dépouilles de M. Jacques Médecin qui, de sa retraite de Puntadel-Este en Uruguay, où il a pris la finite fin 1990, trouve le temps de donner des conseils électoraux à des Niçois par lui laissés orphelins.

> **OLIVIER BIFFAUD** Live la suite page 12

(1) En raison de l'évolution démographique, le nombre de siège du conseil est passé de 117 à 123. La répartition est la suivante : Bouches-du-Rhône (49), Alpes-Maritimes (28), Var (23), Vaucluse (14). Alpes de Haute-Provence (5) et Hautes-Alpes (4).

TENDANCES



(Source: ministère de l'intérieur.)

PROVENCE (4 sièges) Ins., 95 479; absr., 17,76 %;

Président : Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) 14 PC ; 26 PS ; 1 MRG ; 3 div. g. ; 34 UDF ; 19 RPR ; 1 CNI ; 4 div. d. ; 15 FN. Résultats des élections de 1986 par département ALPES-DE-HAUTE-8 élus; PS-MRG: 25,06 %,

Le conseil régional

PC: 14,07 %, 1 élu; PS: 32,94 %, 2 élus; UDF: 13,65 %; RPR: 27,97 %, 1 élu; FN:

HAUTES-ALPES (4 sièges) Ins., 80 370; abst., 18,74 %; suff. ex., 62 632. PC: 8,33 %; PS: 25,42 %, 1 élu; MRG: 12,64 %; Un. opp.: 45,82 %, 3 élus; FN: 7,77 %. ALPES-MARITIMES

(26 sièges) Ins., 640 178; abst., 22,10 %; suff. ex., 481 663. PC: 9,31 %, 2 élus: PS: 22,79 %, 6 élus: Un. opp.: 42,73 %, 12 élus: FN: 21,74 %, 6 élus; Verts : 3,40 %. **BOUCHES-DU-RHONE**

Ins., 1 078 745; 24,22 %; suff. ex., 791 180.

13 élus; UDF: 22 %, 12 élus; RPR: 8,65 %, 4 élus; div. opp. 3,22 %; div . opp.: 0,18 %; Régionalistes : 0.35 %; FN : 22,60 %, 12 élus; Verts:

VAR (21 sièges) Ins., 529 456; abst., 21,26 %; suff. ex., 404 020.

PC: 10,43 %, 2 élus; PS 22,92 %, 5 élus ; div. g. : 2,40 %; UDF : 34,02 %, 8 élus ; RPR : 10,47 %, 2 álus; div. d.: 0,99 %: FN: 16,41 %, 4 élus; Verts: 2,33 %.

VAUCLUSE (13 sièges) Ins., 294 934; abst., 18,29 %; suff. ex., 228 636.

PC: 11%, 1 élu; PS: 28,91 %, 4 élus; MRG: 1,10 %; Un. opp.: 33.04 %, 5 élus: div. d.: 1,48 %; FN: 17,63 %, LO: 0,72 %; PC: 15,02 %, 3 élus: Verts: 3,29 %.

auteuil

D'AZUR : le Sud extrême

long et si hétéroclite qu'on le remplace, le plus souvent, par le sigle PACA. Selon la Trésor du Félibrige de Mistral, pacan s. en provençal, signific evilain, manani, rustre, rolurier v ou, pour résumer, « personne de basse extraction / » A ca croire, pourtant, une récente enquête l'Observatoire interrégional politique (OIP). Il mémode ce nom rallonge ne s'améliorer parmi les habitants. Il seraient, aujourd'hui, citer, i manière exacte, 28 % 1985. D'où il ressort, a contrario, que plus d'un sur deux trébucherait encore sur la difficulté.

problème de sémantique n'est sans signification géopolitique. La région, en effet, souffre d'un manque d'unité flagrant. Du littoral méditerranéen un cimes alpines, culminant plus mètres, est probablement la région française qui présente muss must plus divers et la plus grande variété montagneuses, notamment la majeure au de Alpes de Sud, E au Mercantour, e upent plus de la moitié e II de kilomètres and in was territoire.

1°:

1.0

1.

Explosion démographique

Historiquement, with me part we confondre I l'ancienne Provence, plus limitée, I l'ancienne Provence, plus limitée, I l'ancienne Protières ont d'ailleurs beaucoup varié dans le passé. Avignon la moale a'a li réunie II la France qu'après Révolution, I l'ancien comté de Nice, qui appartenait aux Etats sardes, plus tardivement, en IIIII Qual au département de Hautes-Alpes, il cultive beaucoup d'affinités en le Dauphiné. Bien d'autres vicissitudes ont marqué l'émergence région éclatée qui engloba d'abord la Corse rara. 1970, avant que foricialisée, en 1976, l'adjonction de la corse de la corricialisée. tion ## vocable # Alpes » dans son

Les des Alpes-Maritimes ont, longtemps, contesté la paris politimene veritable « guerilla » séparatiste. La victoire de la droite, plan politique. Mais la Côte d'Azur n'a per renoncé pour autant, à jouer propres mi économiques. Il est vrai, pourtant, que le caractère méditerranéen de ...PACA, qu'il s'agisse du climat, de culture. mentalités, du mode vie, estompe i des différences objectives joue, à l'inverse, d'une till com-

L'hétérogénélté, 🕍 disparités, 🔤 inégalités, restent, toutefois, les la dominants du tableau. = f.a région Provence-Aipes-Côte d'Azur n'est jamais dans im moyennes nationales , souligne l'économiste Philippe Langevin. L' façon totale-contradictoire, elle première, ou dans les premiers rangs, la création d'emplois min aussi pour le taux de chômage, pour les créations d'entreprises manuel les faillites, pour l'impôt jortune le maine par tête en même le des allocations de RMI... C'est la région des extrêmes les phénomenes economiques MM toujours accentues. Im exagère, quoi!... »

En % de la population totale

11.6 %

Elle a été, surtout, la région qui a connu, jusqu'en 1990, la plus forte expansion démographique. Facteur contribue I expliquér bon nombre des difficultés qu'elle doit affronter aujourd'hui.

Les résultats du de la lima la troisième rang des régions françaises, un un taux d'accroissement annuel moyen de d actrossement annuel moyer de 0,9 %, le deuxième après Langue-doc-Roussillon, 111 0,5 plan national. Mais cette croissance, qui correspond plus de 1000 plus de trente-six mille habitants de plus chaque année - www. plus il quarante mille période inter-censitaire - n'est qu'à l'impormigratoires très mi maturel. De m point de vue, la région a été, long-temps, la plus attractive la France.

En 1946. population n'était que de deux millions d'habitants. Elle s'est accrue, globalement, depuis, d'un million de personnes arrivées d'outre-mer et d'un million d'autres régions françaises. C'est dire l'importance du brassage opere, auquel 📖 dû 🗎 fait qu'un habitant sur deux n'est in né en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Deux cent dix mille immigrés maghrébins d'un côté, quelque trois was mille pieds noirs a l'autre : a région a hérité, en même temps, d'un pro-blème la cohabitation, exacerbé par la crise, qui explique, en partie, la man d'extrême droite.

Le corollaire II IIII croissance démographique a forte urbaine qui avait mence, la révolution industrielle, im milieu II XIX siècle. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est, aujourd'hui, la plus de France, après l'lle-de-France. vivent dans les grandes agglomérations du littoral. Dans un ouvrage région qu'il vient d'achever avec un petit groupe d'universitaires, le géographe Lucien Tirone minima les tires de mexplosion urbaine généralité de la consumente potentiels de la communante sée « qui s'est accompagnée, note-t-il, de très profondes transforma-tions économiques es spatiales ». Le phénomène de l'urbanisation, amplifié, ici, le développe du tourisme, le u, en effet, des conséquences dévastatrices sur un particulièrement fragile.

Les trois crises de Marseille

Un fort mouvement écologiste lui a répondu. « Le projet du TGV Méditerranée m la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », explique Gérard Périer, professeur de français à Vitrolies (Bouches-du-Rhône) l'un des principaux min au un un un enscignant, André Benedetto, III de coordination des associations opposées au tracé du train il grande vitesse. De cette coordination in née, dans la foulée, I l'initiative des deux profs. la Fédération d'action régionale pour l'environnement (FARE SUD) qui marting d'associations représentant plusieurs milliers d'adhérents. Un événement, mr il n'existait is jusqu'ici, de structure genre, susceptible d'agir, de façon concertée, dans l'ensemble six départements de 🛮 région. FARE SUD w veut indépendante s'est dotée d'un «programme d'urgence » qui comprend une dizaine de revendications « immé-diates » concernant, imme le TGV, divers projets d'autoroutes ou de rocades, la Camargue, l'Etang de Berre, la plaine des Maures.

D'autres indices sont lá pour témoigner de la montée de l'idée écologiste en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Comme le résultat inattendu d'une consultation de la population de la région, lancée, au printemps 1991, par le conseil régional. Une majorité des permanus interrogées ont. spontanément, placé l'environnement au premier rang de leurs préoccupa-tions. Autre indice, M succès inespéré du référendum organisé, en septembre dernier, auprès des riverains de l'étang de Berre : qua-rante-deux mille participants, soit plus de 40 % des populations concernées,

En raison de la sorte augmentation de l'activité féminine, qui a permis de corriger un important retard, la population active de Pro-vence-Alpes-Côte d'Azur a crû, ces dernières années, Il un rythme supérieur Il celui de l'ensemble de Il population régionale. Mais si la région a été fortement créatrice d'emplois (104 000 mil 1982 et 1990), ces résultats n'ont pas suffi il répondre il la demande. D'où première place, peu enviable, pour le rand de chômage. Département le plus touché : les Bouches-du-Rhône (13,6 %) et plus particulièrement Marseille (19 %), victime, pour un part, d'une triple crise industrielle, urbaine il sociale, qui il provoque la fuite de ses habitants vers des zones d'activités périphériques (cent mille départs de 1975 à 1990).

Le conseil régional » réagi. Avec partenaires du monde économique, il vient de lancer un plan d'urqui devrait permettre la création de 5 LU emplois en un L Comme un la régions, il a, aussi, beaucoup fait depuis 1986. pour l'éducation 🔳 la formation (20 lycées we été construits) parallèlement I une action de fond portant w l'environnement sinancier et l'accompagnement technique des entreprises». Mais les faiblesses 🛎 l'économie régionale (sous-indus-trialisation, hypertrophie du tertiaire) ne sont peut-être minsurmontables, I condition d'imaginer un nouveau scénario de développement. Il n'y m pas de grands établissements? Qu'à cela ne tienne. Il est avéré, aujourd'hui, que ce les METMI qui font preuve III plus grand dynamisme.

Plus « célèbre que connue ». Il région vit sur une image III plage où les populations II Europe ont man de mair se faire bronzer dès que les beaux jours arrivent, qui est ioin de lui faire justice. Avec douze mille chercheurs publics privés, quatre laboratoires, une trentaine de grandes écoles et six universités, représentant quatre-vingt-dix mille étudiants, elle se situe parmi les grandes régions scientifiques francaises. Et elle bien décidée, aujourd'hui, à utiliser cet atout. Des 1987, à l'initiative du conseil régional, a été créce l'association Route des hautes technologies (RHT), dont le but 🔤 d'animer m de promouvoir, à travers un programme Etat-région, les six pôles technologiques de Nice-Sophia-Antipolis, Toulon-Var-Technologies, Marseille Provence Technopôle, Aix-Europole, Manosque-Cadarache Mayignon-Montla-Agroparc.

L'un de un objectifs prioritaires de valoriser la recherche publi-que dans le domaine industriel et, plus précisément, de savoriser un Immunitude technologies vers les PME-PMI. « Un concept excellent, in félicite M. Pierre Laffitte, le « père » de Sophia-Antipolis, qui in l'accent sur le développement econonomique moderne lequel la région doit et peut s'orienter. » Première opération d'envergure : l'installation, m septembre 1991,

La semaine prochaine **RHONE-ALPES**

Déjà publiés: l'Alsace (le Monde date 67 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-28 octobre), la Breugne (le Monde daté 3-4 novembre), la Contre (le Monde daté 10-11 novembre), le Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Contre (le Monde daté 17-18 novembre), la Contre (le Monde daté 24-25 novembre), la Lerranche-Comié (le Monde daté 24-25 novembre), le Languedoc-Reussillon (le Monde daté 15-16 décembre), le Limousin (le Monde daté 22-23 décembre), le Limousin (le Monde daté 22-23 décembre), la Larraine (le Monde daté 29-30 décembre), Midi-Pyrénées (le Monde daté 5 et 6 janvier), le Nord-Pas-de-Calais (le Monde daté 12-13 janyier), la Basse-Normandie (le Monde ras-ae-Catais (te Monde date 12-13 jonyier), la Basse-Normandie (te Monde date 19-20 janvier), la Haute-Normandie (te date 26-27 janvier), les Pays de la Lotre (to Monde date 2-3 février). Prizadie (te Monde date 9-10 février) et le Poiton-Charentes (te date 16-17 février).

du centre régional de calcul scientifique, le plus puissant du sud de la France. Un outil de travail décisif pour les laboratoires de recherche les entreprises de Provence-Alpes-Côte d'Azur. La RTH a donné naissance, par ailleurs, à 💵 groupement économique à l'echelle européenne associant . Caralogne, les provinces italiennes de Lombardie, de Ligurie m du Piemont m les regions PACA, Languedoc-Roussilion et Midi-Pyrenées (l'a Arc

Un pôle rhodanier.

« Nous devons maintenant saisir chances », affirme Lucien Weygand (PS), président du conseil général des Bouches-du-Rhône, qui s'est passionné pour le projet de l'europòle de l'Arbois, près d'Aixen-Provence (10 000 hectares dont 3 000 d'activités). Sceptique à l'égard de l'a Arc latin a, il mise plutôt sur un grand pôle économique rhodanien qui ferait contrepoids à Milan et Barcelone. Carrefour sud-curopéen, 🗏 région souffre toujours de l'absence de nouvelles percées alpines.

Son grand port, Marseille, n'a pas, non plus, le rayonnement auquel il pourrait prétendre, « s'il voyait un peu loin et s'il avait une véritable stratègie d'entreprise », comme le lui reproche Henri Mercier. Le président du comité économique et social croit, pourtant, l'«appel du Sud». Et à la revanche de la civilisation méditerranéenne le modèle de développement anglo-saxon. « A condition, toutefois, que les Provençaux, cette fois, lassent preure de plus d'ambition ».

« Faire pousser des livres »

A droite, vignoble cotes in jusqu'aux rives III fleuve. A gauche, d part II l'assaut III l'apo-théose minérale IIII Dentelles de Montmirail. Nous and dans le d'un seigneur : le vin Gigon-(Vaucluse). intéressent moins Anik Vinay Emile-Bernard Souchière que · Lousser Fress, lci, ont créé un animent depuis I'll la plus étonnante il maid'édition . Au chardon local, is ont emprunté donner une raison à la rai-📰 🚛 i'âme double, unis 🌉 wie de la création.

« Plasticiens, inventaurs 🐠 fivres » – ainsi se désignent-ils, – ils ont un unum mètier «officiel», pour mieux créer dans 🔳 liberté, 💵 souci 🖿 rentabilité, 🛌 livres qu'ils aiment. Poésie d'avant-garde, recherches d'écritures nouvelles, rien ne les rebute, 📖 contraire, puisqu'ils les suscitent auprès d'auteurs dont ils font leurs complices un création.

A partir d'un texte, chacun conçoit u qu'il manus sis mise en corps », l'enveloppe chamelle de l'écrit. C'est la l'étonne-Anakuklosis, la Guez-Ricord, se cache dans un socie un poirier noir sept pyramides aux hiéroglyphes ranges ; la Salade de femmes en féte, de François Aubral, 📖 🖷 d'un manual de poutre qui vécu» ; Sinon, du Hongrois Vargaftig. In fragilité in la porce-laine ; les Income de la collection ■ Mo d'Y » se dissimulent dans un

collection « Les grecqués », leur de papier cristal, « entrailles » du livre. Souvent, chacun travaille seul ella plus graphique, lui plus créa-de formes, - parfois livre naît d'une coproduction Récit-Git, où Anik a réalisé l'empreinte manuscrite du texte de Glück and lamelles poiner, qu'Emile-Barnard concevait la forme du bloc en bois qui 🟣

Livres-objets, livres-sculptures? On n'aime ces réduc-l'Atelier des Grames. « C'est danger norre aven-ture, explique Emile-Bemard Sou-chière. Celui d'être pris pour infabricants gadgets culturels.

Ah, si publions du Pagnol dans un cigale ceramique! L'aspect will n'est qu'une partie d'un diptyque dont plus impor-pour le texte, La forme donnée . . cohérence livre IN Grames, c'est in Lenne. and d'un écrivain au d'un plas-

Pour suprématie du et aller in the sa logique. Anik Vinay a créé la collection a'L (lisez apostrophe La) qui accepte | I'anonymati

Textes tirages la demande, chaque exemplaire sorti presses III l'Atelier IIII Grames III des mains III III créaune pièce unique. « C'est à la fois un pari artistique, dit Anik Vinay, mais aussì la philoso-

JEAN CONTRUCCI

Conseil international Management et Technologie

PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de conseil en Management et Technologie. avec 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et I 830 consultants, opère dans le monde entier à partir de ses 80 bureaux implantés dans 20 pays.

Notre originalité consiste à offrir une gamme de services unique de par son étendue - allant de l'analyse stratégique à la recherche appliquée dans wu laboratoires - et à associer les diverses compétences de un spécialistes un sein d'équipes pluridisciplinaires internationales.

Nous opérons dans les champs d'expertise suivants :

- Ressources humaines (recrutement, évaluation, gestion des RH).
- Conseil a communication,
- Formation au management.
- Management par la qualité totale,
- Systèmes d'information et de télécommunications.

PM Consulting Group - 11. min Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE -Tél. 42.21.12.72.

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

urbanisme commercial création de zones d'activités management des réalisations économie des projets études de faisabilité



Fax. 67.22.39.28

Chômage

13 12,2 %

(Source: INSEE.)

(Source: INSEE.)

■ Population étrangère

En % 💹 la population active

Côte d'Azur 7,0 %

12.

REPERES

CENTRE
Deux camions
deviennent
des salles de cinéma
ambulantes

FRAPPÉ aux de la région centre, qui lui fourni une dot de 3,4 millions de francs, un cinémobile a été inauguré mardi 18 février à Mondoubleau (Loir-et-Cher). Cette petite commune avait été choisie par le président du conseil régional pour montrer comment de cinéma doit alter la compagne s. Formule originale de cinéma ambulant, de IIII places et d'un écran de 11 mètres carrés, de camion de culture » le second du genre après le « Jean Renoir » lancé en avril 1983.

la Sirène Mississippi était présente dans bourg de l'habipour «le bon plaisir» du cinéma. Radieuse Catherine Deneuve marraine soucieuse servir la du septième art, a coupé le ruban prometteur, pour vingt-trois sud région Centre. Cinèma Paradisio domicile. On n'avait négligé aucun détail, allant jusqu'à la paire l'inauguration la couleur thi pull de la star, qui, derrière ses functes fumées, était ravie « qu'à l'époque où lex gens » vont plus au cinèma le cinèma vienne à eux ». Et Mondoubleau en Vendômois n'est pas près d'oublier le de la reine blanche»...

BASSE-NORMANDIE

Le rèseau numérique «Vikman» relie les chercheurs

PLUSIEURS centres de recherches caennais viennent d'être reliés entre par me réseau numérique à haut débit. Baptisé « Vikman », une contraction de Viking et de MAN (Metropolitan Area Network), eâble en fibres optiques présente une capacité de transport de cent millions d'informations par seconde contre dix mille pour une ligne téléphonique normale. Il fédère sept réseaux locaux de recherches : l'université, le Grand accélérateur national à ions lourds (GANIL), l'Institut des sciences de la matière et du rayonnement, le Service d'études communes postes télécommunications, un centre de recherches médicales, CHRU et le Centre anticancèreux François-Baclesse.

A terme. Vikman doit être connecté à un réseau national. Croide l'informatique et des télécommunications, cet investissement, de l'ordre de 30 millions de francs, impulsé par le conseil régional de Basse-Normandie, est un des premiers de ce type en France.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

La région

The présente

à l'Exposition

universelle

de Séville

Le Languedoc-Roussillon préd l'Exposition universelle qui
premiers visiteurs dans
deux mois Séville. M. Jacques
Blanc. président (UDF) du conseil
régional, s'est effet associé ses
collègues de la Vénétic italienne,
M. Gianfranco Cremonese, et de
l'Andalousie, M. Manuel Chaves,
pour cofinancer (au prix de 5 millions de francs) une exposition sur
ule paysage méditerranéen

Cette manifestation doit avoir fieu pendant toute la durée d'Expo 92 et occupera, sur IIIII mètres carrés, un emplacement stratégique : l'ancien couvent in chartreux somptueuse ment réhabilité qui, dans l'île de la Cartuja, doit servir de pavillon d'accueil pour i chel's d'Etat. Le thème du méditerranéen, illustré
250 tableaux et d'art
prètés par musées européens américains, passionnem-t-il les foules qui visiteront le caravanséruil ludi-que "l'Expo? Ne sera-t-il consi-déré un exercice d'esthète confinant | la provocation par ceux que disparition des littoraux de la Grande Bieue sous outrages architecturaux de l'industrie touristique « C'était 🚃 chance unique d'être présent Séville », explique Le président l'Andalousie, lui, a senti 🖿 risque : = 1. exposi tion, dit-il, doit dépasser le simple exposé pictural m reflèter le compro mis 🛮 trouver 🚃 l'aménagement e protection de l'environnement naturel. » Tel = effet le vrai défi de cette «ère des découvertes = qui veut célébrer l'Exposition universelle.

Ce supplément correspondants Jean-Jacques Lerosier (Caen) Patrick Martinat (Rourges)

Dernières cartouches à la Moskowa

Dans le dix-huitième arrondissement de Paris, la rénovation d'un quartier déclaré insalubre depuis 1938 suscite toujours des polémiques

"EST un décor de film d'avant-guerre. Le pauvre de la Moskowa, dans le dix-huitième arrondissement, s'êtend sur plus de quatre hectares. Il est délimité par le boulevard Ney, la rue du Poteau, la rue Belliard la rue Jean-Dollfus. Un bout de Paris oublié, bâti de bicoques vétustes. I peine plus hautes, pour la plupart, de deux étages, desservi par voies très étroites, qui accueille environ mille habitants. Des personnes agées, des petits propriétaires des immignis.

Les parcelles réparties la va-vite sont bien souvent la reliquats des terrains maraichers, qui, la fin du dix-neuvième siècle s'étendaient portes la Paris. Un urbanisme suvage dont la particularité de correspondre au cadastre officiel. Ici, 45 des foyers ne cui équipés sanitaires, plus d'un tiers d'entre la ne disposent d'eau chaude. Des logements misérables de mêtres carrés branchés un réseau d'assaintssement, quand criste, ancien défectueux. Le tout-d-l'égout? Un luxe.

Un ultime témoin de habitat ouvrier du début du siècle où les gavroches parisiens voyaient le jour. Un invraisemblable dédale de passages, de venelles, de boyaux où, bien souvent, les des pauvres maisons déglinguées communiquent elles. De nombreux petits « pavillons » sont aujourd'hui murés. Derrière parpaings vivent, et dans l'ombre, des squatters. D'autres préféré le grand jour et, après avoir jeté bas la maçonnerie qui obstruait les fenêtres des bâtiments condamnés, coulent des jours inquiets en cultivant de modestes jardinets. La Moskowa devenue, en effet, un des hauts lieux du squatt parisien.

lei là, quelques maisons de jadis : ancienne guingrette qui accueillait les couche-tard, dont la bourse fournie leur permettait de courir pavé montmartrois. La mairie de Paris propose de rénover quartier en la majorité de l'habitat délabré.

Des logements et des bureaux

Le plan d'aménagement s'organise autour d'un espace vert de 2000 mètres carrés, des équipepublics, dont une école et des salles de sport. Il prévu. en outre, d'élargir la voirie, de pro ger des qui resteront pic-tonniers de construire, répartis dans des immeubles de trois I six ctages quatre cent trente logements, dont 45 %, purplus 35 %, ainsi que l'annonçait le projet initial, addés « Enfin, le nouveau quartier de la Moskowa possédera 7000 mètres carrés de bureaux et 4 000 mètres carrés réservés aux et aux activités. Selon les services de la Ville, les occupants « de bonne joi des apparte-destinés à être démolis bénéficieront, leur demande, d'un droit de priorité pour l'attribution ou l'ac-quisition d'un logement dans les immeubles compris dans l'opération de rénovation ». Les propriétaires occupants et qui ne disposent que modestes se verront. eux, proposer « un programme de logements » les autorisant « Il accèder à la propriété dans des condi-tions compatibles avec leurs possibi-

litès financières ».

Pour l'association de défense de la Moskowa, dont le siège est installé dans un immeuble squatté apportenant à la Ville, le projet de la mairie ne tient pas compte de

« l'esprit des lieux ». Son responsable, M. Louis Bastin, — il préféré rénovation douce ». Il préféré » Entre le parti de démolition sive choisi par la Ville vation en l'état d'un quartier trop usé, il existe des solutions novarices qui permettent à — faubourg et à ses habitants de retrouver — place de qualité — Il cité. »

Et Louis Bastin de plaider la réhabilitation d'une partie Moskowa. Mais, à suite de l'enquête publique qui a eu lieu donné un avis favorable plan d'aménagement de mairie, dont le projet définitif sera présenté, mairie, de la capitale. Plusieurs bâtisses pourraient être sayvegardées.

a, l propos de la conservation des batiments supplémentaires, je confirme qu'il est nécessaire de connaître les résultats des études détail, que je vais demander à l'société d'aménagement d'entreprendre, pour savoir si d'autres immeubles que délaration d'utilité publique peudéclaration d'utilité publique d'escrite. Paris, au préfet Christian Sautter. Pour Roger Chinaud (UDF), maire utilitation de l'enquête publique. Mais le fond, le projet changera pas, parce qu'il est nécessaire quartier». Il serait, copendant, dommage que disparaissent certains immeubles intéressants, comme celui situé 21 um Bonnet, un édifice en brique dont la façade est ornée de belles mosaïques et dorures déco.

JEAN PERRIN

L'extension de Roland-Garros

Après l'annulation d'un permis de construire la Ville de Paris fait appel

A mairie Paris faire appel du jugement tribunal administratif qui, le 13 février, annulé le permis construire destiné à permetir. l'extension principal du stade Roland-Garros reterrains contigus.

Les juges de l'effet, abrogé le l'éconseil d'une du 21 octobre 1991 approuvant modification du plan d'occupation de l'effet capitale. Il voie conséquence, le permis aconstruire du 9 décembre 1991 autorisant d'une française le tennis a créer de l'effet d

Ouvert on 1928, Roland-Garros s'est déjà considérablement developpé, depuis le temps de l'aimable où se retrouvaient, lam le secret, joueurs m specta-deux terrains de tennis dont le fameux « central », 🛌 devenus le lieu i l'une des plus prestigieuses mondiales du tennis, Résul-: le maim de joueurs mi en entation make a public les médias, venus du 📖 🚻 entier, de plus me plus nombreux, le stationnement ma faire face rayonnement rencontres, il l'il rencontres, il l'il rencontres de tennis a demandé à la ville, propriétaire le terrains, d'étendre installations aménager des équipements sportifs complémentaires. Le projet prévoit la construction d'un noucours central d'une capacité 🚅 dix mille spectateurs 💵 🖿 locaux complémentaires 📼 🖿 services administratifs et l'accueil des journalistes. Huit

A mairie Paris faire d'entraînement en terre battue appel du jugement tribunal administratif qui, le 13 février, annulé le per-

وتبالأ

Carry Arres

Same Jak

190 m 2 3 m 2 2

100

200

Deline.

85.00

· France

. په مخت

1

Lien

<u>.-4.5 °</u>

d _- - - -

11

1741 4

1000

-2.0

 $(\Sigma_{j+1}^{n}, \mathbb{T})$

-2 12 -22 20

u Verterak Mijaratan

10.00

Acres 1

4 44

A. .

Bargier auc

3 ...

₹1-10-20 x

The second second

سوران بناج

nid

lière

YRE

1

A SHOP IN

propositions, la ville nobteau avis favorable de l'enquête publique, de la commission d'arrondissement, de la commission dépurtementale sites et l'accord ministères l'Equipement Sports. La mairie Paris, l'aménagement du « nouveau » Roland-Garros devait l'objet « d'un traitement végétal de qualité » avec notamment, la plantation d'arbres supplémentaires portant la nombre prévus la fin des le cent qualtre-vingt-quatre actuellement.

Pour obtenir i permis de construire, projet de la fédération de tennis la modification de la capitale, car il s'étendait la zone protégée le Boulogne, proprité la ville Paris. Avis favorable a donné par la la capitale,

Or, l'association Boulogne environnement » a attaqué ma noudisposition de plan d'occupation sols. I tribunal administratif lui donné en précisant que la devait s'élever fotur de protection l'espace natural parisien. Mais, avant même l'avis juges, la tion française de tennis, forte du permis de construire obtenu, avait commencé la la Déjà, une centaine d'alle de bulldozers sont me et la ouvriers ont quitté le chantier.

J. 1

Provence - Alpes - Côte d'Azur

Trois hommes pour un fauteuil

Suite de 🖿 page 10

Ancien ministre, ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes ancien mini (CNI) de Nice, condamné à un an de prison ferme a frappé d'inégibilité à vie par une condamnation pour ingérence, M. Médecin, dont personne ne croit qu'il vit en vendant des tec-shirts, tente de joler mi électorat dans les bras mi M. Le Pen.

Changeant, M. Médecin I Incohérent, and doute. Et animé par la vengeance, très certainement. En quelques mois, il a dit tout et son contraire. Dans un entretien au Figaro, le 21 septembre 1990, il déclare : « Je considère Christian Extrosi » beaucoup trop impétueux : Martine Daugreilh. » revanche, « d'Immenses qualités de sangéroid et de sagesse. » « Je n'ai pas de dauphin à désigner, ajonte-t-il, mais c'est elle qui » rassurerait le plus. « Un » plus tard, dans l'hebdomadaire Minute-La France, M. Médecin dément soutenir officieusement le président du Front national. » précimie « J'alme beaucoup Jean-Marie, mais je » comprends pas pourquoi le Pen » allé » présenter dans une région où l'on » horreur des parachutes. En outre, j'ai décidé de ne plus m'occuper de politique et » particulier de politique locale. »

Ce n'est pos fini. Le 24 octobre suivant, M. Esturi rend public téléphoné de l'Arlésienne sudaméricaine. « Sans rouloir donner d'ordre ni de conseil, y dis : faites confiance à ces hommes et à ces fommes qui se sont rassemblés, aujourd'hui, autour de M. Estrosi et de l'équipe qui a refusé de continuer appeler au peuple. Pensez que les prêts à affronter les élections et. j'en suis certain, préts à les ragner. « Encore un potit effort d'artention. Le le février demier, c'est mour de Le Pen de diffuser la prose médecino-uruguayenne. « Puis-Inéligible voici devenu, écri-il chef de l'extrême droite, les Niçois, les Azuréens, les montagnards des Appes-draitimes, qui m ont toujours de le le les sais, continuent m'aimer, ont, « volant pour Jean-Marie Le Pen, « occasion de prouser, de façon éclatante, que le comploi socialiste contre moi « train d'échouer puisque je pèse encore de quelque polds dans la balance électo-

Pour parachever in tournis, la fille ainée de l'ex-maire, Mes Martine Catinchi-Médecin, qui in passé illi huit demières années illi Etats-Unis, avec un petit crochet par l'Uriguay avant de revenir illi France, il love il la treizième place de il liste du Front natio-

nal. «Je prends le pari que nous passe—
plus de la moitié de nos candidats», Il assuré M. Le Pen à l'impétrante. A cette captation d'héritage médeciniste. Il ajoute une man de déstabilisation de l'appareil RPR, en prenant, il sixième position, M. Pierre Gianotti, maire de Sospel, en voie d'exclusion du parti chiraquien. L'attitude de la «fille prodigue» provoque la «surprise» de M. Médecin: «Il doit hui manquer le lien entre les différents évènemets». Quant à la démarche du rallé de la dernière heure, elle s'explique par mise il l'écart de la liste d'union de l'opposition pour la France (UPF) conduite par M= Suzanne Sauvaigo. député (RPR) des Alpes-Moritimes et maire de Cagnes-sur-Mer.

Redistribution des cartes

Il ne faut pas oublier que Nice, ce n'est pu toutes les Alpes-Maritimes qui effes-mêmes sont toute le région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Même si M. Le Pen veut créer l'il-lusion contraire quand il prétend se trouver, ici, « uux avant-postes, en première ligne, à l'avant-garde des phénomènes qui se passent dans notre pays ». Le président du Front national se prouner de règler les deux seuls pro-

blèmes qui comptent vraiment # ses yeux : l'immigration et l'insécurité. Et peu importe si la région n'a aucune compétence particulière dans ces deux domaines. M. Le ma se trompe d'élection, font remarquer ses adversaires. Nice n'est pas la France. L'aura médeciniste est avant mu un pur mécanisme niçois qui atteint peu la rive droite W Var. Pour M= Sauvaigo, « cela dessert M. Le Pen d'avoir le soutien de M. Médecin» en de 🔳 cité du carnaval. Quant 📖 Niçois, « ils auraient la mémoire bien courte s'ils oubliaient tout ce que le tional, M. Jacques Peynat Front n tête, a fait contre celui qui man mon ami, à titre personnel ». Peu certaine l'anti-lepénisme de son ennemi juré, M. Estrosi, candidat en troisième position derrière M. Michel Mouillot, maire de Cannes, Me Daugreilh veut empêcher les électeurs médecinistes de s'abandonner Il l'extrémisme. Elle a choisi de se mettre en consé » du RPR pour constituer 22 dans le but de ratisser plus large. Sous la d'une erclusion. Il rebelle IIII promise, en privé, à un destin calqué un celui de Mª Michèle Barzach, si elle persiste dans son entreprise. Rien n'est sim-

A de sous-entendus, trois principaux protagonistes hors commun s'observent tentant de deviner de les coups qui tombent de les coups qui tombent de l'es coups qui tombent de l'es coups qui tombent de l'es coupe qui tombent de l'es contribution. Jamais, doute, la justice n'a été aussi étroitement liée une compétition électorale. Les enjeux, il est vrai, sont de taille. Audelà l'avenir personnel auquel chacun des trois hommes rêve, c'est le redistribution des politiques qui ne laisse d'intriguer.

MUVIIII BIFFAUD

La presse régionale à la loupe

CUÉRY régionale. Le journaliste qui, mu ouvrage de référence (1) a contribué li former la plupart IIII secrétaires 🚍 rédaction - France et en Navarre, est devenu l'un IIII meilleurs spécialistes 👫 🖺 « PQR». Il iii iiii notamment au quinza années passées à la tête 🕍 Centre de perfectionnement de journalistes, le CPJ, qu'il a an avec, Philippe Viannay (2). La réédition de son ouvrage Ma Presse régionale Milocale m première édition avait publiée m 1986) témoigne de IIIIII connaissance quasi affectueuse. Louis Guéry explique, à l'intention de tous qui s'intéressent 1 la presse, le traveil de journee localiers ». le fonctionnement de rédactions, de la distribution, de la oublicité, les granda groupes multidéparteet les petits les et quotidiens qui perdurent me plus près de la province...

L'auteur observe ma la la c'éroute » la presse quotidienne depuis il lustres, la PQR
soixante-six titres la PQR
nationaux « populaires », même
si la la diffusion, la la la diffusion, la la la diffusion, la la la diffusion du mal à « accrocher » la jeunes lecteurs la zones urbaines. Il

qualinotemment à fournir i tout un
une information « de
proximité » i nombreux
« services », en efficurant
seulement infaiblesses (on
almeralt par exemple
il la prochaine édition une
analyse plus
inquiétants l'ensemble,
inquiétants l'ensemble,
titres.

Louis Guéry a voulum garder des jugements in réaliser descriptifs. Il descriptifs. Il descriptifs and the celui-ci un outil descriptifs and plus descriptifs. grâce il sa mise en page,... comme un journel.

Y. A.

(1) Le secrétaries un petit Précis de missence à un petit Précis de misse en page (les Éditions du CFPJ, 33, la Louvre, 75002 Paris, tél. 45-0-8-71).

(1) Louis Guéry est en outre porteur de communication de la limbert-Beuve-Méry.

La l'une régionale par les Guéry Édiles du CFPJ, 126 pages,

BLOC-NOTES

AGENDA

Propres.

► Culture et libertès, 9-11, rue
Louin Dunin, 93170 Bagnolet. Tél.:
43-60-74-90.

■ Citraseoneté ■ inconstino

■ Citoyenneté ■ innovation - Les actions mises ■ place par ■ collectivités locales, en lesson ■ les associations.

proposent aujourd'hui aux citoyens de prendre en main leur destin avec des moyens qu'ils vont feire évoluer, selon leurs objectifs. Le conseil général du l'Rhône et l'association idéal Télématique organisent, jeudi flet vendredi 6 mars à Lyon, un colloque sur le thème de «La citoyenneté et l'innovetion sociale».

I déal Télématique, 108, avenue de Fontainebleau, 94276 Le Krem-

PUBLICATIONS

n Paris et la province. – Le Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP) a récemment publié un ouvrage intitulé : Paris-le-de-France-régions : vers le scénario de l'inacceptable. Plus qu'entre l'Ile-de-France et les autrès régions, c'est entre la France de l'Ouest et la France de l'Est que le déséquilibre s'accentue. Or, dans le perspective du grand marché unique européen, ce sont toutes les régions françaises sans exception qui doivent être mieux aménagées, mieux structurées et se développer au maximum.

> 192

O Annuaire des municipalités européennes. – L'Europe est aussi un enjau pour les villes. C'est à leur intention qu'un éditeur britannique a publié un annuaire des municipalités des douze pays membres de la Communauté. Dans les différentes langues utilisées, il fournit des détails ladresse, numéro de téléphone, noms des principaux responsables politiques et administratifs...] sur

de 50 000 habitants.

1 250 pages, 1 360 francs, European Directories Limited, 531-533 Kings Road, London, SW10. OTZ,

ca Petites villes. — L'Association des petites villes de France, qui s'est créée en janvier 1990, vient de publier son premier annuaire. Cet ouvrage donne la liste des 2 600 villes françaises qui comptent entre 3 000 et 20 000 habitants, et présente quelque 300 villes adhérentes (situation géographique, desserte, structures intercommunales, projets de développement local, L'association vient également d'éditer les actes de ses premières assises, qui se sont tenues à Chinon en septembre

▶ 150 et 50 francs. Association petite 5.7, rue Paul-Louis 7.1 Paris. Tél. : (16-1)

المكذا من الاصل

THÉATRE

C'est en janvier 1937, sur une de ses Cahiers, que Camus, pour la première fois, qu'il écrit une pièce l'empereur Caligula Montherlant, qui, par la lecture des Fontaines désir, incité Camus ouvrir Suétone, lequel donne du tyran Caligula, de sa démence et crimes. lequel donne du tyran Caligula, de sa démence et crimes, description sans demi-mesure. Mais quelque chose, en Caligula, séduit aussitôt Camus. Il écrit : «Si le pou-était donné, si vous aviez du cœur, si aimiez la vie, vous le déchaîner, monstre et cet anne que vous portez en cet ange que vous portez en

En temps, début 1937, Camus membre du communiste.

Aux amis qui s'en étonnent, il proportions gardées. le croyant s'embarrasse-t-il des contradictions des Évangiles des de l'Église?» Il note que supouvoir par « la plèbe, les provinciaux et les soldats », et dans la pièce le propos,

Revenous | 1937 : Camus | Indian | Caligula : « Notre époque meur d' values choses et d'être absurdes » Cet amalgame que indique ment, peut-ètre, la tone, du Parti, pauvreté Kabylie aussi | Alger, choses, au Camus choisir

Caligula pour protagoniste. A l'encarguin pour protagoniste. A l'encontre de Suétone, qui m fait un
portrait physique d'une hideur
repoussante, Carnus m présentera
un homme grand mince « mince ».

« une figure d'enfant ».

li semble illusoire de que Camus a voulu dire, incer-titude intentionnelle. Caligula titude intentionnelle. Caligula constitue, pour Camus, pratiques de l'un soucis plus attachants, les plus hauts :

L'une scènes incomparables on chef d'un complor cai vise l'assassiner. Pourquoi chais la?, hui demande Caligula. Cherea, lieu d'erager sinucsités d'un dialogue à Corneille, l'Shakespeare, répond : « Tu génant pour lous, l'entretien a l'entretien a

■ Quand je ne tue pas, je me sens seni»

Solitude, silence, sont aussi la pièce, de même que la contradiction. Camus tyran: Faire souffrir

Il a seule façon de se tromper: ...

Quand je pas, je seul » ... Ce qui renvoie ...

Cantiers: « Instants d'adorable silvant d'adorable ... silence. Les hommes se sont tus.»
Mais Caligula souffre co solt « tout entière retentis-bruits clameurs per-dues ». Caussin, l'auteur es l'un des plus beaux et, plus mécon-

CULTURE

livres du dix-septième siècle. la Cour sainte, et qui fut beaucoup indulgent pour Caligula que Camus, explique, quant à lui, dans langage particulier: = 1 remant ses pensées dans ceur les lier à langue, de peur que les pierres les buissons n'eussent des oreilles, »

Le cinéaste égyptien Youssel Cha-hine présente Caligula à la Comé-die-Française. Mise ■ scène à grand spectacle: nombreuse figuration, danses, acrobaties, musiques. Haut décor (de Françoise Darne) imbriquant des de temples antiques des de min et d'acier.

Jean-Yves Dubois joue Caligula.
L'art singulier de acreur est, pour
pièce plus que pour
d'autres, bienfaisant. Jean-Yves l'art de prendre les paroles par la toucher délié, subtil, poreux : comme s'il descellait le ciment du discours, instillant de l'air frais, de lumière, min les pierres. Le résultat que ce que donne à entendre Jean-Yves Dubois nous proche, clair, sincère, et d'une vie proche, clair, sincère, et d'une vie proche, clair, sincère, et d'une vie qui demande à être rattrapée de justesse, écoutée de tout cœur. Si bien que ce Caligula de Camps a avec doutes, inquiétudes, déraillements, fictions, misères

Excellente présence de Martine Chevalier (la «courtisane» de l'empereur), de Lilah Dadi (Scipion, qui va succèder Il Caligula), et de Yves Gase, Jean-François Rémi, Michel Favory, Nicolas Silberg, Loïc Bralles (les patriciens). L'une des pro-

vocations niaises de Caligula est de s'adresser au plus âgé des sénateurs comme s'il était une femme : - Ma cherie ., « ma jolie ». C'est donc une idée stupide, de la part de Youssel Chahine, de « casser le coup.» faisant jouer ce vieil homme par semme, mais puisque cette bévue nous permet de revoir Catherine

Samie, c'est mieux,

Et comme l'une des composantes de la pièce | l'insuffisance de réaction, de refus, de la part des temoins, en d'abus d'autorité, il n'est pas question que nous laissions passer ici, me regimber, le fait que Youssef Chahine nous impose, ce qui n'était pas indispensable, le spectacle de Martine Chevalier s'installant entre les genoux écartés de Caligula, et lui prodiguant u que l'on appelle « fellation », après quoi l'empereur se releve en reboutonnant et rajustant son falzar. Pratique immémoriale, mais plutôr d'intimité. Pratique constamment diffusée, a présent, par des chaînes de télévision, mais personne n'est obligé de rester en contemplation, il y a N zapping pour passer il autre chose. Rien nu prouve que Camus, autres, cut eté heureux, au contraire, quoi qu'il écrive, dans 🚃 Cahiers: "L'obscenite, conune une

MICHEL COURNOT ► Comédie-Française, en alternance, Tél.: 40-15-00-15.

Tom Novembre un grand dégingandé

AU BOUT DU MONDE Théátre Grévin

dégingandée, visage osseux, sourire émerveillé, Tom Novembre ressemble I un Louis Jouvet adolescent. III jeunesse sa voix M basse, amplifiée par un micro-cravate besoin pour m faire entendre, dans m décor hyper-kitsch du Théâtre Grévin qui n'ast progrand. d'hui ne m font mu confiance. Sans sono, dirait-on, ils exister.

il y a seulement in chanla fin du spectacle travailleurs du matin Le une du temps, Tom Novembre interprete quelques personnades dui ma croisent man mal d'un hôtel M province, où un planiste – Jerry Lipkins – IIII improvise. D'abord fringants, par-lant ferme leur vocabulaire, leur jargon socio-professionnel les textes WW Mi CharlÉlie Couture - progressivement 👪 📺 défont, accablés, dévertébrés, réduits | quelques -----répétés, empêtrés.

Ces gens qui passent, Tom Novembre les sobre finesse, mimiques épous-touflante, mimiques exagéréss. A peine s'il modifie 📖 facon III marcher, require un

peu la tête dans les épaules, s'appuyant un peu plus lourdesur le comptoir, plus longtemps dans fauteuil. Ainsi font le touriste malade, 🗎 grand parano, 🗎 conducteur de bus... Le meilleur personnage, forcément - Tom Novembre Couture connaissent par cœur - == = errebev 📰 🗷 publique show-bize, bouffeur 🔳 cacahuètes, homosexuel frustré débordé, épuisé, geignard : 📖 bonheur.

Le seul ennui est 🗎 🚃 tion du spectacle - mis 📺 scène par Pierre-Loup Rajot sketches. A force de voir pendant deux heures revenir les mêmes personnages, 📰 les entendre plonger man obsessions, on lasse. On s'atsendrait plutôt | ce qu'ils appacomme un souvenir en flash, annoncent chose on n'est jamais décu comédien Tom Novembre, se sa présence, 📰 subtilité, 📰 sensiblilté. Il faudra qu'un jour il oublie micro-cravate sur 📭 pfanches comme il l'a lu cinéma.

COLETTE GODARD Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmarte (9·), mardi au mardi au 30. Tél.: 42-46-84-47,

LETTRES

La presse regionale

a la loupe

La mort du dessinateur et écrivain Samivel

Le chantre des sites vierges

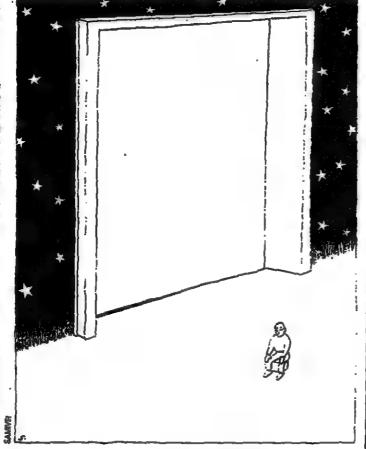
Paul Gayet, conquisitis le nom 🏜 Samivel, écrivain et dessinateur, est mort, mardi 18 février, d'un malaise cardiaque, I son domicile de Grenoble. Il était is de quatre-vingtquatre ans.

Un petit qui regarde
une nue, d'un phisme pur... Un au
d'une aiguille que jamais
venu souiler : la face in plus connue de Samivel, des pics et in sommets, de les vierge, la la inviolée, pour sur des il Milità activement cour la fonda tion in pare national is la Vanoise dont il realisa l'affiche symbole. pourfendeur des pollueurs de tous ordres, y compris des skimms qui se font déposer en altitude par des héli-

On me saurait pourtant garder image d'un bumour conviction. Paul Gayet était à Paris le 11 juillet 1107, dans le seizième arrondissement. père in officier. Man dès le lycée, c'est à Chambery que l'on manuel chez | ch no première expédition française un sieurs films documentaires sur ses

Explorateur M humoriste

deux men qui vont rarement ensemble et que Samivel a fait cohabiter sa vie durant. Son premier livre, graphique et humoristique, Sous l'ail des choucas, a paru en 1937. Mais, 1881 1931 il 18 était fait remarquer dessins humoris-tiques l'encre de Chine, dans la même veine que les dessins et aquanages I l'instinct grégaire et aux attitudes ridicules, comme ces «chenilles processionnaires» faites de skieurs. La mandolise très dureté » écrivait la Tournier rendant hommage la Samivel la Monde en 1985 (1). «Si la monn'est pas l'enfer que lent qui n'avalent lu Rousseau. ce n'est pas pour autant le paradis. Ou alors, c'est un paradis sans ten-dresse, sans douceur. Samivel illustre ces thèmes avec une verve seroce. Le repoussoir de ce paysage pur et dur, c'est évidemment de character de pistes damées, ses remontées mécaniques de boîtes de Perdu grandiose



■ La porte » (extrait de ■ la Deme du puits »).

splendeur alpine, rus l'homme m petit, lud stupide m sale!»

S'il avait la dent dure, Samivel pré l'ironic à l'invective et à la Williation. Il aimait à se définir lui-même eille de l'un de la livres 1976) et parcouru, à la recherche de « uniques M de sensations bouleverpeut-être paradis perdu pourrait symboliser la tagne», l'Islande, Grèce, l'Egypte. Il voulait aussi «fabuliste». Il avait in les récits, des nouvelles, que Giono - Desire des nouvelles, et même un gros ____ cinq Fin d'Edenberg (Albin Michel 1967), dont on avait parlé pour le Gossourt. « Par expressions lyri-épique et par ses digressions lyri-ques, il s'élève parfois à l' de vérité qu'est poésies, tait Pierre-Heuri dans du Monde. la poésie, Samivel m avait

de lui un poète mais témoignent de humour, de ma du «croquis», trait. En 1991 a paru la Dame puits -soixante fables modernes pour lec-

un définitivement adultes (2), un recueil le de quelques dessins, reprenant in introuvables et y adjoignant in nouvelles pieces. On pourrait quitter cet homme sur sa pipe m poupe v. premier d'un poème dròlatique de m dernier recueil. Mais il m fant pas oublier d'aller 🖹 retrouver 🖿 le découvrir allbums, plus insolites aux plus classiques, comme ses illustrations de Goupil des Malheurs d'Ysengrin, tirés du Roman de Renart. Tartarin mr les Alpes, d'Alphonse

(1) Le Monde 1 12 décembre 1985.

Tournier commentait l'Œil émerreillé ou comme spectacle qui
reparainait chez Albin Michel Samirel
des climes le premier des albums rétrospectifs (éditions Viendrom
ensuite Samirel rèves, Monasières de
montagne, Montagnes Paradis, la Dame
du jour.

(2) L'Age d'homme 1991. (3) [99], (68

CINÉMA **Petits Bretons**

LES ENFANTS

forme de desespoir ».

DU NAUFRAGEUR de Jérôme Foulon

Une petite île bretonne où ma le monde se connaît. Un bedeau légèrement frappe – Michel Dussarat, – un curé bienveillant, un mystérieux vieillard à béquilles – Jean Marais, – un postier albinos, un livreur alcooli-que – Jacques Dufilho, – un institu-trice compréhensive – Brigitte Fossey. - une bande il gamins à qui une vieille dame mont des histoires du Jérôme Fou-lon, les Enfants du naufrageur. Un soir le tempète, un bateau s'èchque dame raconte une fois de plus ses histoires. El puis voilà qu'on morte, est tombée dans les escaliers, mais les enfants ne pas à l'accident. La preuve, la boite 🖮 🕮 rangeait son argent a disparu,

De fausses pistes wraies découvertes, il gosses lèvent bien des lièvres, et le film aligne des portraits, stéréotypes vifs, bien par sonte de Pagnol breton. Mais le reste ne suit pas. Jérôme Foulon a manifestement pensé à l'Assassinat du Père Noël, seulement il min min coup que l'intrigue s'en m dans tous les sens sans avancer, les épisodes s'enchainent men trouver le joint pour amener un semblant de crédibi-ité. Dommage, les enfants sont épa-tants, en particulier un petit blond trapu et futé Il qui on ne la fait pas et qui mène m bande comme un chef. Une nature. C. G.

EN BREF

🗆 La reconversion du 🚃 des Récollets. - Le ministère de l'équipement, du logement 🔳 🛅 transports indique dans un communiqué que le couvent des Récollets, à Paris dans le dixième arrondissement, longtemps squatté par des artistes avant la destruction de m charpente par un incendie, « sera cédé par bail à construction à un organisme HLM en rue de 🔳 réhabilitation et de la réalisation de logements sociaux 🛮 d'até liers d'artistes. La chapelle occueillers un éaurement culturel».

□ Le box Onéras de Paris - 11 413 pour Bastille = 297 877 pour le Palais Garnier: 626 290 spectateurs ont assisté me représentarions des Opéras de Paris = 1991. Le taux de fréquentation s'élève à 97 % pour les spectacles lyriques et; 85 % pour les Recette totale. de billetterie: 133,6 millions de francs.

B RECTIFICATIF. - Le numéro de réservation par téléphone pour l'exposition Toulouse-Lautrec au Grand Palais, que que l'avons indiqué dans nos éditions du 22 février, est erronné. Voici le bon numéro d'appel : 48-04-38-86.

CARNET DU Monde

Miretle Chalvon-Demorsay. M= Georges Chalvun-Demersay, M= L.N. Latour, Jean-Michel ■ Florence Bourillon,

Loic et Sabine Guinard, Olivier et Sylvic Chalvon-Demersay. Arnaud et Corinne Chalvon-Jemersay et leurs enfants.

Vincent Chalvon-Demersay, Guy et Eric Chalvon-Demersay, Le docteur et Ma Bourgeois, Les familles Bidault, Bourgeois, unt la douleur de faire part du décès de

Roger CHALVON-DEMERSAY, ancien directeur général d'Alsthom, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 20 février 1992. Il l'âge desuivante-cind aus. La cérentonie religieuse sera célébrée

le 24 février en l'église Saint-Honoré d'Eylau. à 10 h 30, suivie de l'inhumation à Coubert (Scine-et-Marne) a

- Mª Pierre Escande, son épouse. Catherine et Jean Tincelin,

Ghislaine et Christian Neupont, Marie-Cécile et Jean-Roger Varmol, Philippe et Annie Escande, Sylvic Escande. ses enfants, Raphaël, Adrien, Christophe, Benja-

min. Sarah. Julien. Clémentine. Camille. Simon et Myléne. ses petits-enfants.
M. et M= Michel Escande et leurs enfants et petits-enfants

Le comte a la comtesse Bruno de Bremond d'Ars et leurs enfants et petits-enfants, Ses frère, beau-frère, belles-sœurs ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre ESCANDE. conseiller doyen honoraire à la Cour de cassation,

officier de la Legion d'honneur commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu le 20 février 1992, à l'âge de sorvante-quatorie mm munt des sacre-ments de l'Eghie. Une messe sera célébrée le 24 février, à 8 h 30, en l'église Notre-

Les obseques auront lieu le 25 février, à 10 heures, en la cathédrale de Sarlat (Dordogne) in seront suivies

S. I Kempsat,

- Nimes, Saint-Quentin

M= Jean Fabre.
M. et M= Jean-François Fabre et leur tils Benjamin. Parents et allies. not 🖫 douleur de faire part du décès de

M. FABRE

🛮 🖺 Nimes, le 20 février 1742. 🛎 l'age de soixante-trois ans.

Les obséques religieuses autora lienle mardi 35 février, a 10 ll 30, en l'église de Jonquières-Saint-Viacent - Le professeur Hubert FLAVIGNY,

aé le 🛮 novembre 1917, nous 🗷 quittés

En font part avec tristesse m femme, Marie-Thérèse Flavigny, ses enfants et petits-enfants, ma filleuls, sa famille m

La cérémonie religieuse sera célébrée à 11 heures, le mardi 25 février, m l'église Nutre-Dame-de-l'Espérance, 13, rue Paul-Bert, a Ivry (Val-de-

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Rica ne se termine par la mort, car tout s'inscrit pour toujours, tout s'évalue ailleurs, quelque part au-dessus de nous, dans cette partie indissociable de l'ordre snystérieux du cosmos, de la nature et de la vie, que les croyants appellent Dien. Vaclay Havel,

 Les Equipes d'amitié, le conseil d'administration et l'ensemble des associations federees la douleur de faire part du décès du

professeur Hubert FLAVIGNY.

turvenu le 21 tëvrier 1993.

La cerémonie religieuse aura fieu le mardi 25 février, à 11 heures, un l'egise Notre-Dame-de-l'Espérance, ruc Paul-Bert, fi l'vry (Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part

Les Equipes d'amitié.

- Notes avons le regret d'annoncer 🚛

Viadimir FUATILE

L'enterrement men fieu le fundi 24 février. Il 15 h 30, au cimetière de

De simples fleurs, pas de married Apres = cérémonie, un registre sera

ouvert pour max qui souhaitent éerire

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 32 Jésrier.)

- SAMIVEL

s'est éteint le 18 février 1992. Il repose en pass dans la blancheur

CARNET DU MONDE Reuseignements: 40-65-29-94

ATTENTION, GA GLISSE

Convenances

Les ballerines sur glace m doivent pas ressembler à des danseuses de lambada. Le règlement de l'Union internationale de patinage (UIP) est très clair. L'article 304, paragraphe 2, dispose en effet : « Le costume peut refléter le caractère de la musique choisie, mais il ne doit pas être de nature théatrale. Pour les dames, une petite jupe est obligatoire et la culotte doit couvrir les hanches et le posterieur. » Une compétition de patinage artistique n'est pas un spectacle de cabaret.

Le respect des convenances est important dans un sport où la performance n'est pas mesurable, mais appréciée par des juges. Jusqu'où est-il possible d'aller trop loin? Katarina Witt, qui concourait alors pour la République démocratique allemande, était parvenue à repousser les limites de la bienséance. Elle avait découvert sa gorge, elle avait retroussé ses jupes. Elle avait dégagé un subtil parfum de scandale. Ses détracteurs les plus aimables avaient dit qu'elle faisait du racolage. Cela I avait pas empêchée de devenir championne olympique 🔳 1984 et de conserver ce titre

Après elle, la séduction allait devenir aussi importante que la technique. Un a cherché à sauter plus haut, à tournoyer plus vite. On a aussi échancré, appuyé, souligné le costume, il s'agissait de célébrer le corps de l'athlète m même temps que m talent. Il est arrivé qu'on 🖿 fasse trop, que le costume 🖿 soit plus seyant, mais provocant. Spectacle fugace! Une juge anglaise. Ann Geril, s'en est offusquée, profitant de l'occasion olympique pour m rappel au

A-t-elle eté entendue? Les concurrentes qui ont disputé, vendredi 21 février, les figures libres portaient des tenues qui étaient, mieux, kitsch. Rien de très affriolant sur la glace d'Albertville. Finalement, il n'y eut à retenir de ce show que l'incupacité des meilleures à tenir quatre minutes d'affilée w leurs patins. Les six premières après le programme court sont tombées moins fois. S'il y a scandale sur la glace des Jeux, il

Naguère, les patineuses n'étaient pas habillées par des couturiers wogue. Elles we levaient tôt, et emmitouflées chaudement elles dessinaient, inlassablement, des arabesques sur la glace. On a estimé que ces figures imposées n'étaient pas spectaculaires. Elles ont été supprimées du programme des competitions. Le speciacle, disait-on pour justifier la mesure, devait y gagner m qualité, les spectateurs devaient s'y retrouver m émotions. Ces objectifs ont-ils eté atteints? Le titre olympique 1992 a été décerné à l'issue d'un défilé de mode ringard. 🔳 cours duquel les mannequins n'ont cessé de w tordre les chevilles. Pauvre patinage! Jusqu'où im la supercherie?

Un entretien avec le président du Comité olympique norvégien

« Nos succès étaient prévisibles », nous déclare M. Arne Myhrevold

Avec sept médailles d'or, cinq d'argent et quatre 📠 bronze, 🛍 sélection norvégienne la la grande révélation 🛌 jeux. Ses se sont surtout distingués en ski 💵 en patinage de vitesse. Dans un entretien accordé au Monde, le président du Comité olympique norvégien, M. Arne Myhravold, estime que ces résulwww. wati dus il l'importance inte moyens financiers mis un œuvre depuis quatre ans et à une approche de plus en plus profes-Les prochains Jeux d'hiver, un 1994, auront Will Lillehammer,

e Avez-vous is surpris par les performances de vos is surpris ?

- Nos succès étaient prévisibles, Avant les jeux, nous savions que nous disposions d'une bonne équipe. Jamais une sélection norvégienne n'avait été aussi I- préparée. En fait, nerre réussite est l'aboutissement d'un programme lancé en 1984 par le Comité national olympique sur l'ensemble du sport d'élite. Cette année-là, après les Jeux de Los Angeles et de Sara-jevo, nous avons changé notre approche du min niveau pour évolucr was un comportement plus

- Pourquoi n'avez-vous

Effectivement, pour i première fois dans l'histoire de inime nous sommes rentrés en Nor-

rège un le moindre titre! 🖦 je n'étais pessimiste pour Au-delà des médailles d'or, les résultats n'étaient catastrophiques. Nous sentions qu'il pouvait se que que que chose, qu'il suffi-sait d'être patient. Nous ser la donc intensifié nos efforts sur la

- Dans quelle mesure votre approche du sport d'élite a-t-elle

- Jadis, les dirigeants considé raient égaux, qu'il ne fallait privilé-gier les un ou autres. Nous adopté stratégie inverse en dégageant délite en pour qu'elle obtienne des résultats. En ski ou patinage de vitesse, nous avons enrôlé les meilleurs techniciens autrichiens ou yougoslaves. Nos Jeux. Avant Calgary, on n'était le cas. On pensait davantage and championnats internationaux aux coupes du monde.

- C'est une approche prati-quement professionnelle...

- Tout I fait. Le succès passait par ce changement. Nous sommes dotés d'importants moyens financiers. Afin de prépa-rer Albertville, nous avenu bénéficié du soutien d'une douzaine de partenaires muses au sein d'un programme «Olympia Top».
L'Etat gegalement aidé.
Enfin, il vente d'orits d'utilisation du sigle olympique comité d'organisation de Jeux de Lillehammer nous permis gagner la l'argent. Les différentes fédérations um reçu pius d'argent qu'elles n'en avaient jamais 📰 auparavant. La Buntler de la s'est mande l dispose that de to moyens.

- Ce «professionnalisme» 🚃 va-t-il par à l'annum de la tra-sportive fine van pays?

- Je ne E men me L'argent est peut-être important, il demeure secondaire. Nous préserver la tradition, c'est-à-d'âge In membres du innin m comité olympique n'excède quarante ans, un cas unique mu monde! Quant mu athlètes, ils m jaloux les uns des autres.

Les skieurs

les patineurs

avons favorisé le échanges

sports limited de passerelles eure in équipes. Avant le les alpins. Il a appris énormément en matière de préparation physique, de gymnastique.

- Seelflittett I um efforts, en place de nou-

- Les athlètes talentueux émergent tout seuls. Il n'est pas nécessaire d'aller les chercher trop tôt. Sur ce point, nous sommes ges par la petite taille de notre pays. Contrairement de la reçues, j'estime qu'un pays très peuplé n'est pas avantagé. En Nor-vège, on repère plus de l'on athlètes de qualité d'on mieux s'occuper d'eux. en la alpin (2), inimaginables il y une dizaine d'années, devraient attirer II was pratiquants

- Le full mus les prochains Jeux d'hiver sent les à Lite hammer a-t-il eu une influence

- C'est incontestable. Ils out envie de briller & Lillehammer. Ih wal si pressés que leh rom resemble en France, Risquentlle d'am victimes un modern à l'euphorie? Je na le crois pas. ailons continuer I travailler. Car, an-delà dei exploits, mai man connu des échecs : les sauteurs ont in leurs jeux, in mini que les Quant aux hockeyeurs, Ill ne sont pas tout à fait un point. A domicile, nous présentero entile many plus forte.

> Propos needs PHILIPPE BROUSSARD

(1) Depuis le mois de septembre 1991, « fondeurs » norvégiens ont suivi plus de onze semaines — en Italie, à des — supérieures 2 2 000 mètres. Ils sont entourés en permamence d'entraîneurs, de préparateurs de matériels, de physiothérapeutes

(2) skieurs norvégiens out d'or (Kjetil-André on Super G masculin) et deux de bronze
(Jan-Einer en Super G et Kjetil-André en géant
masculin). Sur les moyens financiers
disposent les skieurs, lire l'article
d'Alain Giraudo dans le Monde du

BOBSLEIGH : l'épreuve à quatre

Fête mexicaine

LA PLAGNE

de notre envoyé spécial

Etonnants athlètes mexicains. Alors are certaines nations engran-gent des médailles, ils ont collectionné les dernières places. En patinage artistique leur seule concurrente a clos la liste des enga-gées. En ski alpin leur unique représentante n'a pur fait mieux. Quant dequipes de bob II deux et II quatre, elles n'ont put réussi à quitter la fin du classement.

Et pourtant les bobeurs mexicains étaient venus en nombre à nu Jeux. Onze solides gaillards, bien décidés à en découdre mess l'impressionnant ruban de glace de la Plagne. Pour eux, ce sport est d'abord une affaire de famille. Ils sont quatre frères à suivre la même trajectoire, celle qui les conduit, le plus souvent possible, du restaurant, qu'ils exploitent ensemble à Dallas (Etats-Unis), à la piste réfrigérée de Calgary (Canada), où ils s'entrainent.

L'un des membres du clan » parlicipe, pour la première fois, Il des Jeux en 1984, Il Sarajevo. Depuis lors, tous ne révent qu'à mind dis-cipline qui aignise leur passion pour

la vitesse. « Nous avons fait d'énormes sacrifices personnels pour pouvoir présenter à cette olympiade une équipe de bob à quatre », confie Adrian Tames, heureux de pouvoir montrer aux quinze membres de sa famille, qui l'accompagnent, ses per-

Mais mur nouvelle expérience ne sera concluante que celle Jeux précédents. Le pilotage des quatre frères m trop imprécis et cur machine n'est perforpour leur permettre in s'éle-ver in profondeurs du classement.

Lours adversaires s'amusent il !voir m balader dans les virages. Mais ils s'étonnent aussi de leur manque d'assiduité aux entraînements. « Ils un pour faire la sete, et, accessoirement, du bob. C'est probablement sympathique pour le public, mais pas pour le sport », confie un pilote suisse. Il déplore les dégâts occasionnés il la piste après chacun 🔳 leurs et pretend avoir du mal à reconnaître dans l'attitude de ces amateurs « les valeurs de l'olym-

Valmorel vainqueur par défaut

VALMOREL

de num envoyé spécial

Au cœur in la mille de la Tarentaise, la mullin in Valmorei vit en dehors des Jeux. Ici, on ne cum pas, m n'avale aucune descente, on ne glisse pour le des records. On montant de Massa pentes me de poudreuse, 🔳 l'on engrange, loin des événements sportifs, 🔙 rayons du

Valmorei mi hors Jeux. Pourtant, son in figure taines olympiques. Elle effet. pour un millier = membres | la s famille olympique » qui en compte plus. parce qu'ils aiment retrouver, après 📕 🔚 sportive, 🗎 🖃 villageois 🕍 📰 station construite il y ∎ une quinzaine d'années ■ 1 +00 ■ d'alti-

ici 🚥 a tirá, très tôt, i 🗰 conséquences de l'échec l'architecture. Valmorel, 🖥 belle, a banni de son per les barres. Les immeubles, qui = dépassent jamais trois étages, un pris l'aspect de chalets. In the little little pierre 🔳 🖍 bois 💵 recouauzes qui proviennent carrières italiennes i autre WW M frontière.

Voitures interdites

Ce anya a ma targement inspiré les Marie du village. mi poétisé l'espace qui leur a M confié. Ainsi, l'unique rue du Bourg-Morel, centre 🔳 🗷 station, parsemée la fresques 💶 tapissée 📠 couleurs vivus La chaude se toute proche Italie a investi ce lieu, que l'austère et rude architecture savoyarde a inspiré la réalisation, juste au-dessus, hameaux 🕨 Planchamp, Teppes III Crève-Cœur,

Les voitures sont interdites de séjour uni site. Elles dissimulées difficultées immeubles, III I'on appartement en cheminant le

long de petits and ou en s'enfonçant dans profiles

« Will a wall Savoie, certes reconstituée, mais si attechante », constate un résident olympique qui a quitté au new-yorkais de la Se pour Valmorel pendant 🔚 Jeux. La journée, il braque m la alignements d'immeubles 📥 🖫 💵 tion im Tignes, cadre des épreuves 🔤 📥 artistique, 🕍 🗎 medele de la nuit, je regagne ma banlieue, ce petit village neiges », explique un apprenti

Télévisions étrangères

Valmorel ne regrette pas cette position en dehors Jeux. € Certes, nous mumu une petite déception, 🗪 🗎 plan affectif, 🕒 ne 🖊 figurer 🗀 is sportifa, reconnaît mm directeur, L. Jean-Marie Carle. Lorsque Jean-Claude Killy
Michel Mancèrent leur projet olympique, 📰 1981, 📰 trop petite pour concourir. «Si l'on regarde aujourd'hui 🜃 problèmes que rencontrent | - | - | - | - | - | - | olympiques qui mil supporté. partie, le coût investisents sportifs III qui devront, vite, charges de leur gestion, alors was pouvons in minim is a pas avoir dans la dispo-JOs, souligne un commercant 🍱 🕍 commune 🍱 Avanchers-Velmorel.

dernière a, ... IIII pour tout, à travers tourisme, dépensé the two france pour participer 🎍 🕒 🍱 Jeux. Elle 🛮 installé un écran géant pour la retransmission des épreuves et 📥 a t le village de drapeaux et

En hébergeant Ma d'un millier 🔳 journalistes, dont les représentants les principales de télévision étrangères présentes Albertville, Valmorel a gagné a Jeux », par

CLAUDE FRANCILLON

GLISSES

La danse des balais

PRALOGNAN

inotre envoyé spécial

Noble objet que la balai i Qu'il soit écossais (« frotteur », à crin touffu) IIII canadien (« fouetteur », en paille i riz gainée), il reste la plus conquête adeptes du curling. Un sport étrange, qui oblige ses champions à frotter glace, d'un geste énergique, afin de mieux faire glisser pierre en granit and d'une vingtaine 👫 kilos jusqu'à la maisons, une cible 3,66 mètres de diamètre. Le but du jeu was simple : placer les pierres la plus près possible du centre de 🖥 📠 (le « bouton », 📰 🔟 centimètres 🝱 diamètre) pour marquer maximum de points.

Inscrit III programme IIII IIII comme and démonstration. le curling vient rappeler qu'audelà d'une simple danse = il affaire uradition ut de précision. En fait, nul me sait trop qui la eu l'idée d'inventer ce sport, qui me compte que France, mais plusiours centaines de milliers au Canada 🗤 pays scandinaves.

Les Ecossais mi revendiquent la patemité, um pierre retrouvée près il la ville de Stirling porte l'inscription « 1511 », mais III sont contestés par les Néerlan-Ceux-ci qu'un jeu similaire existait déjà un Flandre au quinzième siècle. Selon **mu.** il aurait IIII « exporté » en Ecosse par des Flamands exilés au Royaume-Uni.

was ces querelles d'histonens n'empêchent pas tous W « curleurs » 🌁 respecter des règles Chaque équipe prend quatre joueurs. Les deux camps lancent leurs pierres tour de rôle (tous les joueurs appelés I lancer deux fois, mais aussi II frotter), selon un principe qui se rapproche 💷 🐸 pétanque : les pierres déjà en place peuvent IIII « tirées » ; une

équipe peut décider 📺 placer 193 licenciés m dix-sept clubs des pierres devant la cible afin de gêner l'adversaire. L'équipe qui marque le ·plus marque points gagne le jeu. Une partie comprend dix jeux m peut durer jusqu'à trois heures sur une piste longue de 44,50 militar et large 4,75 mètres.

Le geste du lanceur rappelle celui du joueur 📠 bowling. Après quelques pas d'élan, il se laisse ofisser sur son pied d'appui et m retrouve presque allongé 🔤 la glace, le bras tendu. Juste avant 🎟 💵 🛮 🛦 pierre, équipée d'une poignée, il lui impulse un mouvement tour-la réussite 🖦 lancer.

En effet, comme la pierre ne suit pas une trajectoire rectiligne qu'elle tourne sur elle-même, IM deux joueurs équipés 🖮 balais peuvent orienter m course en chauffant la glace.

SKI DE FOND 30 ion dames

Les résultats

1. S. Belmondo fita.), 1 h 22 min 30 s: 2. L. Egorova (CEI), 1 h 22 min 52 m; 3. E. Villa (CEI), 1 h 1 min 13 m; 4. E. (Nor.), 1 h 26 min 25 s; 5. L. Lasutina (CEI), 1 h III min 31 s.

PATINAGE ARTISTIQUE

. . K. Yamaguchi (E-U); 2. M in (Jap.); 3. M. Kerrigan (E-U); 4. T. Harding (E-U); 5. S. Bonaly (Fra.); (...) 12. L. Hubert (Fra.);

HOCKEY SUR GLACE

CEI b. Etats-Unis.

Canada h. Tchécoslovaquie

A la télévision

Simon III Street (21 h. Eurosport) Hockey me glace, match pour la troisième 🔳 📕 quatrième place.

Dimanche 23 Males (13 M 46-17 M 15, FR3) Hockey see glace, finale CEI-Ca-

(18 1 50-19 N M, TF 1) Cérémonie

Ph. III.

Great - - -

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

the part of the last of the la

منتج براني

Sec. 1.4

make to the

* Janes C

ar over fire

s · --

-. ويو

Agran washing

1 11 mg

ALBERTVILLE 92

Les vertus de l'entraînement en altitude

L'Italienne Belmondo, trente-trois a obtenu i première place de l'épreuve de 30 km dames, vendredi 21 février. La Piémontaise ■ devancé III reine du fond mondial Lyubov Egorova (CEI), titulaire l'épreuve de trois médailles d'or M d'une l'argent, NI l'abonnée aux médailles de bronze, sa compatriote Elena Valbe. Samedi Il février, le 50 km hommes devait être la demière épreuve du ski de fond. Les compétitions qui avalent lieu sur le plateau 📥 - 1 600 mètres - ont contraint les fondeurs, peu habitués a concourir a une telle altitude, à s'entraîner au-dessus de 2000 mètres,

ALBERTVILLE

envoyé spécial

Pour être dans une forme olympique, plu-skieurs de l'équipe de France de ski de fond, dont isabelle Mancini et Philippe San-chez, n'ont pas hésité dormir pendant plu-sieurs jours à 3 mêtres d'altitude, la pointe de la Grande-Casse (3 mêtres). Le jour, ils redescendaient pour s'entraîner 500 me plus has sur le placier de la Grande-500 plus bas, sur le glacier de la Grande-Motte. Leurs coéquipiers préféraient effectuer un trajet inverse : ils un hôtel de la station de Tignes (altitude 1000 mètres), puis levalent if le main pour rejoindre leurs

Les Français ne furent pur seuls la utiliser cette méthode d'entraînement, que certains médecins n'hésitent pur l'qualifier le « dopage naturel ». Ainsi, he fondeurs norvégiens, qui ont collectionné le médailles, ont séjourné pendant cinq semaines à plus le le mètres.

était indispensable pour une dernière fois les réactions d'athlètes habitués, dans les nord de l'Europe, à courir sur plateaux supérieurs à mêtres et pour préparer aux efforts que devraient fournir Saisies (1 600 mètres).

« Nous aussi, aurions aimé pouvoir orga-niser des entraînements ski des mets », explique Eric Lazzaroni, entraîneur franmeis v, explique Eric Lazzaroni, entraîneur frandu combiné nordique. Mais au-delà de l 800 mètres l n'y de tremplin de l'équipe de rester trois semaines vder. » Il donc emmené petite troupe Saint-Moritz, puisque tion dispose d'un tremplin qui culmine de l'equipe de culmine de l'equipe de rester trois semaines vder. » Il donc emmené petite troupe Saint-Moritz, puisque l'equipe de l'equipe de culmine de l'equipe de l'equip

> La bonne pour redescendre

Les sportifs, leurs entraîneurs, mais médecins l'effet « globalement posi-tif » séjours élevés. Plusieurs semaines en altitude accroissent l'endurance au athlètes. Ceux-ci récupèrent plus rapidement après un effort soutenu. Ils améliorent la performances aussitôt après leur redescente. MILL l'effet prolongerait deux www trois semaines. Bref, les sportifs auraient tout waganer prendre ainsi 👛 l'altitude.

les effets positifs — séjours prolongés — séjours l'oxygène jusqu'aux muscles, — été— favorable, — les inconvénients l'emportent souvent. Au-dessus de Jul mètres, l'intensité de l'entrainement — besucoup moins l'intensité de l'entraînement au beaucoup moins élevée. La coordination des mouvements, si importante pour les fondeurs, n'est parfaite qu'à 500 au 1 000 mètres. Enfin,

tains athlètes ne supportent en de vivre à ces altitudes | leur préparation peut alors être contrariée.

La gestion de ma séjours d'altitude ma égaletrès complexe il mettre en œuvre, « Lu redescente des personnes doit être programmée lenant compte, très précisément, de la date des épreuves », explique le docteur François Matter, médecin des équipes de France. Pour une une unique, le fondeur doit quitter son «bivouac» six jours avant l'épreuve. Sur la ligne de départ, Il aura alors atteint le maximum de sa l'imphysique, - Mais attention, ce peut être la roulette man l'uit jours après la redescente intervient période de baisse de forme », précise le docteur Matter. L'athlète retrouvera toutes capacités quarante-huit ou soixante-douze heures après cet épisode les acquis gagnés alti-tude pendant une période relativement longue, estimée, selon les individus. Il deux ou trois semaines. Le problème u complique lorsque les participent | plusieurs épreuves.

De nombreuses nations préparent leurs athlètes un utilisant des camps d'entrainement situés m altitude. Les fondeurs ne sont pas, bien entendu, les seuls sportifs à hisser ainsi La cycliste Jeannie Longo, qui a un en 1989 à Mexico - 2 un mètres - le record du monde de l'heure, rappelait, lors d'un congrès de médecine a sport qui s'est Chamonix a veille de l'ouverture de JO d'Albertville, les conditions a réalisation son exploit. Elle s'était entraînée plusieurs semaines Mexique, entre 2 500 mètres m mètres d'altitude. La championne francaise no donna un coups un pédale victorieux que six jours après un redescente des montagnes. Pour elle également. « tous les grands rendez-vous sportifs seront, à l'avenir, préparés » alti-

CLAUDE FRANCILLON

de Kerrigan mit I m ramollis comme un chewing-gum. La patirestait statique au milieu de 📓 patinoire. De temps en temps, elle esquissait un semblant de saut, un entrechat 🚃 au plus, 🗷 elle trouva de même le moyen de tomber... La victoire un pouvait revenir qu'à

ce camo des créatrices d'émotion. Elle 🚃 le bon goût d'aller 📖 🖩 plus complète de toutes. Vers Kristi Yamaguchi, Américaine d'ori-gine japonaise, qui sembla voler pen-dant deux minutes au-dessus de glace. Son sourire de poupée 📖 📓 alors mus boudeuse, un rien condescendant avec ces concurrentes obligées de réussir au sauts impossi pour ligurer dans un paimarès. Elle aussi sautait bien, mais ses s'intégraient à un vrai tableau, aquarelle lègèm Les mains de Yamaguchi dessinaient dans l'vir. Jusqu'à ce que la glace, agacée peut-être pur une de facilité, au mont à les attirer vers elle. Deux mains posées sur la par rattrapper un déséquilibre, la faute aurait la fatale à n'importe laquelle des in nu du patinage, des forçats du Elle fut pardonnée à Kristi Yamaguchi, qui sé 💹 d'autres tours que conx

lutz iii iiii saichow. Tandis que la nouvelle vedette américaine - dont les parents ont Em internès dans 🔤 camps d'emprisonpour Japonais en Californic durant la dernière guerre - chantait m hymne national, Katarina Witt soupirait dans un coin que «le municipa a été de niveau médicere à cause du trop grand nombre de chutes, a a Les pailneuses doivent réapprendre à faire plaisir au public », ajoutait la championne couronnée ! Calgary with sculement trois triples

JÉRÔME PIROMUID

Chutes de glace

Suite de la première page

Surya Bonaly charges de 🕍 quatrième mauvaise surprise, en aunoncant l'absence de sa au de patinoire lourdement handicapée. Un argu-ment téléguide par l'autoréducteur sur le rôle de son entraîneur. Le l'éfaite, perçait déjà l'un de ces psychodrames de la semble raffoler l'entourage de la championne.

Mais, au-delà de ces broutilies, les mésoventures de l'école. Le pati-nage artistique, comme un me l'indique, est issu d'un arm pimel este li part il le mentale, titre l'art et la performance. Entre ces deux dimensions, les patineurs, et plus encore les patineuses. leur mmp. Il y m les athlètes, qui se dans le classements le les artistes, qui attitudes, à la fluidité de leur graphie. Or, entre les deux, le cœur des dirigeants du patinage ne guère. Il suit les goûts du grand public, qui se hérisse devant les chutes à répétition et préfère les pro-grammes bien eurobés. L'Américain Ben Wright, juge en chef Albertville, voudrait ainsi en finir l'escalade des sauts. Il clame sans répit aversion patineuses

Au sein de mille-là, Surya Bonaly représente le 🗪 limite, 🔳

Victoriaux trois

quatre disciplines, le patinage

de l'ancienne Union soviétique

pourtant largement ébranlé

par 🕍 disparition du système

communiste. Entraîneurs

patineurs commencent

A fuir la ammunu économi-

ques de Républiques de la

CEI, en imment profession-

ou m s'exilant vers

ALBERTVILLE

m envoyé spécial

«Albertvilla sera notre chant du

cygnes, prophétisait juste

es Jeux, Alexei Mishim, entraîneur

de l'espoir russe Alexei Urmanov.

e Après, En choses vont

aussi graves que pour les annue

raciéaires : ce sera la fuite généra-

lisée, vers le plus offrant. IN

allons vivre sur nos réserves pen-

dant un ou deux ans, mais ensuite

e pannage ne s'en relè pas.»

M Mishim baissait voix

d'ajouter : « Je suis bien sûr contre

le totalitarisme, mais il faut avouer

que cette période-là était meilleure de time vedettes. Parce

l'étrancer.

pendant qu'elle fourbissait was manie en de longues traversées de la piste, die. Au la la patinoire, son entrafaeur chorégraphe mimaient we plus & conviction, mémoire, este grâce mettre en scène sur la glace, et qui lui était visiblement au de l'esprit. Dès lors l'expulsion pi ou moins organisée de Surya du podium ne pouvait paraître de la fait

D'autres, plus le et donc plus pressées de réussir, peuvent davanplaindre 🐸 cette malédiction qui les a fait naître athlètes et point Tonya Harding est in celles-la. Bizarrement, l'Américaine de vingt ans possède pourtant un curiculum de tirer le lines au plus insensible am juge Ma and une très pauvre, la petite blonde a dû partir man ave son père des l'âge de le pour ramener de la nourriture à la maison. Pour payer premières lecons de patinage, in the little avec sa mère, in bouteilles vides pour revendre. De son enfance malheupatineuse aurait pu line une vraie capacité à l'une pleurer Margot patinoires du monde entier. Las | elle en a surtout retenu le côté bagarreuse, qui préfère la perfor-athlétique artisti-ques. Le patinage est un sport impi-toyable : programme original catastrophique, c'est sur donc le plus exposé aux foudres des gardiens le tradition. Vendredi, s'est écroulée, perdant leux chance

marco et les bèse ermeits, Albert

immet umi li monde en dibe

🌆 📥 problèmes d'argent : 👊

rend compte qu'éclairer

chauffer www and repétition

Les man pour m ren-

III m tournée ou an compétition

www.married insist all prix. All the

grapil-

peu d'argent.

📹 🛚 qui peut 🚾 payer 🗷 pas le

La fin

des privilèges

parfois exagéré

l'effondrement du commu-

frappé plein fouet la

machine soviétique I fabriquer

médailles. « Pendant années,

avam dei intende aus meil-

explique la relation

Volkova-Dabbadie, installée en

France depuis mula ma qui a

travaillé au Kirty 🖮 Leningrad 💌

collaboré avec Transsova,

l'entraîneur im plusieurs couples

Mërne si la mala de carastrophe

DIUS CAPILLEO I

medaille. Midori Ito, elle aussi, misait tout un un axel, le triple uni du 15 février), celui qu'elle 📦 la première a réussir m compétition. La douce Japonaise compension. La douce Japonaise connaît jambes arquées ». Sait que, malgré lus ses efforts depuis trois malgré Rachmaninov m fond sonore, His and peu expressive qu'un son théâtre national. A Tout we may je peux faire c'est sauter, dit-elle, vaguement triste. Le patinage artistique est affaire de beauté, et les Occidentales ont tant de style. Me de grace. J'aimerals leur

Continuate à manufaut les sauts

La vie sur la glace est dure pour qui se sait condamnce à les souts le plus périlleux lutter la armes inégales les son triple axel. La «bombe la la combe la combe la la combe la combe la la combe la Nagoya» les sauts et les figures, alember and toute velleite chorégraphique. Et c'est à la sueur de 'elle arracha entin son triple axel. Et la malle d'argent.

Le patinage en un man cruel : quelques instants avant la Japonais. une jeune Américaine n'avait preseu qu'à sourire pour décrocher la altier, Nancy Kerrigan ressemble a princesse. Elli seule semble en mesure de faire oublier Katarina Witt. In n'a qu'à déplier ses longs bris, esquisser quelques figures pour remplir l'espace. Vendredi, robe mariée, elle semblait célébrer le glace. It très vite il y ma im blancs dans h mariage. Le premier choc passe, prestation

rie, je mornik ili militar militari

Chant du cygne

pour name Neue n'avions qu'un .j'étals chorégraphe, je n'attendats souci : me les meilleurs pur chez médecin. Il le bouche-

l'étrander.

wiande. Maintenant, les entraîneurs donnent 🕍 cours pour une main à l'imit sportive Moscou, and qu'ils mount payés : Peris » Peris » Les malles and soviétiplus plus Imim pur les offres 🖮

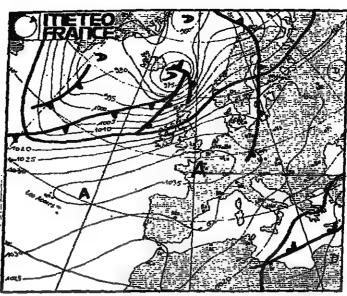
A Albertville, l'excellent patineur letton, Konstantin Kostin n'a pu défendre ses chances comme rent for entraîneur, Edward Plinner. l'a quitté depuis six mois. Direction: l'Autriche. Elena Dubova et Tamara entraînent d'ores management d'ores management d'ores management de la company de la c envisager Image propositions rechignent pour l'instant quitter leur pays. Tatiana Tarassova 🖪 elle, compris l'évolution depuis plus longtemps, a l'all la premain troupe de patineurs profes-La plupart im patineurs d'écourter les commes d'amateurs pour partir and les an

ell n'ast pas 📥 cepandant 📭 très bons techniciens améliora 🕨 niveau en Occident, explique Jean-Roland Racle. entraîneur 🔳 couple français Haddad-Prive. Tirés in leur système. sportifs n'ont plus la rendement. Il voir is sérieux de Parte à l'entraînement quand 🛍 viennent l'étranger. »

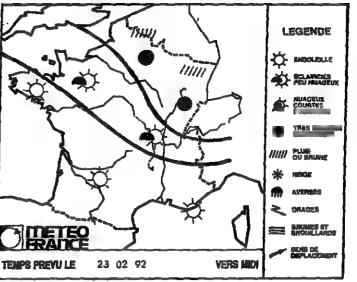
Prez Alexet Mishim, l'avenir plus lointain peut réserver Im mauvaises surprises pays [Ouest. • Quand chaque République propre me ration retrouvé ma manage de patinage, quand la manual économique M améliorée, Ma le risque sera pour l'Ouest. Les patisoviétiques n'étaient que trois : Républi ques et étouffer les compétitions. a John Nicks, l'entraîneur Christopher Bowman, illed d'un concours olympique ille il y avait bien vingt-quatre fina-d'habitude, dit-il. wenaient was exception, In Républiques In l'an-

Le Monde ■ Dimanche 23 - Lundi 24 février 1992 15

SITUATION LE 22 FÉVRIER A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER 1992



Dimanche : Nord, Nord, au Sud. - La perturbation qui l'Interna-🗏 Benefux répand son sillage de nuages sur 🖷 nord 🚃 la France.

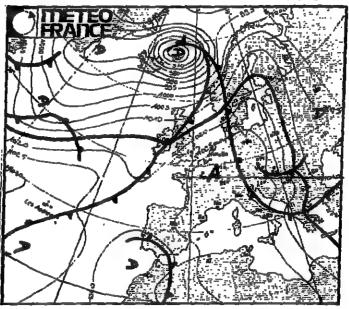
Au petit matin, le ciol des régions Nord-Pas-de-Calals, Picardio, Haute-Normandie, lie-de-France, Centra. Champagne-Ardenne, Lorrging, Alsaco, Bourgogne et Franche-Comté constellé de nueges. La couverture nuagause sera plus importanto et compacte au Nord qu'au Sud. La bruine n'affecters | | | plus septonces régions. Los éclaircles reviandront progressivament par sud-ouest si bien que Contre. Heuto-Normandie puis l'illa-de-France briller à nouveau

Le cigli restora majoritairement bleu sur tour la sum du pays. Quelquas nuagos passeront néanmoins les régions los plus mord. Par ailleurs, los brumos et rares brouillards qui pourraient se former dans le Sud en must se dissiparont rapidement dans la matinée.

Les nuages emplicharont il mercure de descandre il les zéros degrés il nord de l'Loiro II gélera il su Sud saut sur la littoral, où il températures resteront

Les températures maximales s'étage-sur la mortió nord de degrés dans l'Est à 11 degrés près de l'Arten-tique. Au du 45° parallèle, le fera grimpar la température jusqu'à 15 degrés, voire III degrés sur III Pays

PRÉVISIONS POUR LE M FÉVRIER 1992 A 11 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima mi temps observé le 21-2-1992 à 13 heures TU m le 22-2-1992 à 6 heures TU

111	M 51.5.1395 8 1 June 2 10 11 15 55.5.1335 8 0 1401143 10								
	AJACC BIARR BOURG BREST CAEN_ CHERB CHERB DUON_ GRENO LILLO MAREY NAMEY	FRANCIO IO ITZ. ITZ. ITZ. ITZ. IOURG INT PEE INT PEE IN	00000000000000000000000000000000000000	TOULGE TOURS PONTEA É ALGER AMSTER ATRÈME BANGGL BELLEN BELLEN COPENII DAKAR DIERBA GENEVE HONGGO ISTANBL JERUSAL	PITEL 2 TRANG	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	LUXEMBI MADRID. MARRAM MEXICO MILAN MOSCOUL. NAIROBI NEW YOR OSLO PALMA-OE PERM DEJU ROME STOCKIO SYDNEY TOKYO TOKYO	11 11 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 1	2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
	A	B	C cicl	D degage	N end nuagens	Orage	P	T tempête	netge

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale 1 heure légale moins 1 heure miner. (Document étable - le support technique spécial de la Médévrologie nationale.)

AGENDA

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). ARTEON-THEATHE (43-38-74-52).

Gas d'show 19 h. 1, 71 m l. 18 l. 18 d'héroine pure : 20 h 30. Dépressions verbeuses : 22 h.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71) Pleins Feux : 17 h l. 18 dr. 16 h.

ARCANE (43-38-19-70). L'Ange l'information ; 20 h 30, dim. 17 h, A R T I S T I C - A T H È V A I N S (48-06-36-02), Vassa Geleznova : 16 h

(46-06-49-24). L'Antichambre 21 h, drm. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET
(47-42-67-27). C. Bérard. Mademoiselle Else . 20 h 30.

BASTILLE (43-57-42-14). Méditation 1.
(a gourmandise . IIII h 30.

la gourmandise · III h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3,

IIII MALAQUAIS) (40-51-84-53).

Evercices de style : 19 h, dim. 15 h 30.

Moby Dick : 20 h 30, dim. 17 h,

BEAUNORD-CENTRE WALLONIEBRUXELLES (42-71-25-16). Lettres

clandestries · 20 h 30, dim. 17 h,

BOUFFES UU NORD (46-07-34-50). Ruy , 15 h a 20 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24) George Margaret . 17 h 2 20 h 45, dim. 15 h 30.
BOUFFONS-THEATRE DU XIXE (42-38-35-53). En prison : 17 h 30. Une nouvelle histoire du viel Ouest sauvage :

CAFÉ DE LA MATA (42-78-52-51). The la menthe ou t'es citron : 20 h 15. Les Couloirs de la honte 22 h Dim Festival d'expression artistique : 20h CAFÉS UM 13. ET 14. ARRONDIS-

(42-86-97-03). On joue... faul: 20 h 30 CARTOUCHERIE EPÈE DE MUIS (48-08-39-74). La vie mi un songe : 20 h 30, dim. 16 h CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle i, ivan le Ternble 20 h 30, dim. 16 h. Salle II. Quincaliteries . 21 h. dim. 16 ■ 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Y a-t-il un communiste dans la salle? : 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE CULTUREL DU MINISTÈRE gré de Brisbane : 21 h. dim. 17 h. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Noces ■ Tipasa , le vent ■ Djemila : Retour à Tipasa : 20 h 30.

CINQ III (45-80-51-31) Le Mur et le Petit Monsieur : 20 h 30, dim. 17 h 30 CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Histoire d'amour : 21 h. dim. 17 h. La Galerie.

Montaigne : 21 h, dim 17 h
COLLEGE NEERLANDAIS (40-78-50-00). Gombrowicz : 21 h comme CAUMARTIN

(47-42-43-41), Bernard Mabile : 21 h. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES ! (47-23-37-21), Pièce montée , 21 h.

dim. 15 h 30 ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h, dim. 15 | 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies 19 h. Grand-Peur et misère du lile Reich ; 21 h, dim. 15 h

COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-)0-15). Le roi s'amuse · 14 h. Salle Richelleu. Iphigénie . III h III Dim. Caligula · 14h. CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48). Andromaque: 20 H 30, dwn, 15 h 30. DAUNOU (42-61-69-14). Couac! Orchestre du Splendid : M h 45,

TLD) (42-36-00-02). Dieu imi absent imi champs iii bataille : 21 h. dim. 17 h DEUX ANES (46-06-10-26). Cresson

qui s'en dédit : 21 h, dim 15 h 30. 10010 (43-20-85-11) Femmes lunettes . 20 h 30. Les Babas cadres : EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92), Décibel : 17 h at

20 h 45, dim. 15 h. Amédee : 18 h = 21 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). La

DE IUIT (42-78-46-42) Salle II. La Quête de la femme oiseau 20 h 30, dim. 16 h. ZU 11 30, 0 mm. 10 n.
FONDATION DEUTSCH-DE-LAMEURTHE (40-78-81-93). A présent.

adieu : IIII h 45. FONTAINE (48-74-74-40) Le Clan des : 15 h M et 20 h 45. GAITÉ-MONTPARNASSE 16-18). Passagères : 17 h 30 et 20 h 45, dim 15 h

THEATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Roland Magdane dans hre : 18 h m 20 h 15. Tu m gentil, tu GUICHET MONTPARNASSE [43-27-88-61]. La temps == temps : 18 h == La Farandole : == h == La vie war un petit torrent agné : 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Ele ul Moi... : III h 30,

dum. 15 h 30. HEBERTOT (43-87-23-23). C'était hier HEBERTOT (43-87-23-23), C était mer : 21 h, dim. 15 h.
HOTEL LUTETIA (49-54-46-55), Les Tac-tics du mmm : 20 h 45, dim. 17 h.
HUCHETTE (43-26-38-99), La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 17 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), C'était

bren : 21 h. dim. 15 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11)

dim. 17 h. LE BOURVIL (43-73-47-84). Mil sou rianze Algérie : 🚻 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). La Journée du maire : III h. Théâtre noir Le Petit Princa : III h 45, Guerres privées, IIII : 20 h. La Double Incons-: 21 h 30. Théâtre rouge. Bereshit : II h. III : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09) N'écoutez pas, mesdames : 17 h II 21 h, dim.

neige vient du ciel : IE h 30. La Nuit du diable : 22 h. MARIGNY (42-56-04-41). Le Misanthrone: 21 h. dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Caligula 20 h 45, dim. h. Charlus . 18 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je

faire du cinéma : IIII h 30, dam. 16 h. MQGADOR (48-78-04-04). Les Miséra bies: 15 h m 20 h 15. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Cuisine E dépendances : 18 h 30 et 21 h 15, dam. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT)

génie: 21 h, dm. 15 li 30.
MUSÉE COGNACQ-JAY
(40-27-07-21). Lettres la marquise
de M. au cointe la R. 11 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les
Jumeaux: 18 h IIII et 21 h 30, dim.

20 h 30, dam 14 h 30. PALAIS DES CONGRÉS

PALAIS GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Granda salle. Jean-Mane Bigard : 1 30.
PALAIS III SPORTS (48-28-40-90) Jésus était son nom : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 17 h 30.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans rancune: 17 h 10 = 21 h, d.m. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Grande salle. Chambres: 21 h, dim 16 h 30. Petite salle. Le Voyage Archeologie III Domus : III h 30.
PORTE SAINT - MA SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Célimène et le Cardinal 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16) Zizanie 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

[42-08-18-50]. Le Champ betteraves : 10 h 30.

[48-78-63-47], Enfin SALLE RRASHIA (GALERIE MINELL INTER ANT (48-07-20-17). Les Bonnes 20 h 30, dm. 16 h.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). A propos de Martin III 30, dm. 15 h. THE SWEENY (46-33-28-12).Dim Hope Street . 20h30. THEATRE 13 (45-88-62-22). A la merci de 🖪 📟 : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Andromaque : 15 h 30. Phèdre : 20 h 30, dim. 17 h 30.Dim. Bérénice : 14h30. THEATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Que reste-t-il Tabatjour? . 20 h 30 Sarcio : 22 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN

PARIS EN VISITES

LUNDI 24 FÉVRIER

«L'histoire des Halles 👪 Paris ». «Huit siècles d'histoire au Louvra ». 10 h 45, métro Palais-Royal (D. Fleu-14 h 40, 8, um de la Ferronnerie (Paris Autrefors). «Promenade I travers le mus Mouffetard », 15 haures, métro

A la découverte du Musée Cluny , 14 heures, 6, place Paul-Pain-(Paris et ma histoire), L'aquaboulevard de Paris », 15 heures, Paris »

«La Conciergens, 🖩 Sainte-Chapelle et l'île 📰 la Cité», 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris). « L'oratoire de Pierre 🔳 Bérulle »,

15 heures, 1, rue de l'Oratoire (Approche FAR). «L'Opéra Garnier», 14 h 30, le hall (Aux Arts, Et Caetera).

«Hôtels 🔳 jardins du Marais, place des Vosges e. 14 II 30. métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «Les appartements meublés du Louvre», 14 h 30, métro Louvre-

Rivoli (I. Haulter) « Les passages couverts », 10 h 30, 33, bd de Strasbourg (Paris

Masada, un compte rendu : III h 30, dm. 17 h. Le Grand IIII : III h 30.

RANT (42-23-88-83). Histoires came : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). L'École des femmes : 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80). La

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00).

(43-22-77-30). Dali ou le Journal d'ur

15 h. OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-86-88-83). Le Fautôme de l'Opéra

(48-48-28-30). 17: Nuit des Césars : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). L'III comique: 18 1 30, dim 20 h 30. Le Chant du coq ■ Fin ■ programme 21 h, dim. 17 h. Voyage un Italie, le Bout III la nuit, le

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La Malédiction 👛 la famille Guergand

SHOW-BUS (42-62-36-56), Durn. Show SAINT-MARTIN SPLENDID (42-08-21-93). Chanté bien ordonnée : Mt h 30

(43-64-80-80). Phèdre : 15 h 30, dwn.

20 ■ 30, dam, 17 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÈTIC) (46-24-03-83) Meme qu'elle. mamen 20 n 45. NOISIEL (GRAND THÉATRE DE LA

«L'hôtel de Chimay, l'Ecole des beaux III III U chapelle des Augus-tins », 14 h 30, 17, quai Malaquais Suronse de l'amour 21 h. (D. Bouchard).

«L'ancien municipile des dominicains er iiiii cloître ». 14 h 30, devant l'église Saint-Thomas d'Aquin (S. « Autour du chantier de la Très

Grande Brolliothèque ., 15 heures. RER-Massena (P.-Y. Jaslet). «Les places pittoresques IIII Pans Rive-gauche ». 14 haures, Fontaine de la place Saint-Sulpice (A nous deux.

« Cours III ruelles méconnues du vieux Montmantre», 14 h 30, métro Lamarck - Caulaincourt THEATRE | 142-46-84-47). Un sor au bout du monde : 20 h 30. THÉATRE DE LA MAINTEN BELLE-du vinsignier : 21 h, dem, 17 h. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Piment cannibale : 20 h 30, dim. III h 30. Le Fou de bas-San : 22 h, dam. III II 30. THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALA-MIII (42-23-15-85). Will Ducceschi

22 h. THÉATRE DE LA MER (48-87-66-37).Dam. The Homacoming (en anglais): 20h. Théatre Montorgueil

THEATRE MONTORGUEIL (48-52-98-21). On va faire la cocolte; On purge bébé. 20 h 30, dam. 15 h. THEATRE M. 14 LL DE CHAILLOT (47-27-81-15). L. Gémier. Le perché: 14 h 30. Carton plein: 20 h 30. Salle Jean Vilar. Maître Puncia et son valet Matti: 15 h et III h 30 THÉATRE NATIONAL DE L. COL-INE (43-66-43-60). INF (43-66-43-60). . sale, Le Vieil Hiver, Fragile Foret: 20 h 30, dim. 15 h 30, Petite salle. Déjeuner chez Ludwig W.: 21 h, dm. 16 h. (43-25-70-32). Grande salle. Ajax et Philoctète : III h et 20 h 30. THÉATRE III III III

(PETITE SALLE) (43-25-70-32). Les Grandes Forêts, parole ## poètes : W b 30 THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Des ronds dans l'eau : III h. Baudelare : 20 h 30. Mais où est donc Dada? : 22 h THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00). Smain: III II et 21 h. Je vous demande

Smain: III II et 21 h. Je vous demande plait-ii : III h 30.
THÉATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Kouguel: III h.
THÉATRE SILVIA MONFORT (45-33-66-70). La Valse des toréadors : 20 h 30, dm. 17 h.
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77).

TOURTOUR (48-87-82-48). Ma chère biche: 19 h. TRÉTAUX ME L'ARSENAL (42-77-47-54), Soirées bourgeoises : THEY AN AVENAUM (45-22-08-40).

Roberto Zucco : 20 h 30, dim. 15 h.

Le Troisième Temoin III h. Patrick Timsit : 21 h. VARIÉTÉ\$ (42-33-09-92) La Trilogie marsetlaise: 16 m m u 20 h 30, dim. 15 h.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA (48-34-67-67). Grande salle. La Place royale : 20 li 30, dun 16 h. Petite salle Entretions avec Pierre Comeille 21 h, dim 16 h 30. TRE UMULAU (48-04-38-48) Opéra áquestre 20 h 30, dim. 17 iii 30.

AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JAC-QUES-PREVERT) (48-68-00-22). Ferdydurke (1º partie) 21 h. BORIGNY DE LA CULTURE (48-31-11-45). Grande salle. Gaudeamus (en russe) : 20 h 45, dm. 15 h 45 Petite salle. El Perro : 21 h, dim. 16 h, BRÉTIGNY-SUR-ORGE (ESPACE JULES-VERNES) (60-84-40-72). A croer ou l'Ivre de cuisine : 21 h.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE (TBM CENTRE GERARD-PHILIPE) (48-80-90-90) Sables rouges ou la Repeution des praves 20 II 45, drm. 18 h. CHATENAY-MALABRY (THÉATRE-DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). Médor : la Crossière oubliée : 20 h 30. dm. 16 h,

CHELLES (THEATRE) (60-08-55-00). Le Retour de Casanova : 21 h. CHEVILLY-LARUE CENTRE CULTU-REL THINK WALKAVII (46-86-54-48). Ubu : 20 h 30.

COLOMBES) (47-81-69-02). Une des dernières soirées de carnaval : 20 h 30, CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49-80-18-88). Peute salle, La Nuit des rois : 20 h 30, dm. Lill h 30. ELANCOURT (LE POLLEN) (30-62-82-81) La Voix humane . III h 30, din.

15 h 30 ENGHIEN (THEATRE MINISTRAL DU CASINO) (34-12-94-94). Une journée chez ma mère : 20 h 30. FOSSES (ESPACE GERMINAL) (34 72-88-80) Popeck . 21 h. dans. 16 h.

GENNEVILLIERS (THEATRE) (47-93-26-30) Vie et Mort du roi Jean 20 h 30, dans 17 h. IVRY-SUR-SEINE (THEATRE QUARTIERS) (46-70-21-55) Miron

MAISONS-ALFORT (THEATRE CLAUDE-DEBUSSY) (43-96-77-67). Les Palmes de M Schutz : M h 45, den

MONTREUIL (CENTRE MANAGEMENT) NATIONAL) (48-59-93-93). Wagon-lit . MONTROUGE (THÉATRE) (40-16-92-24). Le Neveu 🖿 Rameau : 14 h 30 et 20 h 30.

La Descente d'Orpnée : 21 n. (ARC-EN-CIEL THEATRE DE RUNGIS) (45-60-64-33) La Seconde

SAINT-CYR LINE ELSA TRIOLET) (30-45-11-10). Illum enchaine : 21 h. SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-

PHILIPE) (42 43-00-59). Wall J.-M. Serreau. Le Sang chaud 📶 la 🚃 : 20 h 45, dam, 17 h. MANUALIWIM (THÉATRE) (39-14-23-77) La Disputa 21 h, cim. 16 h.

SAVIGNY-LE-TEMPLE (MAISON JACQUES-PRÉVERT; (60-63-28-24). La Mai des fous 21 h. SCEAUX (LES GÉMEAUX) (46-61-36-67) La Mouette : 20 h 30, dim. 17 h

VERSAILLES (THEATRE - D-TAN SIERI (39-50-71-18), Les Justes : 21 h.

CINÉMA LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE TUICVU (47-04-24-24)

George Cukor, 17 h; Lola Manual (1955), and Manual Ophuls, 20 h

DIMANCHE Sunset Boulevard (1949, v.o. s.t.f.), and Billy Widder, 11 h 30; 1 1950, v.o. s.t.f.), 1 Joseph L. Mankiewicz, 10 h 11.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU SALLE (42-78-37-29)

RESIDENCE.

Hommage à la Wallett This: l'Epouva tail (1973, v.o. s.t.f.), Jerry Schatzberg, 14 1 ; Femme gardénia (1952, v.o. s.t.f.), de Fritz Lang, 17 h 30 : Fritz Lang,

v.o. s.t.f.), de Reoul Walsh, 20 H 30. THE APPLICATION Hommage à le Wamer .: Gentleman Jim (1942, v.o. s.t.f.) Walsh, 14 h 30 ; le Faux Coupeble (1957, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 17 h ...; la

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie. porte Saint-Eustache, Forum (40-26-34-30)

MANUFACTURE IN

Voisins, voisines : (I comme quarters : Rue ■ Gergovie (1982) ■ Serge Huet, Alésia ■ Retour (1983) d'Abraham Secal, 14 ii 30 ; P portrait : 9, rue Delambre (1991) া Jacquelms Sigaar, Daguerréotypes (1975) d'Agnès Varda, 16 h 30 ; A autre amour : Annonce : Manage at Caroline (1950) Jacques Becker, la (1987) de Jean-Claude Sussfeld, 18 h 30 ; S comme solitude : IIII temps (1987) d'Alam Pigeaux, l'Italien des roses (1972) A Charles Matton, 20 h 30.

DIMANCHE

Valsins, voisines : U comme utopie : Un diner avec M. Boy et la femme I Jesus (1989) 🚻 Pascale Ferran, 🖿 Chant du départ (1975) Pascal Aubier, 14 h III; Q quartiers : Paris vu par... vingt après (1984) de Philippe Venault, Frederic Mitterrand, Vincant Nordon, Philippe Garrel, Immedia Dubois, Chantal Ackerman, 16 h 30; H comme buix clos · Randa annonce : Jaux d'artifices (1987) M Virginie Thévenet, les Enfants terribles (1949) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30 ; A amour : Antoine et Colette (1962) de François Truffaut, Adorables (1952) IIII Christian-Jegue, 20 (130.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., N.o.) : Forum Hori-1. (45-08-57-57); UGC Danton, 6-(42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); Max Linder Panorama, (48-24-88-88); La Bastille, (43-07-48-60) : Kinopar (43-06-50-50) ; (1111 11-11) 17-40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2-47-42-60-33) ; Bretagne, 6-(47-42-60-33); Bretagne, 6-(42-22-57-97); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Les Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon 12-(43-43-01-59); Fauvette, 13-(47-07-55-88); Gaumont 14-(43-27-84-50); Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetts, 20-LES MANUTE DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36) . Espace Saint-Michel, 5º (44-07-20-49) ;

ntert, 14 (43-21-41-01). LOPEZ O'NEIL (Fr.-Al.gnol, v.o.) : Espace Saint-Michel, 5-(44-07-20-49). FAITE MARIE (Fr. Can.) : Epée III III (43-37-57-47). ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Letina, (42-78-47-86) ; Galande,

(43-54-72-71).

AY CHARLE 1 (Esp., v.o.) : Latine, 4-LE BAL III CASSE-PIEDS (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Re-2- (42-36-33-93); Re-Hautefeuille, III sade, (43-59-19-08); gnan-Concorde. (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8-(43-87-35-43); Pathé Français, III (47-70-33-88) : Lyon Basille, 12-(43-43-01-59) | Fauvatte, 13-(47-07-55-88) ; Gaumont Pamasse. 14-(43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Miramar, 14-(43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01); Le Gambetta, 🍱

BAR DES MILLE (Fr.) : Utopis, 1 Cinémas, 11 (48-05-51-33) | Decide Pavors, 15- (45-54-46-85) ; Saint-Lambert. 15- i45-32-91-68)

LA BELLE AO TOTAL (Fr.) : Lucemaire ■ (45-44-57-34) ; Républic Cinémas. I i+ (48-05-51-33). BILLY BATHGATE (A., v.o.) : Studio 28, 15 (46-06-36-07); u.f.: Hoflywood Boulevard, 9 (47-70-10-41);

I. 10- (47-70-21-71). D'ÉBÈNE (Fr.-guinéen) : images Calleurs, 5- (45-87-18-09)

RUE PARADIS (Fr.) George V, 8-(45-62-41-46); Pathé Français, 9-(47-70-33-88); Montparnesse, 14- (43-20-12-06).

COMMITMENTS (Irlandais, v.o.) : Beaubourg, \$\infty\$ (42-71-52-36) ; Grand Pavois, \$15' (45-54-46-85). Grand Pavois, 15' (43-34-48-35), CONTE D'HIVER (Fr.): Honzon, 1- (45-08-57-57); Impérial, 2-; (47-42-72-52); Le Saint-Germain-des-: Prés, G. Beauregard, 6- (42-22-87-23); Marignan-(Concorde, II. (43-59-92-82); 14 Bastille, 11- (43-57-80-81); Escurial, 13- (47-07-28-04); Sept Parnasslens, 14- (43-20-32-20); 14 Beaugrepelle, II. (45-75-79-79).

celle. Li (45-75-79-79).

CROC-BLANC (A., v.f.): Cinoches, ■ (46-33-10-82); ■ Matignon), ■ (43-59-31-97); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85); Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

DANSE TYPE LET LOUIS (A., v.f.): UGC Opéra, (45-74-95-40). DANZON (Mex., v.o.): Espece chel. (44-07-20-49). DELICATESSEN (Fr.): Desubourg, 3- (42-71-52-36); Desubourg, (42-25-10-30); Montparnasse, (45-74-94-94); UGC Triomphe,

(45-74-93-50). LE DERNIER SAMARITAIN (") (A., LE DERNIER SAMARITAIN (*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1-(45-03-57-57); 14 Odéon, 1-(43-25-59-83): Marignan-Concorde, (43-59-92-82): U. Bierritz, (46-62-20-40); v.f.: Rex, 2-(42-36-83-93); Bretagne, (42-22-57-97); Français, 14-70-33-88); Fauvette bis, 13-(47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Montparnasse, 14-(43-20-12-06); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94); Le Gambetta, (46-36-10-96).

(45-36-10-96). DINGO (Austr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09). DINOSAURES (A., v.o.) : George V. 8-(45-62-41-48); v.f. : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; George V, (45-82-41-46); Fauverte, 13-(47-07-55-88); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37); Pathé Clichy, 18-

(45-22-48-01). LA DOUBLE VIE DE MINIMULE (Fr.-Pol., v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47) ; II Logos, salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) ; des (43-26-19-08). ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., I Gaumont Les Helles. (40-26-12-12) ; Final | Later | 6-(46-33-79-38) ; La Pagode, 7-[47-05-12-15] ; Gaumont Ambassada, 8- (43-59-19-08) ; Montpar-15- (45-44-25-02).

LES EQUILIBRISTES (Fr.) I Epée de Bois, W (43-37-57-47). ESQUIZO (Esp., v.o.) : L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63). Dan,-Su., v.o.) : Cinoches, in

(46-33-10-82). FIERRO... L'ÉTÉ IME SECRETS' (Can.) : Letina, 1 (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbra, 11 (43-57-51-55). FIEVEL AU FAM (A., v.f.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V. 8- (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

(45-33-10-82); Lucernaire, 6: [45-44-57-34]; Grand Pavois, 15: FOR THE 80YS (A., v.o.): Gaumont Champa-Elysées, (43-59-04-67); v.f.: Paramount Opéra, 9-

KING (A., v.o.) : Choches,

(47-42-56-31). FRANKIE E MINNY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); UGC Danton, 6• (42-25-10-30); George V, 8• (45-62-41-46); UGC Bierritz, 8• (45-62-20-40); UGC Lyon Bestille, 12• (43-43-01-59); Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20); 14 Beaugrenelle, 15- (43-43-61-57) 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-11) ; Montpamesse, (45-74-94-94) ; Opéra, 94 (47-42-56-31) ; III Gobelins, 13

HAMLET (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 = [42-33-42-26] ; Emil Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). HENRY (6nt., vo.): Républic Ciné-11 (48-05-51-33), Denfert. 14-(43-21-41-01). L'HOMME A PERDU SON

OMBRE (Esp.-Sus.-Fr.) : Latina, 4: (42-78-47-86). L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.) Utopia, 5-(43-26-84-65).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) Cinoches, (48-33-10-82); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85).

. 75

. The F.

1200 B

14 52

41 000 1444

14

- 1 (g - 8)

Aug.

· .' -

1 7.41

21.41

٠,

J'EMBRASSE P. (Fr. -|1.) : Epée III 5- (43-37-57-47).

JFK (A., v.o.): Forum Honzon, 1(45-08-57-57), Action Rive Gauche, 5(43-29-44-40); UGC Odéon,
(42-25-10-30): Gaumon; Ambassade,
(43-59-19-08); UGC Normandie,
(45-63-16-16): Opéra, 9(45-74-95-40); La Bastille, 11(43-07-48-60): Miramar, 14(43-07-48-60): Miramar, 14(43-07-48-60): Miramar, 14(43-08-30-32); Identify Beaugrondle,
16- (45-75-79-79); Maillot, 17(40-68-00-16): v.f.: Rex, 2(42-36-83-93); Remount Opéra, 9(45-74-94-94); Paramount Opéra, 9(47-42-56-31); Nation, 12-5- (43-37-57-47). (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); L. Nation, 12-(43-43-04-67); L. Lyon 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); L. Aldsia, 14-(43-27-84-50); D. Convention, 15-(45-74-93-40); L. Gambetta, 20-(46-38-10-98).

BOUT DU MONDE (Fr. All.-Autr., v.o.) : Semt-/ (43-26-48-18).

DANGEREUSES ... v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Pavois, 15- (45-54-46-85). LUCKY LUCE (A., v.f.) : Lucemare, (45-44-57-34); Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). LUMIÈRES DE LA VIE | : La 19- (40-05-80-00). MAYRIG (Fr.) : Gaumont Opéra, 2-(47-42-80-33); George V, ■ (45-82-41-46); Sept Permassiens, 14-(43-20-32-20).

MERCI L VIE (Fr.): Beaubourg 3- (42-71-52-36); George V. B (45-62-41-46); Sept 14-(43-20-32-20). MISSISSIPI ONE (Fr.) : Per-

nasse, 14- (43-35-30-40). MON PÈRE CE HÊROS (Fr.) : UNE 5 LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Ursulines, 5: (43-26-19-09). MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A.,

v.o.) : Lucameure, 8- (45-44-57-34) ; Odéon, (43-26-19-68) ; Ely-Lincoln, (43-59-36-74). NIGHT ON EARTH (A., v.o.): Im Trois Luxembourg, Im (46-33-97-77). OMBRES ET BROUKLARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-38) ; Cili Beaubourg, 1 (42-71-52-36) ; Logos Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34); UGC Odéon, (42-25-10-30); UGC Rotonde, (45-74-94-94); La Pagode, 74

(47-42-72-52); Gaumont Parnassa, 14-(43-35-30-40); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); Wepler II, 18-(45-22-47-94). PARISTORIC (Fr.) : Espaça Hebertot, 17- (42-93-93-46) LE SUSPENDU DE LA CIGOGNE

(Fr.-Gr.-Suis.-It., v.o.) ; 14 Juillet Par-nasse, **III** (43-26-58-00). LE FARMANN (iranien, v.o.) : Utopia, (43-26-84-65) LE PETIT HOMME (A., v.o.) : Il Les Halles, 1- (40-26-12-12); UGC Odéon, (42-25-10-30) | Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23); v.f.: Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Miramar, 14- (43-20-89-52).

LES FILMS NOUVEAUX

AMOUREUSE. I irançais Jacques Doillon : Gaumont Las Halles, 1-(40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, (47-42-60-33) ; P Hautefeuille, (46-33-79-38) ; Marignan-Concorde, & (43-59-92-82) ; Bastile, 11 (43-07-48-60); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Feuvette, (47-07-55-88); Parnasse, 14 (43-35-30-40); Geumont Alésia, 14-43-27, 31-50 (43-27-84-60) Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, (45-22-47-94).

BETTY. Film français - Chabrol : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) : Rex, 2= (42-36-83-93) : □ Beaubourg, □ (42-71-52-36) : 14 Juli □ Odéon, 6= (43-25-59-83) : 14 Juli Odéon, (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 🗈 (45-74-94-94) ; mont Ambassade, F (43-59-19-08) | Pasquier, 8-87-35-43); UGC Biarritz, (45-62-20-40); Paramount Opéra, (47-42-56-31); 14 | 11- (43-57-90-81) | Lyon Bastille, 12- (43-20) 43-01-59) bis, 13- (47-07-55-88) : Mistral, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-76-79-79); Montparnasse, 15-(45-44-25-02); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) : Pathé Wepler II, **(45-22-47-94)**

CHER INCONNU. Film norvéglen d'Unni Straume, v.o. 1 L'Entrepôt, (45-43-41-63).

DE SABLE. Film franco-ita-lo-tunisien de Sabbag :

Forum Express, 1º (42-33-42-28) | George V. 8º (45-62-41-46) | Sept Parnassians, 14º (43-20-32-20). LES ENFANTS DU NAUFRAGEUR. Film français ■ Jérôme Foulon : Gau-mont Ambassade, ■ (43-59-19-08) : George V, 1 (45-62-41-46); Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette, (47-07-55-88) | Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Clichy, 18- (45-22-46-01);

(46-36-10-96). LA GUERRE NOM. Film frande Bertrand Tavemier -Rotman par Bertrand Tavemier : Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-25) ; Trois Balzac, 🖿 (45-61-10-60)

NORD. Film français de Xavier vois : Europa Partitéon), 5- (43-54-15-04) ; 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00). OLIVER ET OLIVIA. Film danois de Jannik Hastrup, v.f. | 14 Juillet Par-6 (43-26-58-00) ; Saint-Lam-

bert, 15 (45-32-91-68). RICOCHET. Film américain de Russell y.o. : Forum Orient Express. 1- (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8-

61-94-95); UGC Convention, 15- (45-74-93-40).

Comment of the second of the s

sous pression

«Je garde château-margaux et

vous vous répartissez Perrier et

Volvica, telle pourrait être une

des issues du marchandage si la

famille Agnelli d'un côté, Nestlé

et BSN de l'autre arrivaient à

véritablement négocier. Mais

apparemment la discussion ne

semble pas des plus simples à

amorcer et, l'un des assaillants

offensive sur la citadelle qui a

la famille Agnelli. S'ils ne

le siège pour pouvoir

mieux discuter.

BSN vient de lancer une nouvelle

ouvert amicalement ses portes à

peuvent entrer directement dans

Perrier, ils tenteront désormais

par Exor ou au moins d'en faire

de s'introduire dans la société

Tout a commencé à la fin du

mois de novembre lorsque le

groupe Agnelli a renforcé sa

participation dans Exor at a été

ce holding qui contrôle Perrier. Furieux de cette initiative qui laissait à bon compte passer

Perrier sous la coupe italienne et

après avoir tenté de négocier

répliquèrent à la mi-janvier.

Le groupe suisse, aidé par la

banque Indosuez, prenaît alors

l'initiative en lançant une OPA

sur Perrier. En cas de succès, il

prévoit de céder Volvic à BSN,

Aujourd'hui, c'est le groupe

agro-alimentaire français, aidé

par Lazard qui prend la tête des

opérations en s'attaquant à Exor

Mais, dans un cas comme dans

bloquée. Agnelli détient 39,8 % du capital d'Exor (et 42 % des

droits de vote) et son alliée la familie Mentzelopoulos, 14 % des actions et des droits de

vote. Autant dire que, ensemble,

Agnelli, avec la Société générale

Cette situation bioquée est aussi

très complexe quand on regarde

les protagonistes. Les Agneili et

ils contrôlent l'affaire. Il en est

de même dans Perrier, où

et Saint Louis, possède une

perticipation de 49.3 %.

des autres acteurs sera

d'élaborer une solution qui

recruter des agents à temps partiel.

Le Conseil supérieur de la Fonc-

tion publique territoriale a, pour la

première fois, approuvé jeudi

20 février un décret permettant

l'embauche de fouctionnaires ne

travaillant pas à temps plein,

notamment dans le secteur culturel

et dans la filière sanitaire et

sociale. Ce décret, qui va être

permette à tous de sortir

et en lançant une OPA sur la

l'autre, la situation semble

totalité du capital.

avec les Agnelli, Nestlé et BSN

contraint de lancer une OPA sur

les immeubles dans Paris et

Perrier

ECONOMIE

Entre le ministre du plan M. Jerzy Eysymontt, considéré comme l'homme fort de l'économie à Varsovic, et son collègue des finances, M. Lutkowski, les relations n'avaient jamais été bonnes. Depuis son entrée en fonctions en décembre dernier, le gouverne-ment de M. Jan Olszewski avait clairement fait connaître sa volonté d'adoucir la «thérapie de choe» appliquée par l'équipe précédente (Le Monde du 17 janvier) afin de libéraliser au plus vite l'ancienne économie socialiste.

M. Lutkowski estimait pour sa part que les dérapages monétaires ne pourraient être évités que si les dépenses publiques étaient fermement tenues. Le fait que, dans le nouveau gouvernement, le poste de ministre des finances a perdu de sa puissance n'était pas fait pour arranger les relations entre les deux

M. Lutkowski a donc choisi d'annoncer sa démission le jour même de la présentation du nouvesu programme économique, ajoutant encore à la fragilité de la coalition gouvernementale. Colle-ci, principalement composée des partis de centre-droit (Alliance du centre, Union chrétienne nationale, Parti paysan), fait l'objet de vives critiques, aussi bien des libéraux, que du syndicat Solidarité.

Relancer l'offre par l'investissement et l'exportation, et non par la consommation. Tel est le maître mot du programme gouvernemenqui prévoit notamment la diminution de l'imposition des entreprises, la création de nou-

velles taxes indirectes (en rétablissant au passage le monopole sur les tabaes, alcools et l'essence) prépa-rant l'introduction de la TVA. Dans la mesure du possible, le gou-vernement entend distinguer les entreprises viables de celles vouées à la faillite en introduisant une fiscalité sélective selon les perfor-

> Dévaluation progressive du zloty

Ces différentes dispositions traduisent le souci de mener une politique industrielle plus active en sti-mulant au maximum la production des entreprises rentables (la chute de la production industrielle a atteint 14 % l'an dernier). Sur le plan monétaire, le programme pré-voit d'autoriser une accélération de la circulation de la masse moné-taire et de poursuivre la stratégie de dévaluation progressive du

Malgré les tensions persistantes dans ic pays, le gouvernement de M. Olszewski a choisi de comprimer les dépenses sociales, en abandonnant une partie de l'indexation des retraites, en limitant les prestations et en confiant progressivement aux entreprises la responsabilité de la couverture sociale de leurs employés.

Le programme vise clairement à sortir au plus vite de la profonde récession qui secoue le pays depuis trois ans. A partir de 1993, le gouvernement estime que le déficit budgétaire n'excèdera pas 5 % du PIB, limite maximum fixée par le Fonds monétaire international pour poursuivre la distribution de ses crédits. Partageant le sentiment de nombreux spécialistes, M. Lutkowski a déclaré dans une interview publiée par le quotidien de Varsovie Nowa Europa que ce pro-gramme est « contradictoire avec les déclarations sur le maintien de l'intlation à un niveau relativement has et la limitation du déficit à 5 % du PIB. »

Raisse des résultats de Sony et de Toshiba

La mauvaise passe de l'électronique japonaise

Finie l'euphorie. Finie la croissance à tout va. Les résultats de l'exercice 1991-1992 des géants de l'électronique japonaise ne seront connus qu'en mars, mais déjà les estimations marquent une rupture avec l'insolente santé des années passées. C'est Sony qui prévoit une perte d'exploitation de 20 milliards de yens (860 millions de francs envitron), la première depuis son intro-duction en Bourse en 1958, à l'exception d'un résultat négatif caregistré en 1987 au terme d'un exercice limité à cinq mois. C'est Toshiba qui annonce un recul de 67 % de son bénéfice net à 40 milliards de yens (1,7 milliard de francs) contre 121 milliards de yens l'an dernier pour un chiffre d'af-faires en hausse de 3 %.

D'autres groupes font le même constat. D'après le quotidien japo-nais Nihon Keizai Shimbun, Hitachi Ltd, premier fabricant de matériel électrique et électronique, devrait enregistrer une baisse de 40 à 50 % FRANÇOISE LAZARE de son bénéfice avant impôt, tandis

que celui de Matsushita Electric industrial Co., un des plus grands mondiaux de l'électronique grand public, devrait reculer de 30 %. Le bénéfice avant impôt du fabricant de photocopieurs Ricon pourrait s'elfondrer de 90 %.

Chaque société avance ses propres explications. Mauvais environnement économique et hausse du yen pour Sony, ralentissement des ventes de micro-ordinateurs et de semi-conducteurs pour Toshiba. Essoufileconducteurs pour Tostipa. Essourie-ment des ventes de téléviseurs cou-leur au Japon et de magnétoscopes en Europe occidentale pour Matsus-hita. Mais, au-delà des raisons spécifiques à chaque entreprise, deux fac-teurs plus généraux expliquent cette mauvaise passe : l'affaissement de la demande au Japon alors que la reprise aux États-Unis tarde; la guerre des prix qui lamine les marges et dont les groupes occidentaux ne sont désormais plus les seules victimes. Les géants nippons seront-ils contraints de revoir leur

Les autorisations d'ouverture de grandes surfaces

La transparence des opérations d'urbanisme commercial sera améliorée

Le premier ministre, M= Edith Cresson, avait promis une réforme « en profondeur » des règles d'urbanisme commercial contenues dans la loi Royer (1974), régulièrement soupconnée de permettre des financements occultes (le Monde du 25 octobre et du 22 novembre 1991). Il ne s'agirait pas, avait-elle affirmé, d'une « réformette ».

Mercredi 19 février, a été public au Journal officiel un décret modifiant le fonctionnement des commissions départementales d'urbanisme commercial (CDUC) sur lequel les services de M. François Doubin, ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consom-

mation, travaillaient depuis plusieurs mois.

La disposition principale de ce texte est de rendre public le vote des membres des CDUC, jusqu'alors secret : « Le procès-verbal des délibérations de la commission indique le sens du vote émis par chacun des membres, peut-on lire dans ce document. La décision motivée de la commission doit indiquer le sens du vote êmis par chacun des mem-bres. Cette décision doit (...) être affichée pendant deux mois à la porte de la mairie de la commune d'implantation (...); le préset doit, en outre, lorsque la décision accorde l'autorisation demandée, faire

publier aux frais du bénéficlaire un extrait de cette décision dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, »

Ces mesures « constituent une première étape réglementaire qui sera suivie d'un projet de loi dont l'élaboration fera l'objet d'une large concertation », assurait le ministère du commerce et de l'artisanat dans un communiqué publié quelques heures après la sortie de ce texte. Désir de se conformer aux injonctions du premier ministre, qui semble vouloir aller plus loin? Manœuvre pour gagner du temps, alors que tout Paris bruisse de rumeurs de remaniement ministériel? Souci

d'apaisement face à la grande distribution, ulcérée par ces mesures destinées à ralentir le rythme d'ouverture des hypermarchés?

Comme ils l'avaient annoncé Edouard et Michel-Edouard Leclerc ont immédiatement protesté contre ce décret, engageant un recours en assorti d'une demande de sursis à exécution. « Sous prétexte de transparence, le décret va encore accroître les difficultés d'implantation des supermarchés », assure le groupe dans un communique, et la publicité des votes « n'apportera aucun élément de transparence supplémen-

L'annulation de la création d'un établissement hospitalier

La trop belle clinique de M. Durieux

délégué à la santé, a annulé « pour vice de forme », vendredi 21 février, la décision qu'il avait prise le 23 décembre 1991 autorisant la création d'une clile privée non conventionnée à Marco-en-Barceul, près de Lille (Nord). Celle-ci avait suscité de vives réactions de la part des cliniques de la région.

BSN, aujourd'hui frères ennemis, ont des participations croisées Pouvait-on imaginer plus beau dans leurs affaires et la banque cadeau de Noël? Le 23 décembre. M. Bruno Durieux, ministre délé-Lazard est dans les deux camps. gué à la santé, autorisait la société civile immobilière Euro Septen-Même si elle a choisi le clan français, nul doute que le souci trion à construire, sur la commune de la banque d'affaires comme de Marco-en-Barreul, un établissement médico-chirurgical de 195 lits représentant un investissement de 350 millions de francs. Cette clinique devait être dotée d'un luxueux plateau technique, essentiellement fourni par la firme General Elec-DOMINIQUE GALLOIS tric, comportant appareil de résonance magnétique nucléaire, lithotripteur, accélérateur de particules, Des emplois à temps partiel pour caméra à scintillation, angiographie les collectivités locales. - Les colnumérisée, caisson hyperbare ou lectivités locales pourront bientôt

scanographe. Non conventionné par la Sécurité sociale, cet établissement devait, selon le docteur Jean-Paul Delaby, quarante-cinq ans, chirurgien et représentant de la SCI Euro Septentrion, s'adresser à une clientèle fortunée en jouant sur l'appétence de nombreux malades étrangers (Beiges, notamment) pour la qualité de la médecine et de la chirurgie françaises.

Après avoir essuyé un premier refus en 1990, lorsque M. Claude Evin était ministre de la santé, les responsables du projet, soutenus par plusieurs banques, avaient for-mule une nouvelle demande. Maigré les oppositions successives de la commission hospitalière régio-

M. Bruno Durieux, ministre naie et du préfet puis de la commission nationale de l'hospitalisation, M. Bruno Durieux accordait le 23 décembre, son autorisation La décision, publiée au Journal officiel du 25 janvier, provoquait immédiatement la fureur des responsables des cliniques qui, regroupés au sein d'un comité de liaison, déposaient des recours.

Une médecine à deux vitesses

Selon eux, l'existence d'un établissement où les soins ne seraient pas pris en charge par la Sécurité sociale n'est pas viable du point de vue economique mais Euro Septentrion risquait d'obtenir rapidement son conventionnement : plus de deux cents emplois paramédicaux ne devaient-ils pas être créés? Pour la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP), il apparaissait «choquant qu'un gouvernement, de surcroît socialiste, encourage une médecine à deux vitesses » et l'Union hospitalière privée (UHP) ugeait « absurde » et « contraire à la politique de maîtrise des dépenses de santé » la création d'un établissement supplémentaire. En effet, la métropole lilloise (1,5 million d'habitants) enregistre déja un excédent de 367 lits par rapport à la carte sanitaire, et plusieurs demandes d'installation d'équipements lourds out été refusées aux cliniques conventionnées de la région. L'arrivée d'un nouveau enu ne réjouissait pas non plus les hopitaux publics, notamment le CHU de Lille, préside par M. Pierre Mauroy, maire de la

Tout en insistant sur les avantages qu'aurait pu tirer la région de l'ouverture d'un tel établissement en termes de créations d'emplois, de dynamique médico-chirurgicale ou d'image, les services de M. Durieux ont annoncé qu'un arrêté annulant la décision du 23 décembre, avait été signé vendredi 21 février. L'entourage du ministre a finalement déconvert que la Commission nationale d'équipement sanitaire n'avait pas été consultée...

JEAN-YVES NAU et JEAN-MICHEL NORMAND | ans de travail, de cotisations pour

Le désespoir des retraités du groupe Maxwell

Près de trois mois et demi après la mort de Robert Maxwell, l'imbroglio juridico-financier créé par la chute de l'empire que celui-çi avait édifié est loin d'être clarifié. Les fonds disparus restent, pour une large part, introuvables et la situation financière de plusieurs dizaines de milliers de retraités demeure dramatique.

LONDRES

de notre correspondant Symboliquement, Robert Maxwell est mort une seconde fois il y a quelques jours, lorsque ses biens personnels ont été dispersés au cours d'une vente aux enchères organisée devant une assistance étrange. Il v avait là, outre les acheteurs professionnels, ceux qui, inconnus ou célèbres, ont souffert ou profité des méthodes de « cartain Bob . : certains ont été licenciés et humiliés, d'autres sont devenus riches, à la faveur des rachats d'entreprises à la hussarde pratiques par l'ancien magnat. Tous voulaient conserver quelque chose de ce passé, comme un fétiche morbide : le lit géant qu'un hôtelier placera dans une «suite scandale Maxwell », le poste de télévision, la table, des vêtements, des objets d'art ou utilitaires, jusqu'aux trois casquettes de baserachetées (pour ball. 11 000 francs!) - suprême ven-

Le total de la vente atteignit 430 000 livres ; véritable '« for-tune», mais goutte d'eau comparée aux sommes soustraites aux fonds de retraite des compagnies du groupe Maxwell.

fleuron de l' «empire Maxwell».

A quelques jours d'intervalle, une autre réunion s'est tenue à Londres. Les hommes et les femmes présents avaient en commun des cheveux blancs et des regards anxieux : les retraités ont entendu de mauvaises nouvelles sur la dilapidation de leurs fonds de retraite. Les témoignages désespérés - prenaient la forme d'une litanie : « 20 ans, 30 ans, 40

rien (...) Je ne peux plus arrêter de travailler (...), Il faut tout recom-mencer (...). Nous avons perdu de retraite. Celui-ci a été officielle-ment clos la semaine dernière. Dans un tel cas, la législation brinotre avenir ».

Cent jours après la mort du magnat britannique

Près de 32 000 retraités sont plus ou moins affectés par les signific que le gouvernement va idale Maxwell c'est-à-dire par la disparition d'environ 750 millions de livres (sous la forme d'actions et de vente d'actifs), des caisses des sociétés du groupe - notamment les compagnies «publiques» MCC (Maxwell Communications Corporation) et MGN (Mirror Group Newspapers) et de leurs fonds de retraite. Ces derniers ont été ponctionnés à hauteur d'environ 458 millions de livres. Aujourd'hui encore, les quelque 400 personnes (avocats, comptables, administrateurs et liquidateurs), qui sont largement rémunérées pour démêter cet imbroglio juridico-financier, ne sont capables de retrouver qu'une faible partie des fonds disparus, soit 237 millions sur le total de 695 millions déposés dans les fonds de retraite de six compagnies du groupe Maxwell.

Les fils devront parler

On sait mieux, en revanche, å quoi ces sommes ont servi. Près de 300 millions de livres ont été utilisées pour éponger les dettes bancaires des sociétés privées contrôlées par la famille Maxwell et environ 400 millions de livres ont vraisemblablement été consageance - par le journal The Sun, crées, par Robert Maxwell luiconcurrent direct du Daily Mirror, mème, au rachat d'actions de MCC. Celles-ci servaient de nantissement (garanties) pour obtenir de nouveaux prêts bancaires en faveur des sociétés privées et il était donc indispensable que leur cours reste élevé. Le drame des retraités est que la réalisation des actifs de l'ancien empire servira en priorité à rembourser les banques, lesquelles ont perdu beaucoup d'argent dans la déconfiture de MCC.

> De même, Price Waterhouse, l'un des deux cabinets d'administrateurs (avec Arthur Andersen) charges du dossier, est-il juridiquement obligé de favoriser l'offre de rachat des filiales de MCC la plus élevée, au détriment de celle qui

Dans un tel cas, la législation britannique prévoit l'intervention du Fonds national d'assurance, ce qui combler une partie du «trous financier. Pour les retraités, le montant de ces compensations sera cependant loin d'atteindre celui auquel ils pouvaient prétendre après une vie de cotisations.

L'affaire Maxwell a jeté le doute sur l'ensemble du système de retraites, et inquiété 25 millions de Britanniques qui ont placé leur argent dans des fonds comparables à ceux du groupe Maxwell. La législation a permis à Robert Maxwell de remplacer les a trustees » (membres du conseil d'administration d'une fondation) chargés d'administrer les fonds de retraite de son groupe par des hommeslige, à qui il imposait sa volonté, c'est-àdire le silence. Comment, techniquement, ces jeux d'écriture se sont-ils déroulés, et surrout où, précisement, des sommes aussi énormes ont-elles abouti?

Telles sont quelques-unes des questions que la justice et la commission d'enquête de la Chambre des Communes aimeraient bien poser à Kevin et lan Maxwell. Après avoir refusé de répondre oralement, ceux-ci viennent de renvoyer les quelque soixante-dix questions écrites qui leur avaient été adressées, au motif que les réponses allaient être rendues publiques et pouvaient des lors leur porter préjudice avant que la justice n'ait statué sur leur sort. La cour d'appel a décidé de rejeter leur demande de pourvoi devant la Chambre des Lords, la plus haute juridiction britannique, et le Parlement envisage de les poursuivre pour « outrage ».

Tot ou tard, les fils Maxwell devront accepter de parler. Et révéler leur propre responsabilité dans les malversations financières de celui qui avait un jour affirmé : a mes résultats parlent d'euxmemes. Vous êtes autant en sécurité avec moi que vous le seriez avec la Banque d'Angleterre... »

LAURENT ZECCHINI

transmis au Conseil d'État et pourrait être appliqué dans les prochaines semaines, prévoit également des améliorations dans le déroulement des carrières et les débouchés professionnels de plusieurs cadres d'emplois, notamment les dessinateurs, les agents de salubrité et certains métiers de la filière culturelle.

INDICATEURS

OCDE

 Chômage: 7,2 % en décembre. – Le taux de chômage au sein des vingt-quatre pays de l'OCDE s'est établi à 7,2 % au mois de décembre 1991, contre 7 % durant les quatre mois précédents. Pour l'ensemble de l'année 1991, le taux de chômage atteint 6,8 %, en hausse de 0,7 point par rapport à 1990. C'est le première fois depuis 1983 que le taux de chômage global augmente dans l'OCDE.

La fin de la traversée du désert

INDICE CAC 40 dix huit mois à la place française pour effacer les séquelles de la onse du Golfe qui avait éclaté le 2 août 1990. Au

Enfin! Il aura fallu

terme semaine particulièrement active, l'indice CAC 40 a retrouvé jeudi et dépassé vendredi son niveau atteint à la veille de l'invasion irakienne au Koweit (1 962,37 points le 21 février au lieu de 1960 07 le 1e août 1990). Si les places britannique et américaine sont depuis longtemps sortis des sables du désert, la place francaise vient à son tour d'achever sa longue traversée et laisse derrière elle les Bourses allemande et

Et cette sortie s'est effectuée avec brio. Non seulement - phénomène rare - toutes les séances ont áté positives (+0,91 % lundi. + 1,60 % mardi,+0,17 % mercredi, + 1,87 % jeudi, at + 0.57 % vendredi) mais, en plus, la performance globale restera mémorable. Avec une hausse de 5,2 % sur la semaine, la Bourse a enregistré son meilleur résultat depuis décembre 1990. Cela lui a permis de terminer, vendredi, le mois boursier de février sur un gain de 6,07 %. Cette liquidation, la deuxième de l'année, est encore positiva, cella de janvier s'étant soldée par une hausse de 13,4 %.

Signe de l'attrait du marché français, les séances ont été particulièrement actives et le volume des échanges a attenit les 5.05 milliards de francs sur le marché à reglement the south jeudiet plus de 4 amiliaros centiredi. A rigine de ces mouvements suscités par les investisseurs en an-

Banques, assurances,

AAA (ca-Cie Midi).

Buil Egggenent.

Baucaire (C-1.

Cetelem

C. Local de France.

Société générale...

Seez (C+ fin.).... UAP

Bongmin HSN Carrefour

Cusino, G., Per.

Guyenne-Ciase.... LVMH

Olipar..... Pernod-Ricard.

Promodes

Source Perrier. . Nestlê.....

magasins

Agache (Fin.)...... RHV....... Damart

Gal, Lufayette (Nous, Galeries ...

SCOA..

Pétroles

ELF-Aquitaine

Primagaz

Amgold........ Buf. Gold M...

Onel, Cons.....

Western Deep.

Total (div. par 4)....

Mines d'or, diamants

DMC

Filatures, textiles

Saint-Louis ..

Alimentation

CPR......

Locindus...

........

sociétés d'investissement

21-3-93

21-2-93

157.50 +

21-2-92

Z 620

1 470

5 320

600 2827

1 559 4 570

170

3 054

1327

. 35 450

Din:

13.80

18 12,50 16 - 5

78

27,50 + 44 (+ 31

+ 27

Diff.

11 73

+ 55 + 176

12107.

inch. 25 70

+ 2,30 + 23,50

5 2,10 8,30

6,70

470 - 30 455,40 + 0,40 450 - 25 320 + 90 18,85 - 0,65

21-2-92 Duf.

429,50 -

21-2-92 Diff.

31,25 25,70 34,10 182

2,20

20 40 6,40

3.50

gers, l'espoir d'une amélioration de la situation économique dans le sillage de celle espérée outre-Atlantique par les boursiers. A Wall Street, le marché a surmonté la mauvaise impression laissée par l'aggravation du déficit commercial en décombre et du chômage, pour ne tenir compte que des bonnes nouvelles. L'une d'entre elles a été l'augmentation des mises en chantier de logements pour janvier (+5,5 %); l'autre, l'optimisme de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, sur le redémarrage de l'économie. Il faut ajouter à cela la fermeté du franc face au mark et les déclarations du président de la Caisse des dépôts, M. Robert Lion, sur son intention d'augmenter ses place ments en actions en l'absence de fonds de pensions en France. Exemple qui pourrait être suivi par d'autres «institutionnels».

Si vendradi le mouvement s'est calmé, pour des raisons techniques, ce jour étant celui de la liquidation, l'heure est encore à l'espoir. Tout en reconnaissant que les valeurs avaient blen progressé, les analystes ne désespèrent pas de revoir comme à la fin de 1989 l'indice CAC 40 franchir la barre des 2 000 points et, pourquoi pas, s'approcher de son sommet de 2 129,32 atteint voici près de deux ans.

Dans ce contexte, les grands titres et les valeurs cycliques ont particulièrement été recherchés, notamment celles du secteur automobile comme Peugeot. Profitant de l'annonce de résultats très encourageants (37,5 % de hausse des bénéfices en 1991), le titre participatif Rhone-Poulenc a été tres demandé. A l'inverse, pour la reprise de ses cotations leudi. Métrologie International n'a cessé

21-2-93 Diff.

P117

243

717

525 243

1 970

21-2-42

[24,[100,1 99,9 99,9

101.7

300 98,5

Nombre de contrats : 82 196 environ.

MARS 92

107,82

107,86

107.60

107,60

107,60

14-2-92

2 897 208

5 862 149

104.3

17-2-92

503,4

66 445

98,05 -98,05 -98,15 +

506 175,50

76,40

218 - 9,90 166,10 + 12,30 510 + 9

510 + 9 344,60 + 10,40 342,10 + 7 2 290 + 22

+ 0,1 - 0,2 - 0,3 - 0,1

0.1

0,05 0,3 0,15

MATIF

JUIN 92

109,12

109,14

108,96

108.98

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

(base 1000, 31 décembre 1987) Index ('NC 40 ... | 1882,07 | 1912,21 | 1915,41 | 1951,22 | 1962,37

18-2-92

3 027 341

5 231 778

104.9

18-2-92 19-2-92 20-2-92

55 420

17-2-92

1 761 909

5 730 540

8 825 802 1 7 535 412 1 8 314 539 1

42 963

507,8

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 21 février 1992

Matériel électrique

CSEE...

Laboral .

SEB.

1BM

Legrand ...

iénémie des caux...

Intertechnique.....

Lyon, des caux

Merlin-Cierin.....

Sext.-Avionique

Schlumberger.

ou indexé

8.80 % 1977. 10 % 1978..... 9,80 % 1978.....

9 % 1979 10,80 % 1979..... CNE 3 %.....

COURS

Premier.

haut.

bas ...

Dernier.

Compensation

Comptant R. et obl.

Actions

Total

Françaises Étrangères

Indice gen.

CNI 5 000 F

Thomson-CSF

Valeurs à revenu fixe

de sa déprécier perdant jusqu'à 20 % le lendemain. En début de semaine la nouvelle équipe dirigeante de cette société informatique avait présenté son plan de restructuration. De son côté, la SCOA n'a pas rencontré le succès espéré pour son augmentation de capital, ce qui a contraint son actionnaire principal Paribas à assumer à lui seul plus de 65 % de l'opération. Sa participation dans cette firme de négoce est alors passée de 29,4 % à 49,9 %. Ayant franchi la barre des 33 % seuil de déclenchement obligatoire de l'OPA, Paribas a obtenu une dérogation du Conseil des Bourses de valeurs pour ne pas lancer d'offre d'achat.

Le feuilleton Perrier

Les OPA ou plutôt leurs suites juridiques ont été au centre des discussions cette semaine. La contestation des actionnaires minoritaires du Printemps face à l'offre partielle lancée par Pinault n'a semble t-il pas reçu d'échos au tribunal. Le parquet n'a rien trouvé de répréhensible dans cette opération et n'a pas demandé l'extension de l'OPA sur l'intégralité des titres. L'arrêt devrait être rendu la 10 mars prochain, mais déjà les boursiers ont tablé sur un échec des minoritaires. Jeudi, au lendemain des plaidoirles, l'action Printemps se dépréciait de 5 % .

Le feuilleton Perrier a connu quatre rebondissements cette semaine. Après l'accord du Trésor au titre des investissements étrangers à l'OPA de Nestié et Indosuez sur la firme de Vergèze, tous les acteurs se sont retrouvés par deux fois au tribunal

Agad, d'entr......

mob. Phénix ...

Valeurs diverses

21-2-92

762

648 682

178 528 383,50 154,90

310,60

44.80

156 + 494,90 + 339,90 + 183 -103,10 +

835

Diff.

. 39 - 20

- 5 + 410 - 27

9,45 5,90 52,90 20,90

5.40

49.20

3,40

[- 12

DÉC, 92

109,10

20-2-92

104.7

21-2-92

518,5

Laturge Coppee

J. Lafebyn:....

SGE-SB ...

Air liquide...

Club Med.

Euro Disney.

Navigation miste... Nord-Est L'Orest

Saint-Gobain Saintes Châtillon ...

Skis Russignol

ÉCHÉANCES

SEPT, 92

109,24

109,26

109,24

109,26

19-2-92

3 557 045

82 165

9 484 596

104.1

509,1 512,3

CGIP.

GIM...

mardi devant cefui de Nîmes et vendredi devant la cour d'appet de Paris. Dans le premier cas, i s'agissait, à la demande des attaquants Nestlé et Indosuez, de se prononcer sur le gel des droits de vote détenus par Exor et la Société générale dans Perrier. Dans le second cas, à la demande d'Exor, la Société générale et de Saint-Louis on demandait un sursis à exécution pour l'OPA qui doit être lancée sur Perrier, Le tribunal de commarca da Nimes rendra son jugement le 6 mars prochain : la cour d'appel de Paris fera connaître sa décision le 27 février.

Paralièlement, les transactions Perrier sont surveillées quotidiennement avec beaucoup d'attention. Seuls opèrent sur le marché du titre l'Arab Banking Corp à Bahrein et Goldman Sachs à New-York. Agissent-ils pour leur propre compte ou sont-ils de simples intermédiaires? Et pour compliquer un peu plus cette affaire, vendredi, les cotations d'Exor et de Perrier étaient suspendues. Une contre-OPA était déposée par BSN sur ce holding propriétaire de Perrier et déjà convoité par la groupe Agnelli L'offre est faite au prix de 1 420 francs par action - éventuellement majoré à 1 433 francs si le versement du dividende aux actionnaires d'Exor devait intervenir après la fin de l'OPA - contre 1 320 francs pour les Agnelli BSN sera aidé par son premier actionnaire la Banque Lazard et per la Banque Indosuez. Faut-il voir là un coup de semonce pour mieux négocier?

DOMINIQUE GALLOIS

Bâtiment, travaux publics Produits chimiques

		319-51-5		•
1 10 599 308,50 388 148	13iii. - 2 + 38 + 28,50 + 18 + 3 + 26	Roussel-Uciaf Synthélabo BASF Bayer	21-2-92 5 750 2 110 1 151 835 1 015	+ 460 + 140 + 69 + 5 + 18
358,50 169 135	+ 44,80 + 29 + 12	Imp. Chemical Norsk Hydro	855 125,50 117,50	+ 15 + 1,40 - 4,70

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Harvet %	Valcurs	Raissa %
Certs Rail Equipers, Micheurop Micheurop Micheurop Micheurop Malange Copper Innetal Micheurop P. Ciments Franç Accept H. M. Credi National Michelin K. Sommer Mich. C P Geen Nag. C Nab Mech.	14.12.4.12.2.2.2.2.2.2.2.2.2.2.2.2.2.2.2	Dec. Reg. S-E	127 63 59 46 45 17 17 17 17

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

		Nore de	Val. en	١
-		titres	cap. (F)	•
	AlcAlsthom	1 383 770	819651432	l
-	Peureot SA	1 085 956	775 315 655	ı
	Source Perrier.	469 154	723 109 350	ł
	Oréal (l')	442 691	647837872	ı
- 1	Saint-Gobain	1112640	567 126 500	ĺ
	Sucz-Comp	1 689 966	561 857 219	l
	Gle des Eaux	253 194	546 216 641	l
ì	Air liquide	694316	506 992 945	ı
ļ	BSN	391 524	439 562 870	ı
	Michelin	2645819	429 364 411	ı
1	EuroDist. SCA.	2830682	424 341 776	l
	Canal +	387 404	412 798 627	ŀ
	LVMH.	91 548	408 755 360	ı
	Elf-Aquitaine	1074170	392 429 062	ı
	(°) Du vendred 20 ferrier 1992 in		1992 an jendi	

MARCHE LIB	IL OL	L 011
	Cours 14-2-92	Cours 21-2-92
Or the picks on bernel	62 900	83 300
- [trilo en linget]	62 860 360	83 360
Pièce trançaise (20 fr.)	405	450
Pièca suites (20 fr.)	359	367
Pièce letine (20 fr.)	367	367
e Pièce tuelslanne (20 fr.)	351	360
Souveraln	456	487
e Souverain Elleabeth II	481	468
e Deral-souverain	350	385
Pièce de 20 dellars	2 065	2 065
- 10 dollars	1 102,50	1 102,50
	635	677,50
- 5 dollars	2 340	2 350

a Cos pièces d'or no sont cothes qu'à la séance

NEW-YORK

Toujours confiante

NONE DOW JONES nué de progresser au cours de cette semaine, réduite à 1,05 % quatre séances en raison du President's Day, démontrant ainsi que la place

confiante sur la proximité de la reprise économique. En ce sens, l'annonce d'un bond des mises en chantier des logements pour le mois de janvier aux Etats-Unis, puis les déclarations de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (Fed), estimant que désormais « lous les éléments de la reprise étaient en place», ont conforté les investisseurs dans leur optimisme.

En revanche, ils ont ignoré ses propos selon lesquels il n'y aurait pas de nouvel assouplissement, dans l'immédiat, de la politique de crédit de la Fed. Selon des experts, ils ont préfèré s'intéresser aux négociations entre la Maison Blanche et le Congrès sur les mesures fiscales proposées au mois de janvier par le président George Bush pour relancer l'économie. Cela a été illustré mardi par l'absence apparente de réaction à l'annonce que la Fed avait décidé de réduire le niveau des réserves obligatoires imposées aux banques pour couvrir d'éventuelles pertes, dans le but de stimuler la politique de crédit des banques.

Mercredi, la baisse des taux d'intérêt à long terme américains

ont permis au Dow Jones d'établir un nouveau record à 3 280,63

.

1792

. . .

3,00

.

A sale for

4 - 31 - 3

But Sail

-

1

grade to the said

-

4 34

464 X.)

we distribute

-1 4

4 W/5

and the

48 18 44

The State of the S

in the second se

 $A = \{x_1 + y_2 = y_1\}$

1. 52

de Constitution 1 = 4

1300

points. « Je crois que le marché naus dit que les incitations monétaires sont suffisantes. Ce qui va faire bouger les cours maintenant, c'est une reprise des résultats des entreprises », a souligné M. Michael Metz, responsable chez Oppenheimer. Pour sa part, M. Gene Seagle, responsable chez Gruntal and Co, estime que, si Wall Street dépasse le seuil de 3 300 points, elle devrait atteindre les 3 500 points vers la fin mars.

Indice Dow Jones: 3 280,19 (c.

3 245,97).		
	Cours 14 fevrier	Cours 21 févrie
Alcos ATT Boeing Chase Man. Bank Du Post de Nessours Eastman Kodak Eastman Kodak General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oll	14 Fevrier 67 3/4 38 1/2 46 1/8 23 47 3/4 46 3/4 58 1/4 37 1/8 77 1/8 62 1/2 89 3/4 60 7/8	69 5/8 37 5/8 46 7/8 48 1/4 46 5/8 58 1/8 37 1/2 80 3/8 64 3/8 61 3/8 60 3/8
Phier Schlumberger	60 L/2	72 59 3/4 57 3/8 155 1/2 25 51 3/4 20 3/8 78 1/4
	_	

TOKYO

Gagnante «in extremis»

La dernière séance et ses 2,5 % de gains ont permis à la Bourse de Tokyo de clôturer la semaine en hausse de 1,95 % par rapport à vendredi der-

nier, le Nikkei gagnant 407.95 points à 21 291,81. Le marché est resté peu actif cette semaine, avec un volume d'échanges quotidien se situant en moyenne à 201,2 millions d'ac-

La semaine avait mal commencé pour l'indice, qui chutait lundi matin à son plus bas depuis le début de l'année, à 20 574 points. cutif à l'intervention de la Banque du Japon pour souteair le yen con-tre le dollar, lui permit de terminer la journée en hausse de 2,11 %. Des ventes d'arbitrage réduisirent cette hausse à néant à un point près dès le lendemain (-2,12 %). Mercredi, les incertitudes politiques en raison des scandales Kyowa et Tokyo Sagawa Kyubin et les révisions à la baisse de résultats d'entreprises pesèrent sur le mar-ché (-1,12 %). L'annonce par la

Banque du Japon, jeudi, d'une progression de 1,8 % de la masse monétaire en janvier par rapport à janvier 1991 - la plus faible progression jamais enregistrée - a suscité des espoirs d'un desserrement du crédit. Le Nikkei a gagné ainsi 0.74 %. Une chasse aux bonnes affaires lors de la dernière demiheure de vendredi a permis à l'in-

dicateur de s'adjuger 2,5 %. Toutefois, certains opérateurs ont émis des doutes sur la poursuite de la hausse la semaine prochaine, en soulignant que le sentiment haussier pourrait être balayé par des ventes de peu d'ampleur. Indices du 21 février : Nikkei. 21 291.81 (c. 20 883,86); 1 551,66 (c. 1 555,31).

	Cours 14 Evrier	Cours 21 Revrie
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Massushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	715 1 090 1 360 2 120 1 370 1 370 627 4 180 1 420	676 1 090 1 380 2 030 1 490 1 370 634 4 020 1 460

LONDRES Optimisme décu + 1,3 %

Après un début de semaine très optimiste où l'indice Footsie a enené 42 points en deux jours, l'enthousiasme est vite retombé à la Bourse de Londres. Au linai, l'indice des cent grandes valeurs a toutefois réussi à gagner 28,4 points à 2 542,3, soit une avance de 1,3 %. Une étude de la Confédération

de l'industrie britannique (CBI) prévoyant une amélioration des ventes de détail, confortée par la hausse surprise de 0,4 % de ces mêmes ventes pour le mois de janvier contre 0,2 % attendu, a permis au marché d'engranger ses gains initiaux. Mais le recul de 2,5 % du produit intérieur brut (PiB) en 1991 a surpris la City et les investisseurs. Ce recul a confirmé, si besoin était, que le pays vivait sa plus longue récession depuis la

Indices «FT» du 21 février : 100 valeurs, 2 542,30 (c.2 513,90); 30 valeurs, 1 982,90 (c.1 950,90); fonds d'Etat, 88,21 (c.88,06); mines d'or,130,80 (c.141,10).

	Cours 14 levrier	Cours 21 fevrier
Bowater BP Charter Courtackls. De Beers Ghao GUS ICI Reuters Shell Unikever Vickers	7,38 2,68 5,23 5,17 14,62 8,12 19,25 12,67 11,38 4,66 9,22 1,67	7,43 2,58 5,25 5,29 13,62 8,23 19,50 12,93 11,55 4,48 9,67 1,62

FRANCFORT Hausse technique + 2,45 %

Les valeurs aliemandes ont terminé la semaine sur une hausse technique imputable essentiellement à l'approche du terme boursier sur le marché des options. Le DAX a ainsi fini par franchir le seuil des 1 700 points devant lequel il pictinait depuis plusieurs semaines pour finalement clôturer la période à 1717,63. Selon les chartistes (analystes sur graphiques), si le marché reste plusieurs séances consécutives au-dessus de ce seuil, le potentiel haussier sera nectement renforcé.

Sur le fond, le marché reste fra gilisé par des perspectives conjonc-turelles peu avenantes. La Bundesbank a renouvelé ses mises en garde aux partenaires sociaux sur les dangers pour la croissance que constituaient les hausses de salaires. La tendance inflationniste ne semble pas mollir et ces facteurs présagent pour 1992 un ralentisse-ment de la croissance des bénéfices des sociétés allemandes. Indices du 21 février : DAX, 1 717,63 (c. 1 676,48); Commerz-bank, 1 973,10 (c. 1 943).

	l'ours 14 février	C'ours
M.t.i RASE RASE Commerciana Househestank Hoechis Kartadi Manesman Semens Volkswagen	225 243,70 291,70 159 700,50 247,30 653,20 271,30 663,30 335,59	225,10 247,50 297,40 263,40 719,50 255,10 679,50 351,20

patience avant de voir la Finlande

revenir sur le marché international

des capitaux. Le gouvernement pré-voit de poser officiellement sa candi-

dature à la Communauté euro-

péenne au milieu du mois de mars.

La publicité dont le pays bénéficiera

alors lui facilitera certainement l'ac-cès à l'euromarché, qu'il retienne

pour sa prochaine opération le franc,

Il y a cu, la semaine passée, deux

nouvelles opérations en eurofrancs.

Toutes les deux ont été bien accueil-

lies. Elles appartiennent à des catégories très différentes, mais elles ont

en commun non sculement l'origine

des débiteurs, qui sont français,

mais également de présenter cha-

cune des aspects techniques qui leur

auraient interdit d'apparaître sur le

marché national des emprunts en francs. Celle de 1 milliard, émise

sous la direction du Crédit lyonnais

pour le compte de la société Aéros-patiale, est d'une durée plus courte

que les cinq ans qu'il faut au mini-

mum respecter sur le marché natio-nal. Les obligations seront rembour-

sées dans deux ans déjà. Elles

le mark ou l'écu.

La Finlande, un débiteur très attendu

obligataire français aurait de fortes chances d'être bien accueilli. La conjoncture est favorable, et la bonne tenue du franc ces derniers jours a réveillé l'appétit des investisseurs étrangers pour des placements qui rapportent toujours beaucoup

Mais, précisément pour cette raison, parce que c'est une solution comparativement coûteuse, de nom-breux candidats à l'emprunt hésitent à y recourir. Depuis le début de l'année, à l'exception de la Banque européenne d'investissement, on n'a vu que des entreprises françaises s'y risquer. Les grands gestionnaires de fonds, soucieux de diversifier au micux leurs portefeuilles, souhaiteraient vivement que la liste des nou-velles émissions s'enrichisse bientôt d'autres signatures. C'est pourquoi ils accordent beaucoup d'attention aux projets de quelques Trésors publics étrangers qui, comme celui d'Helsinki, sont susceptibles de lever

La Finlande envisage de s'endetter de façon importante ces prochains mois et, suivant une politique clairement définie l'an passé, ses emprunts internationally seront nour la plupart libellés en écus ou dans les principales devises qui entrent dans la composition de ce panier de monnaies européennes. Ses précédentes opérations en francs français ou en marks allemands ont toutes été couronnées de succès alors qu'en écus, ce pays a rencontré des diffi-cultés à plusieurs reprises. Sa dernière émission, un emprunt en écus de sept ans, lancé à des conditions très sévères, a, en fait, été assez pénible. Aussi, dans les grandes curobanques, à Londres, à Paris comme à Francfort, ne manque-t-il pas de spécialistes pour lui conseiller de retrouver la faveur des investisseurs en se présentant dans les marchés où elle est traditionnellement bien accueillie. Certains étaient si sûrs de leur affaire ces derniers jours qu'ils pensaient que leur proposition allait immédiatement déboucher sur un nouvel euro-emprunt. Leur attente a été vaine et elle risque de

se prolonger quelques semaines encore.

Comme les autorités financières de nombreuses autres capitales euro-péennes, celles d'Helsinki ont à cœur de développer leur propre place financière en émettant dans leur propre monnaie des fonds d'Etat destinés à trouver preneurs auprès destinés à trouver preneurs aupres d'investisseurs locaux certes, mais également à l'étranger. C'est une préoccupation qui en Finlande semble présentement l'emporter sur les autres pour ce qui est de la dette du pays. Le Trésor a déjà recueilli depuis le début de janvier pour quelque 1.25 milliard d'écus sur les marchés étrangers. Mais sur son quedue 1.35 militara d'écus sur son marchés étrangers. Mais sur son marché, il n'a, dans le même temps, drainé en markkas que pour environ 300 millions d'écus. Il y a là une sorte de déséquilibre qu'on s'em-loie à corrier

ploie à corriger. Le gouvernement veut étendre l'encours de son emprunt 11 % de sept ans de durée, qui se négocie actuellement à des prix correspon-dant à un rendement de l'ordre de 11,30 % l'an. Il est également prévu de relever le montant d'une autre opération de durée plus courte.

Direction

La monnaie qui a été dévaluée de

Une autre raison explique pour-

DEVISES ET OR

Deuxième vague sur le dollar

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, le dollar a poussé une pointe, qui paraît significative à bien des opérateurs. Les cours du «billet vert» qui, lors d'une première poussée, étaient passés de 1,50 DM à 1,6350 DM et de 5,14 francs à 5,56 francs, avant de refluer à 1,56 DM et 5,325 francs, ont rebondi à plus de 1.65 DM et de 5.62 francs.

Ces «touches» successives comme celles qu'un pêcheur à la ligne enre-gistre sur son bouchon reflètent les espoirs d'une reprise économique aux Etats-Unis. Le président de la Réserve fédérale, déposant devant la sous-commission bancaire de la chambre des Représentants (Humphrey-Hawkins Testimony semestrieli a precise qu'il « commençait à voir les premières indi-cations d'une reprise». Il s'est déclaré «quelque peu plus optimiste» que cos derniers temps. Ajoutons-y l'annoncesurprise d'une augmentation de 5,5 % des mises en chantier de maisons neuves en janvier et quelques indica-tions plus favorables par-et-par-là.

Toutefois, la Réserve fédérale, si elle croit en une reprise de la croiselle croit en une reprise de la crois-sance, abaisse ses prévisions pour le quatrième trimestre 1992 : 1,75 % à 2,5 % par rapport au quatrième tri-mestre 1991, contre 2,25 % à 3 % pré-cèdemment. Son président a indiqué, au surplus, que la baisse des taux effectuée antérieurement «derrait suffire » pour assurer la reprise économique. On sait qu'elle vient, en outre, de ramener de 12 % à 10 % le coefficient de réserves obligatoires constituées auprès d'elle par les banques, ce qui représente un montant compris entre 8 et 10 milliards de dollars.

Tout cela pourrait indiquer que la Réserve fédérale n'aurait pas l'intention d'abaisser encore ses taux, attitude de nature à raffermir un dollar que toute diminution affaiblit très ogiquement. Scule ombre au tableau: le dollar n'entraîne pas le yen japonais qui faiblit même par rapport à lui, en dépit des interventions des banques centrales, essentiellement une Banque du Japon inquiète de voir augme l'excédent commercial nippon. Résultat : le cours du yen ne monte pas en Europe, où l'on trouve la devise japonaise notoirement sous-évaluée.

L'affaiblissement du mark par rapport au dollar, consequence logique du raffermissement de ce demier, se traduit également au sein du système monétaire européen, notamment vis-àvis du franc français qui s'est raffermi vis-à-vis de la devise allemande. Cette dernière a terminé la semaine à 3,40 francs environ, au plus bas depuis le début de septembre 1991, après avoir même crevé ce plancher de 3,40 francs pendant une journée, à 3,3980 francs.

Un tel raffermissement signific que, pour l'instant, le mark est surévalué : certains esprits audacieux vont même jusqu'à suggérer une dévaluation du mark au sein du système monétaire européen, ce qui frapperait d'apoplexie les dirigeants de la Bundesbank. mais s'appuierait sur des données fondamentales qui, pour un certain temps, ne sont pas à l'avantage de l'Aliemagne.

La remontée du franc réjouit bien naturellement M. Pierre Bérégovoy qui, dans son point de presse du jeudi 20 février, a déclaré que « le mouvement de réévaluation du franc n'est pas terminé ». Toutefois, s'est hâté d'ajouter le ministre, pour ne pas faire naître des espoirs prématurés «le franc n'est pus encore assez haut pour permettre une baisse des taux d'intérêt à court terme».

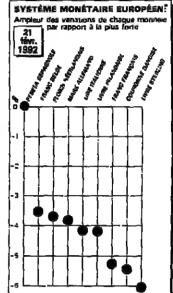
Néanmoins, ce mouvement va permettre à la Banque de France de reconstituer un peu ses avoirs nets de change, un peu mis à mal par la crise de novembre 1991, qui l'avait obligée à relever ses taux directeurs tombés pendant quelques semaines au-dessous

le franc s'était alors produite rendue publique, de manière inhabituelle, par M. Bérégovoy lui-même.

Du coup, nos avoirs nets en devises, qui avaient plongé de 162 milliards de francs en décembre 1990 à 109 milliards de francs en juitlet 1991, en raison d'une hausse exagérée de la peseta espagnole qui avait drainé nos capitaux, pour se redresser à 162 milliards en octobre, se sont contractés, revenant à 122 milliards de francs à la tin janvier 1992. Sur cette chute d'une quarantaine de milfiards de francs, environ 14 sont dus a la dépréciation du dollar enregistrée dans nos avoirs, au début de 1992. Le solde est imputable à la faiblesse tem-poraire du franc. De toute façon, l'obcetif principal de la Banque de France en matière de changes n'est pas d'accumuler à tout prix des avoirs mais, surtout, d'assurer une bonne tenue du franc et, dans ec domaine l'objectif est atteint.

[N. B. Pour la commodité du lecteur, on (N. B. Pour le commonte du recter, on returquera que la comprabilisation des avoirs de changes nets ne correspond pas à la comprabilisation officiellement communiquée qui fait référence à des avoirs bruts y et s'appuie sur le compte n' 2 de l'actif du bilan de la Banque de France, directifiste à la company de la Carlo de la Carl l'actif du blish de la Bauque de France, o disponibilité à vue à l'etranger ». Pour faire bonne mesure, it fait balancer ce poste de l'actif par le compte 25 du pas-sif, qui retrace l'évolution des créances, des banques centrales etrangères sur l'ins-titut d'émission, donc des dettes de la France, Ajoutous-y une partie des sommes figurant au compte 22 du passif (« Autres comptes, dispositions et autres engage ments à vue «) et ou parviendra à une approximation plus ou moins précise des réserves de doises françulses.

F. B.



Taux calculés par rapport sux cours estimatris de la Banque de France

l'Europe

Au fur et à mesure que le volume Au rur et a mesure que le volume de ces transactions s'accroît, l'intérêt des investisseurs augmente, car c'est pour eux la promesse d'une bonne négociabilité des titres sur le marché secondaire. Pour ce qui est du rendement, il est assurément alléchant, comparé su taux d'inflation qui se titte aux absteurs de 4 %. situe aux alentours de 4 %.

plus de 12 % en novembre 1991 ne semble pas menacée pour l'instant et le pays commence à bénéficier des dispositions draconiennes décidées l'automne dernier, et qui avaient notamment conduit à renoncer à toute augmentation des salaires. Il s'agissait de remodeler la structure des exportations finlandaises, de les orienter davantage vers l'Europe de l'Ouest car, en direction des pays de l'ex-Union soviétique, elles étaient en chute libre.

quoi il convient de s'armer de

rapporteront quelque 9,43 % aux souscripteurs qui les auront acquises à leur prix d'émission. La seconde transaction, dont le

débiteur est le Crédit national, porte sur 600 millions de francs et elle ne viendra à échéance que dans onze ans. Mais il est laissé aux prêteurs la possibilité de réinvestir le produit de 'intérêt annuel à chaque échéance de coupons, de façon à se procurer des titres supplémentaires. Cela fait que chaque année de nouveaux titres pourront voir le jour, dont l'échéance sera toujours plus rapprochée, si bien qu'on finirait par contrevenir aux règles de durée minimale en vigueur sur le marché national. Sur l'euromarché, il est permis d'émettre de nouvelles obli gations en francs d'un an sculement. Dirigée par la Société générale, l'émission du Crédit national a été

8,43 % à ceux qui réinvestiront les CHRISTOPHE VETTER

construite de facon à rapporter

MATIÈRES PREMIÈRES

Cacao: l'impossible accord

Les cours du cacao continuent à glisser à Londres au moment où pays producteurs et consommateurs tentent de s'entendre sur les modalités d'un nouvel accord. Le marché a accueillí cette négociation avec indifférence. Seul le prix de la fève compte, et il s'établissait à nonveau en baisse à moins de 700 livres la tonne, jeudi 20 février, alors que pour la première fois depuis huit ans, on attend un déficit mondial de la production de cacao. La plupart des négociants s'attendent à ce que la glissade se poursuive.

Pourtant, le groupe de travail de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), réuni à Londres depuis le 13 février, a annoncé que la consommation mondiale dépasserait la production de 140 000 tonnes, la maison de courtage Gill and Duffus a pronostiqué une différence de 177 000 tonnes. On prevoit use production mondiale de fèves de 2,35 millions de tonnes, en baisse de 4 % depuis l'an passé.

Plusicurs raisons expliquent ce phénomène, notamment les prix bas persistants qui ont découragé les neuvelles plantations, la baisse de revenus des paysans, des pluies excessives en Côte-d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria, l'instabilité politique et économique au Came-

PRODUTI'S	COURS DU 21/2		
Cuivre h. g. (Losies)	I 285 (+ 7)		
Trois mois	Livres/tonne		
Aluminium (Londra)	1 319 (+ 8)		
Trois mois	Dollars/tonne		
Nickel (Lordes)	8 025 (- 25)		
Trois mois	Dollars/tonne		
Sucre (Paris)	265,5 (+ 9,4)		
Mai	Dollars/tonne		
Café (Lusius)	811 (- 48)		
Mars	Livres/tonge		
Cacao (Ars-Lati)	ł 070 (– 8)		
Mars	Dollars/tonne		
Blé (Ciasa)	415 (- 12)		
Mars	Cents/boisseau		
Mais (Chicago)	263 (+ 1)		
Mars	Cents/boisseau		
Soja (Chrago)	174,6 (+ 2,5)		
Mars	Dollars/L courte		

Le chiffre cotre parenthèses indique la

roun. Les prévisions pour la Côted'Ivoire, premier producteur mon-dial, sont de 725 000 tonnes de moins que l'an passé. Le Ghana et le Cameroun devraient récolter 95 000 tonnes chacun, en baisse de 5 %, le Nigeria se maintenant à 160 000 tonnes. Diminution aussi au Brésil, qui enregistre une baisse de 15 % avec 335 000 tonnes. La production malaise devrait progresser, au contraire, passant de

230 000 à 245 000 tonnes. Cette situation pourrait se révéler favorable aux pays producteurs, el certains parlent même de «reprise durable du marché». Opti-misme débridé? Probablement.

Un scénario de science-fiction?

Tout d'abord, il ne s'agit que de prévisions, et on ne saura vraiment qu'en septembre si cette baisse de production est confirmée. La marge d'erreur en la matière est importante, on le sait d'expérience. De plus, même s'il s'agit d'un mouvement structurel (maladie ou parasite du cacaoyer, faible motivation des paysans, mauvais emploi d'intrants... rôle de la CEI sur le marché), susceptible de faire augmenter le prix de la fève, une telle tendance ne s'étend jamais sur plus de trois ou quatre ans : les paysans replantent dès que les prix remontent. Enfin - et c'est sans doute le plus important, l'existence de stocks mondiaux estimés en septembre dernier à 1,5 million de tonnes - soit sept bons mois de consommation - pèse sur le mar-che et ne peut que limiter la hausse

Dans ce contexte, il n'est pas sûr que les membres de l'ICCO puissent s'entendre avant la fin de leur session, le 21 février. Selon les professionnels, seule la pression des gouvernements pourrait les pousser à conclure un nouvel accord. Pour assurer la stabilité des prix, les subventions directes ou indirectes pourraient être les moyens qui jus-tilient la fin.

A l'ouverture des négociations, la majorité des pays producteurs, à l'exception du Brésil, mais la Côted'Ivoire en tête, avaient proposé l'instauration de quotas d'exportation soutenus par un stock régulateur. Les pays consommateurs étaient opposés à un tel mécanisme. Tout en admettant la nécessité politique de « faire quelque chose », M. Franz Wooge, president de l'International cocoa trades federation, a simplement déclaré : « Pour le marché du cacao, le plus important était de retirer la proposition concernant les auctas.»

La Communauté européenne a done formulé une contre-proposition - totalement informelle - avec un projet de rétention des féves par les pays producteurs, qui doivent ajuster leur production nux perspectives à moyen et à long terme du marché du cacao. « Un haut degré de coordination des politiques de production entre les producteurs sera nécessaire », a fait remarquer un observateur. Est-ce le scénario d'un accord de régulation... ou celui d'un film de science-fiction?

Devant une situation bloquée dès la case départ, les producteurs ont fini par accepter d'étudier le projet de la Communauté. Tout en gardant bon espoir que leur demande initiale sera discutée lors de la Conférence qui doit se tenir en juin à Genève.

D'autres questions restent pendantes, qui auront du mai à trouver une réponse, il n'est qu'à considérer le poids des arriérés de dettes des pays producteurs auprès de l'ICCO : le Brésil doit 25 millions de dollars, la Côte-d'Ivoire 84 millions de dollars, pour ne citer qu'eux. Quand vont-ils payer, sachant que les recettes d'exportation pour l'ensemble des pays producteurs ont baissé de plus de

« Il faut d'urgence une politique internationale des produits de base cohèrente, renforcée et efficace pour revigorer les marchés de ces produits et les perspectives économiques, suriout dans les pays en développement. De cette politique devront dépendre la compatibilité et la cohérence des politiques nationales des produits de base. » Ces lignes sont extraites d'un rapport de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), actuellement réunie à Carthagène (Colombie), Aura-t-elle le mot de la fin?

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.) B.mark Franc beige PLACE | Live | S. E.U. | France France outside | France france outside outside outside outside | France france outside outside outside outside outside | France france france outside outsid SEU. Florin Livre

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 FÉVRIER AU 21 FÉVRIER

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 21 février, 4,3614 F contre 4,3403 F le vendredi 14 février 1991.

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Morne plaine

mands continue de s'étendre sur le marché français, qui ne réagit pas très bien, du moins pour l'instant : les cours du MATIF sont retombés à 107.60, après de timides tentatives pour rejoindre les 108. En conséquence, les rendements des emprunts d'Etat ont poursuivi leur raffermissement, s'élevant au-dessus de 8,50 % pour l'OAT à dix ans. Sans doute, le net raffermissement du franc français (voir la rubrique « Devises et or ») fait-il naître des espoirs d'assouplissement de la poli-tique de la Banque de France, mais M. Beregovoy s'est charge, cette semaine, de rappeler tout le monde à l'ordre : pas d'anticipations folks.

De l'autre côté du Rhin, en effet, nque l'édérale ne cesse de multiplier les avertissements menacants : les augmentations de salaires sont trop importantes, le déficit des finances publiques est excessif, et la masse monétaire augmente trop rapidement : 9 % en janvier 1992. en rythme annuel, contre une prévision de 8,7 %. Trop, c'est trop, et comme nous l'avons souligné il y a quinze jours plus personne ne voit l'inflation refluer avant le troisième trimestre 1992, voire le premier trimestre 1993. La conclusion est facile

Sur le marché obligataire, l'ampiance est morne, sans orientation précise. La situation en Allemagne préoccupe, comme nous l'avons vu. Dans un tel contexte, les souscrip-teurs ne sont guère pressés et les missions continuent de se placer lentement. Tel a été le cas de celle de l'emprunt de la SNCF, pourtant prestigieuse signature, qui, sous l'égide du Crédit lyonnais, a levé 2,5 milliards de francs avec option pour monter jusqu'à 3 milliards de francs. Le marché a estimé que le taux de 8.60 % sur douze ans était CAROLE PETIT | «trop tiré » et personne ne s'est rué.

coupon nominal supérieur à 9 % (9,10 %), apprécié par les gérants de portefeuille, a vu son papier se placer lentement, également sous la conduite de sa maison mère. Paribas, se trouvant, au surplus, pénalisée par la baisse en cours sur le MATIF.

La Caisse nationale de crédit agricole, entin, a emis dans son reseau un emprunt de 1,5 milliard de francs, à 8,65 % nominal, 8,80 % réel, avec option pour 20 % de plus. Comme cela a déjà été relevé dans ces colonnes, le Crédit agricole nourrit des ambitions sur le marché obligataire français : cette semaine, il prenaît 500 millions de francs sur l'emprunt Compagnie bancaire. La semaine prochaine, on verra apparaître la Caisse autonome de refinancement, qui «titrise» les prêts consentis aux HLM par la Caisse des dépôts (15 milliards de francs en 1991) et le GOBTP.

30 % de la dette à l'étranger

Sur le front des sieav, la même Caisse des dépôts est devenue en 1991, avec ses réseaux associés (l'Ecureuil, la Poste et le Trésor), le premier promoteur et dépositaire, avec un encours de 275,3 milliards de francs, contre 199,5 milliards de francs en 1990, gagnant trois points de parts de marché, avec 17,2 % contre 14 %. L'an dernier, sa salle the result de la contre 14 %. L'an dernier, sa salle contre 14 %. L'an dernier, sa salle contre 14 %. L'an dernier, sa salle contre 14 %. des marchés de taux a réalisé 17,2 % des transactions sur obligations assimilables du Trésor (OAT) contre 15 % en 1990, et a effectué 20 % des transactions sur l'ensemble des titres de secteur public et privé.

Notons enfin que les achats des non-résidents (les étrangers) en valeurs du Trésor (obligations assimilées et bons du Trésor à intérêt

L'ombre des taux d'intérêt alle-nands continue de s'étendre sur le son 1,7 milliard de francs, offrait un 40 milliards de francs en 1991, a révélé Christian Noyer, directeur adjoint, à l'occasion du salon interfinances-Expobanques, Au 30 juin dernier, ils atteignaient une vingtaine de milliards de francs. C'est une chute libre par rapport aux 108,3 milliards de francs de 1989 et aux 114 milliards de francs de 1990. M. Noyer explique ce ralentisse-

ment par l'évolution des taux en Europe (à savoir le recul des taux à long terme en France) et par le fait que les titres d'Etat français sont. aujourd'hui, beaucoup mieux représentés dans les portefeuilles, alors qu'ils l'étaient peu en 1986, d'où un tormidable rattrapage, « Les chiffres de 1991 sont toin d'être négligeables, c'est deux lois ce que l'on avait en 1987 et 1988 (16,7 milliards de françs) et c'est plus que le déficit des paiements courants , ajoute M. Nover, pour qui vil est naturel qu'il y ait un effet de ralentissement et qu'on évolue maintenant à un rythme plus normal. Si nous pouvous earder un rythme de 30 à 40 mil-liards de francs par un, ce xeru très hirst "

Il a indiqué que près de 30 % (soit un peu moins de 300 milliards de francs) de la dette négociable de l'Etat français était détenue par les etrangers, à peu près 30 % pour les BTAN, un peu moins pour les OAT, et 20 % pour les BTF. On peut donc dire que c'est une belle réussite pour les services du directeur du Trèsor, M. Trichet. C'est aussi une épée de Damoclès suspendue sur tout gouvernement qui sortirait de l'orthodoxic économique et budgétaire : en ce cas, une bonne part de ces 300 milliards se déverserait sur le marché français ou serait vendue partout ailleurs. C'est la rançon du

FRANÇOIS RENARD

L'enquête sur le financement du PS sarthois

Un avocat de la défense demande l'audition du juge Thierry Jean-Pierre

Mª Francis Szpiner, l'un des défenseurs de M. Jacques Jusforgues, premier secrétaire fédéral du PS sarthois, a récemment demandé à M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, d'entendre son collègue Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans. Nouvel épisode de la guérilla de procédure qui entoure ce dossier, cette requête tend à mettre en cause la partialité dont aurait fait preuve M. Jean-Pierre en relançant, en janvier 1991, le dossier Urba.

Si la requête de Mª Szpiner a peu de chances d'aboutir, elle n'en est pas moins pertinente pour la comprehension des ressorts de ce feuilleton político-financier. Aujourd'hui, M. Van Ruymbeke mène des investigations qui sem-blent fructueuses dans un cadre juridique confirmé par les plus hautes autorités judiciaires - la cour d'appel d'Angers en avril 1991, la Cour de cassation en juin 1991. Mais, avant que n'inter-vienne ce double feu vert assorti du «dépaysement » du dossier du Mans à Rennes, l'affaire ne fut-elle pas relancée artificiellement par l'initiative militante de magistrats choqués par la loi d'amnistie de janvier 1990? Telle est la question tout à la fois politique et juridique que voudrait à nouveau poser l'avocat, quitte à revenir en

« J'ai été utilisé »

Tout repose sur une lettre en date du 26 avril 1991. Ce jour-là, le docteur Pierre Coicadan, militant socialiste depuis 1969, écrit au juge manceau Jacques Liberge, qui vient de prendre le relais de M. Jean-Pierre, après le dessaisissement de ce dernier. Sollicitée par M. Jean-Pierre qui l'avait croise à une réunion du «Forum pour la justice», la double audition du docteur, le 8 janvier 1991, fut le point de départ du dossier (le Monde du 16 avril 1991).

Or voici ce qu'écrit le docteur « Au cours de la seconde audition, j'ai parle des dépenses du Parti socialiste dans la Sarthe et du financement de certaines d'entre elles par des moyens que contrôlait

M. Pierre Villa [ancien secrétaire fédéral, aujourd'hui inculpé] au cours de l'année 1988, et peut-être début 1989 (...). M. le juge Jean-Pierre n'a pas retenu cette information dans ma déposition, en m'expliquant que, si le nom de M. Villa était cité, il serait dessaisi du dossier, M. Villa étant maire adjoint que mannent des faits invandés L'ancoure L' au moment des faits invoqués. L'ensemble de ces éléments me conduisens à penser que j'ai été utilisé au service d'objectifs n'ayant rien à voir avec la seule recherche de la vérité. p

tard, le 31 mai 1991, par le juge Liberge, le docteur Coicadan maintient sa version : « Si j'ai signé tient sa version: « Si j'ai signé mon procès-verbal sans que le nom de Villa y figure, c'est parce que votre collègue m'avait exposé les risques de dessaisissement, ce dont je ne voulais pas. » Pour M. Szpiner, « si c'est vrai, c'est grave ». Il l'a fait savoir par écrit à M. Van Ruymbeke en lui demandant d'entendre M. Jean-Pierre et le docteur tendre M. Jean-Pierre et le docteur Coicadan, car, si c'est vrai, explique-t-il, « un juge a influencé un témoin pour qu'un nom n'appa-raisse pas dans la procédure » – ce qui serait un cas de nullité tant l'entorse aux règles de procédure est flagrante.

« Je me suis fait un peu possède par Jean-Pierre, confie aujourd'hui le docteur Coicadan en maintenant sa version. J'ai senti après que c'était un coup monté. Il n'avait fait aucune enquête, je lui ai dit ce qu'il savait en fait! C'est la grande différence entre Gaudino et lui: Gaudino, les hasards d'une enquête l'ont amené sur Urba; Jean-Pierre, il s'est débrouillé pour mettre le nez dans le dossier Urba. Ce n'est pas très élégant, p

Pour autant, le docteur Coicadan ne semble guère séduit par la démarche de M. Szpiner : « Faire tomber, maintenant, un dassier comme celui-là, c'est pire que d'al-ler jusqu'au bout. Qu'est-ce qu'on va découvrir? Beaucoup moins que les gens s'imaginent, un ou deux élus qui en ont profité un peu plus que les autres, mais la plupart ont perdu du fric dans la politique. Non, faire annuler la procédure, c'est cèder à la panique. Et politiquement, ce serait une catastrophe. » On comprend donc que, même si Me Szpiner soulève un vrai lièvre, le juge Jean-Pierre reste serein: «Si je reagis, on m'accusera de violer le secret de l'instruction.... »

EDWY PLENEL

Pour 1992

L'enveloppe des prêts bonifiés à l'agriculture est fixée

à 13,5 milliards de francs

L'enveloppe globale des prêts bonifiés à l'agriculture pour l'année en cours a été fixée, le 21 février, après arbitrage du premier minis-tre, à 13,5 milliards de francs (le ministère de finances voulait la limiter à 12 milliards) contre 14,3 milliards en 1991, et les taux d'intérêt subiront une hausse de 0,25 %. Dans un communiqué, le ministère de l'agriculture et de la foret estime que l'enveloppe « est sensiblement égale au montant des crédits effectivement consommés en 1991 ». Sur l'ensemble de l'année dernière, les banques ont distribué en effet 14,075 milliards de francs, dont environ 95 % par le Crédit

Avec près de deux mois de retard, le gouvernement a donc arrêté sa décision et Matignon a tranché entre les souhaits du ministère de l'agriculture - recon-duction de l'enveloppe et des taux d'intérêt - et Bercy.

Le coût des emprunts sera legerement relevé excepté pour les prêts d'installation aux jeunes agriculteurs pour lesquels les taux res-tent fixés à 4,35 % dans les zones de plaine et 3,10 % en montagne.

Un départ et deux nominations à l'Elysée

Mer Caroline de Margerie, conseiller technique à la présidence de la République chargé des affaires européennes, va quitter l'Elysée pour le Conseil d'Etat, où elle est nommée maître des requêtes au tour extérieur par décret paru, vendredi 21 février, au Journal officiel. Un arrêté a annoncé, en même temps, deux nominations à la présidence de la République : celle de M. Ghislain Achard aux fonctions de conseiller technique chargé de l'audiovisuel, en remplacement de M. Bruno Chetaille, récemment nommé pré-sident-directeur général de TDF, et celle de M. Jean-Yves Collet au poste de conseiller technique chargé de l'intérieur et des DOM-TOM, en remplacement de M. Michel Jau, récemment nommé haut-commissaire de la République en Polymésia franceire. en Polynésie française.

[M - Caroline de Margerie, trente-cinq ans. aucéet élète de l'ElNA, était entrée à l'Elysée en juin 1988 comme chargé de missont pour les affaires internationales. Devenue conseiller technique pour les affaires étrangères, elle avait pris en charge le dossier des affaires curopéennes à l'Elysée, en octobre 1990, au départ de M - Elysée, en octobre 1990, au départ de M - Elysée aux affaires européennes. Pendant plus d'un an, elle avait ainsi tradant plus d'un an, elle avait ainsi tra-vaillé, essentiellement, à la construction coropéenne dans le cadre de la prépara-tion du sommet de Maastricht.

M. Ghislain Achard, quarante-quatre ans, après une carrière à l'ORTF puis à IDF, a été successivement conseiller technique au cabinet de M. Paul Quiès, de 1989 à 1991, puis de M. Georges Kiegman, de juin 1991 à janvier 1992, date à laquelle il avait été nommé direc-teur commercial de l'DF.

M. Jean-Yves Collet, trente-cinq ans. est juginicur agronume et ingénicur du gênie rural, des eaux et des furêts. Entré en 1983 au ministère des DOM-TOM, dans l'administration d'abord, puis, en 1985, au cabinet de M. Georges Lemoine, secretaire d'État, il avait été nomine, un in plus tard, sous-préfet, puis, en 1990, su cabinet de l'Elysèe, chargé de mission pour l'organisation du palais et Andorre.]

Le dépouillement des archives secrètes

Quand l'Argentine accueillait les nazis

L'Argentine se penche depuis plusieurs semaines sur une des pages les plus noires de son histoire, celle de l'accueil et de la protection accordés à des centaines de nazis par le gouvernement du général Juan Peron (1946-1955), par le régime militaire qui l'a renversé, puis sous la prési-dence d'Arturo Frondizi (1958-1962).

> **BUENOS-AIRES** correspondance

La gánéral Peron fréquentait volontiers certains réfugiés nazis comme le pilote Hans Rudel ou le dirigeant oustachi Ante Peve-lic, ancien chef de l'Etat indépendant croate soutenu par les Allemands. La presse accorde une très large place à ce qui, selon les uns, s'apparente à un excrcisme et, selon d'autres, à un acte de contrition terdif. Il est vrai que c'est la première fois que l'Argentine reconnaît officiel lement avoir aidé les réfugiés nazis et, permi aux, de nombreux criminels de guerre comme Adolf

Décidément, les temps ont changé en Argentine et le péro-nisme aussi. Aujourd'hul, malgré son étiquette péroniste, le très pragmatique et néo-libéral président Carlos Menem ouvre les archives secrètes sur les anciens nazis réfugiés en Argentine après la chute du III- Reich. Pratiquement chaque jour, la presse « découvre » un ancien nazi et publie de larges enquêtes sur l'arrivée des sous-marins allemands en Argentine, l'installation de Joseph Mengele · ou Adolf Eichmann aur les bords du Rio de la Plata, ou encore, la vie quotidienne d'une colonie nazie fondée par les anciens marins du r Graaf-Spee », un cuirassé alle-mand, qui, cerné par la flotte anglaise, s'est sabordé en 1939 devant Montevideo. Les deux premières livraisons de dossiers aux archives nationales n'ont pas apporté de révélations.

Les dossiers de la police fédérale et des services secrets sont composés en grande partie d'or-dres de recherche ou de rapports de gendarmerie. Même s'ils ont âté expurgés, ces dos-siers révèlent malgré eux quelques peries, comme cette pré-sentation du docteur Mengels, l'ange de la mort des camps d'extermination, décrit par la fonctionnaire comme un ascientifique » intéressé par l'étude des « jumeaux » et qui s'est consacré à la recherche sur « différents groupes humains». Le sinistre docteur a coulé sous sa véritable identité des jours paisibles en Argentine avent de s'enfuir au Paraguay en 1960, peu après l'enlèvement d'Adolf Eichmann par un commando israélien dans la bantieue de Buenos-Aires,

En marge de l'ouverture des archives secrètes, la presse a ratrouvé, dans les banlleues de la capitale, M. Wilfrid von Owan, l'ancien secrétaire de Joseph Goebbels. A B1 ans, il n'a pas varié, et continue à encenser son ancien patron, eun homme mer-veilleux et d'une très grande ences. M. Owen, qui ne fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire, met toujours en doute le génocide contre les juifs.

La «partie visible de l'iceberg»

Jan Oiij Hottentot, lui, na veut pas répondre à la presse. Sa femme lui a interdit de parler, et il rentre dans son pavillon de briques à l'arrivée des journalistes. L'ancien collaborateur de la SS aux Pays-Bas paraît toujours inquiet. Il a fait l'objet en 1988 d'une demande d'extradition de la part du gouvernement de La Haye, mais celle-ci a été refusée per les autorités argentines.

En effet, depuis 1953, l'ancien

sède la nationalité argentine. est arrivé dans le pays en 1952 après s'être échappé d'une prison néerlandaise en 1947. Pour-tant, à 80 ans, l'ancien nazi qui fut tour à tour employé de police provinciale, boxeur, et peintre en bâtiment, n'est pes totalement à l'abri d'une mauvaise surprise : en mai 1990, la Cour suprême argentine avait sutorisé, après dix-sept ans de négociation, l'extradition de Joseph Schwammberger en Allemagne, où il est actualisment jugé.

1

55-

122

20<u>11</u> 2012 (10

10.1

17-4-17

مينيني ريي

1

ACCUSED IN

· danigna

N. 28.

-

F. 15.50

- Chim

1

745.37

200

विवासक्त करण

e jengga a na a spekira a

P. Carrie

100

-

1 . . . f.

(to be

The Mary

مينون فليوره

· T 43 5

4.

1 2 335

1. 1.

1773

. .

1

12 Y

a - The said of

Belle Da

Un autre Hollandais, Abrahan Kipp (soixante-quinze ans), condamné à la prison à vie pour crimes de guerre en 1949, vit encore quelque part près de la capitale. Il est aussi devenu citoyen argentin en 1953. Les spécialistes attendent de l'ouver-turs des dossiers quelques préci-sions sur la manière dont sont arrivés les fugitifs, et surtout avec quel passeport. Mais d'au-tres énigmes demeurent : que sont devenus l'ancien chef de la Gestapo Heinrich Müller ou Edouerd Roschmann, «le boucher de Riga», ou encore Rudolf Mildoer, un dirigeent de la Gastapo en Pologne?

Le responsable de l'Amérique latine du Centre Simon-Wiesenthal, M. Shimon Samuels, estime pour sa part que ces archives ne sont que « la partie visible de l'iceberg » et récleme l'ouverture des archives de la banque centrale pour pouvoir remonter les pistes des investissements nazis après la fin de la guerre. Cette demande est restée sans réponse pour la moment. En Argentine, ce genre de marche doit encore déranger. M. Samuels, venu vérifier le contenu des archives ouvertes au public, a pu le constater dans son hôtel de Buenos-Aires, où les menaces directes de la etransformer en savonnattes n'ont pas mangué.

M. Tapie vend

M. Pierre Botton, gendre du maire de Lyon, M. Michel Noir, a

acquis 97,73 % du capital de La

Vie claire, une des sociétés du

groupe Bernard Tapie Finance,

spécialisée dans la distribution de

produits diététiques. M. Tapie sou-

haitait depuis longtemps se séparer

de cette société, une des premières

qu'il avait reprises dans le début

Le montant de la transaction n'a

pas été rendu public. Les négocia-

tions ont duré neuf mois. M. Bot-

ton est à la tête d'un groupe spé-

es années 80.

La Vie claire à M. Pierre Botton

En Afrique du Sud

Le référendum pourrait avoir lieu le 18 ou le 25 mars

JOHANNESBURG

La session du Parlement ouverte le 24 janvier devrait être ajournée à la fin de cette semaine, afin de laisser le champ libre aux hommes politiques, soucieux de lancer leur campagne électorale en vue du référendum annoncé, jeudi 20 février, par le pré-sident Frederik De Klerk (le Monde du 22 février). Ce scrutin, organis au sein de la seule communauté blanche, pourrait avoir lieu le 18 ou le 25 mars. Les partis et organisa tions politiques de droite devaient se réunir, samedi, pour tenter de mettre au point une stratégie commune. Le chef du Parti conservateur (CP), le pasteur Andries Treumicht, a exige que la question qui sera soumise aux électeurs offre le choix entre la politique d'« autodétermination et de coopération avec les autres commu nautés », pronée par les conserva teurs, et celle du Parti national (NP

dirigé par le chef de l'Etat), fondée sur le principe « un homme, une voix, dans un Etat unitaire». De son chek le président du Congrès national afri-cain (ANC), M. Nelson Mandela, a estimé que ce référendum faisait planer l'ombre d'eun veto blanc sur le processus de négociation d'une nouvelle Constitution ». En privé, certains responsables de l'ANC reconnaissent cependant qu'ilS devront moduler leur position, afin de «ne pas jouer le

jeu du Parti conservateur».

EN BREF

□ JEUX OLYMPIQUES : mort accidentelle d'un skieur suisse. - Le skieur de vitesse Nicolas Bochatay (Suisse), s'est tué, samedi matin 22 février, sur une piste d'entraînement des Arcs. L'athlète a perdu le contrôle de ses skis sur une bosse et est entré en collision avec un engin de damage

□ ATHLÉTISME : nouveau record du monde pour le perchiste Bubka. - L'Ukrainien Serguel Bubka a amélioré vendredi 21 février, lors d'une réunion à Berlin, son proprerecord du monde du saut à la perche en salle, avec un bond de 6,13 mètres. Il ajoute ainsi un centimètre à son précédent record, établi en mars 1991 à Grenoble, A vingt-huit ans, il signe ainsi son

vingt-neuvième record mondial. O ALGÉRIE: six personnes blessées à Constantine. - Six personnes ont été blessées, vendredi 21 février, à Constantine, dans l'est du pays, lors d'affrontements entre des policiers et des «élèments fanatiques », selon les termes des médias officiels. Une fusillade a éclaté, vers 13 heures, autour de la mosquée El Arkam, où des policiers en civil tentaient d'interpeller l'imam. En revanche, à Alger, la grande prière s'est déroulée dans le calme. - (AFP. Reuter)

o ÉTATS-UNIS : Le Sénat confirme la nomination de M. Andrew Card comme secrétaire aux transports. - Le Sénat a

F. F. cialisé dans le secteur de la santé. confirmé vendredi 21 février à l'unanimité la décision du président George Bush de nommer M. Aadrew Card secrétaire aux transports. M. Card, agé de quarante-quatre ans, succédera dans cette fonction & M. Samuel Skinner, qui a été nommé en décembre

> a HAITI : reprise des négociations. - Après plusieurs semaines de blocage, les négociations pour tenter de résoudre la crise haītienne ont repris, mercredi 19 février, à Saint-Domingue, en marge de la conférence des pays membres de la Convention de Lomé.

dernier secrétaire général de la

D ZAÏRE : le rapport de l'ONU sur le massacre de Lubumbashi confir-merait la responsabilité du gouvernement. - Selon une source digne de foi à Bruxelles, le récent rapport de l'ONU consacré aux événements sanglants survenus sur le campus de Lubumbashi, en mai 1990, indique qu'il y a « de très bonnes raisons de croire que le gouvernement du Laire a ordonné ou autorizé l'opération des deux grouper d'attaque de l'université de Lubumbashi, dans la nuit du 11 au 12 mai 1990, en conséquence de laquelle au moins 10 à 12 étudiants ont perdu la vie et au moins 34

autres ont été gravement blesses ». Le rapporteur spécial de l'ONU, M. Amos Wako, a demandé au gouvernement zalrois de rouvrir l'enquête sur cette affaire et de lui communiquer les dossiers médicaux des victimes. - (AFP.)

الراب المنافعة والمنافظة المنافظة والمنافظة والمنافعة المنافعة المنافعة المنافعة والمنافعة والمنافعة والمنافعة ومنافعة والمنافعة والمنافعة والمنافعة والمنافعة والمنافعة المنافعة المنافعة والمنافعة والمنافعة والمنافعة والم

SOMMAIRE

DATES

Il y a soixante-dix ans, Landru, la

ÉTRANGER

Yougoslavie : Zagreb exige des garanties pour ne « pas légaliser la présence des forces d'apposition serbes » en Croatie ... En visite au Sénégal, Jean-Paul II demande à l'Afrique de se prendre en charge

de 15 900 a casques bleus » au Les attaques du Hezbollah contre la Galitée ont fait une victime civile. 5

M. Boutros-Ghali propose l'envoi

Rencontre à Taormina (Sicile) entre ambassadeurs français et italiens

POLITIQUE

La préparation des élections régionales: Personnalités en campagne : Haroun Tazieff, explorateur de la Nouvelle Gauche Les déboires judiciaires de M. Jac-Un rappet à l'ordre du Conseil constitutionnel au gouvernement : le renforcement de l'indépendance de la magistrature passe par une réforme de la Constitution....... 7 Livres politiques : «Le Paysage français», par André Laurens 7

SOCIÉTÉ

Le procès d'un policier aux assises du Val-de-Marne Un Britannique inculpé dans l'af-

HEURES LOCALES

■ La Bretagne et ses livres ■ Der-

nières carrouches à la Moskowa = L'extension de Roland-Garros Un tour de France des régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Sud extrême. Trois hommes pour un fauteuil................... 9 à 12

CULTURE

Théâtre : Caligula à la Comédie-Française; Tom Novembre au La mort du dessinateur et écrivain

SPORTS

Les J. O. d'Albertville 14-15 ÉCONOMIE

M. Olszewski accepte la démission du ministre des finances La mauvaise passe de l'électronique japonaise 17 La trop belle clinique de M. Bruno Durieux..... Le désespoir des retraités du groupe Maxwell 17

Crédits, changes, grands mar-

Services

Revue des valeurs...... 18

Abonnements Carnet 13 Météorologie. 15 Mots croisés

La rélématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1992 a été tiré à 499 103 exemplaires.

La constitution du gouvernement belge

de notre correspondant

Contrairement à ce ou'espéraient les deux compagnies, l'accord intervenu entre Air France et la Sabena (le Monde du 22 février) n'a pas obtenu le feu vert du gou-vernement belge le vendredi 21 février. M. Jean-Luc Dehaene, ministre des transports appartenant au Parti social-chrétien flamand. n'a même pas assisté à ce conseil. puisqu'il est charge par le roi de diriger les consultations en vue de la formation d'un nouveau gouver-

L'accord entre les deux compagnies donne satisfaction à la partie belge sur le plan financier et com-mercial, mais il pose des problèmes politiques, certains Flamands voyant une nouvelle illustration de l'envahissement de l'économie belge par les Français ». Le gouvernement sortant n'avait pas voulu avaliser cet accord avant les élections législatives de novembre 1991, considérant que cela relevair

retarde l'accord Sabena-Air France BRUXELLES

de l'équipe issue de la future majo-

Ne tenant pas compte de l'avis favorable de l'Union des cadres du transporteur belge et de la majorité du personnel d'exécution syndiqué le parti flamand de la Volksunie ntient la pression contre « le lobby francophone de la Sabena qui a rendu impossible tout autre scènatio de coopération avec d'autres compagnies aériennes, soutenu en vela par les forces politique wallonnes », alors que « Air France peut difficilement être considérée comme une entreprise modèle en matière de fonctionnement commercial v.

Sortant de son silence et de sa réserve antérieurs, le conseil d'ad-ministration de la Sabena a publié dans la soirée de vendredi un communiqué soulignant qu'une attente indéfinie de l'accord du gouvernement aurait des conséquences irréversibles sur le plan économique et

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE